



# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 27 JUILLET 1946

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JULY 27th, 1946

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate* pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,  
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
12020 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

REDEMPTI PARADIS,  
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
12029 — 1-52

## Lettres patentes

"Agences Minières de Québec Inc"  
"Quebec Mining Agencies Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du huitième jour de mai 1946, constituant en corporation: Lucien Roux, conseil en Loi du Roi, Jean-Paul Verschelden, avocats, et Marie Verschelden, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, souscription, soumission ou autrement, et posséder, détenir, vendre et autrement disposer de, seuls ou en syndicat, ou conjointement avec d'autres, échanger, négocier, et faire le commerce d'actions, titres, débetures, obligations, titres de créance et valeurs émis ou garantis par toute corporation, compagnie, fabrique, association, société, syndicat, individu, personne ou autorité gouvernementale, municipi-

## Letters Patent

"Agences Minières de Québec Inc"  
"Quebec Mining Agencies Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of May, 1946, incorporating: Lucien Roux, King's Counsel, Jean-Paul Verschelden, advocates, and Marie Verschelden, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, subscription, tender or otherwise, and to own, hold, sell and otherwise dispose of, alone or in syndicate, or jointly with others, exchange, trade and deal in shares, stock, debentures, bonds, evidences of indebtedness and securities issued or guaranteed by any corporation, company, fabrique, association, society, syndicate, individual, person or government, municipal or public authority, domestic

pale ou publique, domestique ou étrangère, ou autrement, et exercer et faire observer tous droits et pouvoirs conférés par le propriétaire d'iceux; et exercer aucun et tous pouvoirs de voter sur ic eux par des officiers dûment autorisés par pro-cureur, et dûment nommés, sous le nom de "Agences Minières de Québec Inc. — Quebec Mining Agencies Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-réal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huitième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14951-o P. FRENETTE.

or foreign, or otherwise, and to exercise and enforce all rights and powers conferred by the ownership thereof; and to exercise any and all voting powers thereon by officers duly authorized by proxy, duly appointed, under the name of "Agences Minières de Québec Inc. — Quebec Mining Agencies Inc."

The capital stock of the company will be divided into 5,000 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
14951 Assistant Deputy Attorney General.

**"Amalgamated Chibougamau Gold Mines Limited"**  
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de juin 1946, constituant en corporation: Herbert William Jackson, gérant, Ernest William Mockridge, teneur de livres, de la cité de Saint-Lambert, Alexander Gordon Yeoman, stagiaire, Clifford George Meek, teneur de livres, et Charles Eric Humphrey, teneur de livres, les trois derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par tous procédés quelconques, et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Amalgamated Chibougamau Gold Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle)", avec un capital total de \$3,500,000, divisé en 3,500,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au-delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14952 P. FRENETTE.

**"Amalgamated Chibougamau Gold Mines Limited"**  
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1946, incorporating: Herbert William Jackson, manager, Ernest William Mockridge, bookkeeper, of the city of St. Lambert, Alexander Gordon Yeoman, law clerk, Clifford George Meek, bookkeeper, and Charles Eric Humphrey, bookkeeper, the three latter of the city of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stone may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Amalgamated Chibougamau Gold Mines Limited (No personal liability)", with a total capital stock of \$3,500,000.00, divided into 3,500,000 shares of \$1.00 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
14952-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Atom Electrical Home Appliance Company Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juin 1946, constituant en corporation: Moe Anolick, marchand, James Mawhinney, inventeur, et Aaron Lapkoff, manufacturier, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'électriciens et d'entrepreneurs, manufacturer, acheter et vendre, importer et exporter et généralement faire le commerce de machinerie électrique de toutes caté-

**"Atom Electrical Home Appliance Company Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the fourth day of June, 1946, incorporating: Moe Anolick, merchant, James Mawhinney, inventor, and Aaron Lapkoff, manufacturer, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of electricians and contractors, to manufacture, buy, and sell, import and export and generally deal in electrical machinery of all classes and descriptions, to

gories et descriptions, manufacturer et faire le commerce de moteurs électriques, dynamos et autre machinerie, appareils et usines électriques, et acheter, vendre, manufacturer, réparer, convertir, modifier, louer ou arrenter et faire le commerce de tous appareils et articles électriques de toute sorte et genre et machinerie de tout genre et sorte, de plus, acheter, vendre, exporter, importer, faire le commerce, réparer, modifier ou enlever des appliques, chandeliers, électroliers, bras électriques, lampes, ampoules et autres accessoires et appartenances utilisés pour ic eux relativement audit commerce; et manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de radios, pièces et accessoires d'automobiles et de véhicules-moteurs et de grille-pain, sous le nom de "Atom Electrical Home Appliance Company Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 200 actions ordinaires n'ayant aucune valeur nominale ou au pair et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$8,000.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14953 P. FRENETTE.

**"Beaver Pants & Sportswear Co. Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de juin 1946, constituant en corporation: Jack Sthal, Nathan Azef, tous deux manufacturiers, et Peter Lurie, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer toutes sortes de vêtements, habits prêts à porter, vêtements de sport, blouses pantalons de sport, costumes de sport, chemise de sport, et vêtements de toute sorte et description pour hommes, garçons et dames et agir comme importateurs et exportateurs de toutes sortes de vêtements, sous le nom de "Beaver Pants & Sportswear Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 71 ouest, rue Saint-Viateur, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce premier jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14954 P. FRENETTE.

**"Chalet Café Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de juin 1946, constituant en corporation: Lorenzo Goudreau, gérant, Françoise Gagnon et Marie-Paule Paquette, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, soit en gros ou en détail, le commerce de restaurant, café, taverne, salle de rafraichissements, spectacle, bonbons, et de marchands de revues, journaux et autres publications, et acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce en général de comestibles de toutes sortes,

manufacture and deal in electric motors, dynamos and other electrical machinery, appliances and plants, and to buy, sell, manufacture, repair, convert, alter, let or hire and deal in any electrical appliances and goods of all kind and character and machinery of all manner and kind, to further buy, sell, export, import, deal in, repair, alter or release fixtures, chandeliers, electroliers, brackets, lamps, globes and other supplies and appurtenances used for in, in connection with the said business; and to manufacture, buy, sell and deal in radios, automobile and motor vehicle parts and accessories, and electric toasters, under the name of "Atom Electrical Home Appliance Company Limited".

The capital stock of the company is divided into 200 common shares having no nominal or par value, and 200 preference shares at the par value of \$100.00 each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$8,000.00.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
14953-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Beaver Pants & Sportswear Co. Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1946, incorporating: Jack Sthal, Nathan Azef, both manufacturers, and Peter Lurie, accountant, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture all kinds of men's, boys' and ladies' clothing, ready-to-wear, sportswear, blouses, slacks, slack suits, sport shirts, and clothing of every sort and description, and to act as importers and exporters of all kinds of clothing, under the name of "Beaver Pants & Sportswear Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 2,000 common shares of \$10.00 each.

The head office of the company will be at 71 St. Viateur Street, West, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
14954-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Chalet Café Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1946, incorporating: Lorenzo Goudreau, manager, Françoise Gagnon and Marie-Paule Paquette, spinsters, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on, either wholesale or retail, the business of restaurant, café, tavern, refreshment room, play houses, candies, and dealers in reviews, newspapers and other publications, and to buy, sell, import, export and deal generally in foodstuffs of all kinds, soups, meats, cakes, candies,

potages, viandes, gâteaux, bonbons, friandises, fruits, légumes, revues, journaux, gomme à mâcher, cigares, cigarettes, tabac, liqueurs douces de toutes sortes, bière et vin, liqueurs alcooliques et spiritueux de toutes sortes, sous le nom de "Chalet Café Inc.", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 4501, Park Avenue, Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14955-o P. FRENETTE.

delicacies, fruit, vegetables, reviews, newspapers, chewing gum, cigars, cigarettes, tobacco, soft drink of all kinds, beer and wine, alcoholic liquor and spirits of all kinds, under the name of "Chalet Café Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at N° 4501 Park Avenue, Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1946.

P. FRENETTE.  
14955 Assistant Deputy Attorney General.

**"Cie Franco-Canadienne de Produits Laitiers Ltée"**  
**"Franco-Canadian Milk Products Co. Ltd."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huitième jour d'avril 1946, constituant en corporation: Raymond Denis, organisateur, Albert Pinel, agronome, et Aurélien Noël, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire toutes sortes d'opérations commerciales se rapportant à la reconstitution, transformation et utilisation générale du lait, de ses produits et dérivés et à tous appareils quelconques pouvant servir à ces fins, sous le nom de "Cie Franco-Canadienne de Produits Laitiers Ltée" — Franco-Canadian Milk Products Co. Ltd."

Le Capital-actions de la compagnie est divisé en 5000 actions sans valeur au pair ou nominale et en 5000 actions privilégiées de \$10.00 chacune.

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$30,000.00.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huitième jour d'avril 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14956-o P. FRENETTE.

**"Cie Franco-Canadienne de Produits Laitiers Ltée"**  
**"Franco-Canadian Milk Products Co. Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1946, incorporating: Raymond Denis, organizer, Albert Pinel, agronomist, and Aurélien Noël, accountant, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in all kinds of commercial operations connected with the reconstitution, transformation and general utilization of milk, its products and derivatives and all apparatus whatsoever which may be used for the said purposes, under the name of "Cie Franco-Canadienne de Produits Laitiers Ltée" — Franco-Canadian Milk Products Co. Ltd."

The capital stock of the company is divided into 5000 shares without par or nominal value and into 5000 preferred shares of \$10 each.

The amount with which the company will commence operations is \$30,000.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of April, 1946.

P. FRENETTE.  
14956 Assistant Deputy Attorney General.

**"Blue Bird Food Products Company Limited"**  
**"Compagnie de Produits Alimentaires Oiseau Bleu Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de mai 1946, constituant en corporation: Françoise Armand et Annette Daignault, secrétaires, filles majeures, de la cité de Montréal, et dame Thérèse Durocher, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Louis Marchildon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Sans affecter la première partie de la Loi des compagnies de Québec et sans restreindre en aucune manière les pouvoirs généraux;

Faire le commerce d'épicerie et produits alimentaires, en gros et en détail, faire toutes ou chacune des affaires d'importateurs, d'exportateurs, manufacturiers, producteurs et marchands en gros et en détail de marchandises et articles de toutes espèces et descriptions, sans limitation

**"Blue Bird Food Products Company Limited"**  
**"Compagnie de Produits Alimentaires Oiseau Bleu Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of May, 1946, incorporating: Françoise Armand and Annette Daignault, secretaries, spinsters, of the city of Montreal, and dame Thérèse Durocher, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Louis Marchildon, and duly authorized by him for the purposes hereof, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Without affecting Part I of the Quebec Companies Act and without restricting in any manner the general powers:

To deal in groceries and food products, wholesale and retail, to engage in all or any of the businesses of importers, exporters, manufacturers, producers of and whole-sale and retail dealers in all classes and descriptions of merchandise, without limitation as to the class of products and

quant à la classe des produits et marchandises mais se rattachant au commerce d'épicerie, et produits alimentaires en gros et en détail, sous le nom de "Blue Bird Food Products Company Limited — Compagnie de Produits Alimentaires Oiseau Bleu Limitée", avec un capital total de \$39,000.00, divisé en 390 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorzième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14957-o P. FRENETTE.

#### "Diplomat Mfg. Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du quinzième jour de mai 1946, constituant en corporation: Élie Lalumière, J.-Armand Trudelle, Léonard Préfontaine, tous trois employés civils, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, distribuer, vendre, échanger un briquet ou toute partie de ce briquet appelé "Briquet Diplomat" ou tout autre nom qui pourra être légalement attribué, sous le nom de "Diplomat Mfg. Co. Ltd."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$40,000.00, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1.00 chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$20,000.00, divisée en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinzième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14958-o P. FRENETTE.

#### "Doray Electric Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de juin 1946, constituant en corporation: Seymour Elkin, notaire, de la cité de Westmount, Stanley Stanger, officier d'une compagnie de fiducie, de la ville de Hampstead, et Ralph C. Tees, officier d'une compagnie de fiducie, de la cité de Montréal, tous au district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, louer, importer, exporter, réparer, donner le service et en général faire le commerce et le négoce de dispositifs électriques, moteurs, dynamos, accumulateurs, compteurs, accessoires, appareils, machinerie, améliorations, instruments et usines de toutes descriptions et de tous outils, objets, accessoires et matériaux utilisés relativement à ceux; diriger et exercer tout autre commerce, en gros ou en détail, manufacturier ou autre, qui peut être jugé avantageux ou utile relativement au commerce général de la compagnie, sous le nom de "Doray Electric Limited", avec un capital total de \$1,000, divisé en 100 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

merchandise but incidental to the wholesale and retail grocery and food products business, under the name of "Blue Bird Food Products Company Limited — Compagnie de Produits Alimentaires Oiseau Bleu Limitée", with a total capital stock of \$39,000, divided into 390 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
14957 Assistant Deputy Attorney General.

#### "Diplomat Mfg. Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of May, 1946, incorporating: Élie Lalumière, J.-Armand Trudelle, Léonard Préfontaine, all three civil servants, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, distribute, sell, exchange a lighter or any part of the said lighter known as "Briquet Diplomat" or any other name which may legally be given to it, under the name of "Diplomat Mfg. Co. Ltd."

The amount of capital stock of the company will be \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each.

The part of capital stock to be issued as preferred shares will be \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
14958 Assistant Deputy Attorney General.

#### "Doray Electric Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1946, incorporating: Seymour Elkin, notary, of the city of Westmount, Stanley Stanger, Trust Company officer, of the town of Hampstead, and Ralph C. Tees, Trust Company officer, of the city of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, lease, import, export, repair, service, and generally deal in and with electrical devices, motors, dynamos, batteries, meters, supplies, apparatus, machinery, improvements, appliances and plants of all descriptions, and all tools, stock, supplies, and material useful in connection therewith; to conduct and carry on any other business, wholesale or retail, manufacturing or otherwise, which may seem advantageous or useful in connection with the general business of the company, under the name of "Doray Electric Limited", with a total capital stock of \$1,000.00, divided into 100 shares of the par value of \$10.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14959 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
14959-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Eskimo Bottling Works Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mai 1946, constituant en corporation: Rubin Bitensky Aron Bitensky, manufacturiers, Fannie Letovsky, épouse séparée de biens de Rubin Bitensky, et Adele Solomon, épouse séparée de biens de Aron Bitensky, toutes deux dûment autorisées par leur mari respectif aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, vendre, importer, exporter, embouteiller et faire le commerce, en gros et en détail, de toutes sortes de breuvages non-intoxicants et non-alcooliques, breuvages gazeux, eaux minérales naturelles et artificielles, sirops, essences, extraits, poudres, gaz, sirops de fruits, concentrés, huiles essentielles utilisés relativement ou se rapportant auxdits objets précédents; entreprendre le commerce de la mise en boîtes et en conserve d'aliments de toutes sortes; manufacturer et faire le commerce en gros et en détail, exporter, importer, vendre des réceptacles, accessoires se rapportant aux objets ci-dessus, comprenant les fontaines à sodas, machinerie et appareils, bouteilles, jarres, boîtes, paniers et autres réceptacles, lièges, fermoins et en général les accessoires de toutes sortes pour embouteilleurs, sous le nom de "Eskimo Bottling Works Ltd."

Le montant du capital-actions de la compagnie est de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de dix dollars (\$10) chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$25,000, divisée en 1,250 actions privilégiées de vingt dollars.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14960 P. FRENETTE.

**"Fleetwood Aero Club"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juin 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Walter Maurice LaFleur, ingénieur en aéronautique, Donald Allen Dixon, ingénieur (process engineer), de la cité d'Outremont, et Maurice Finkel, dessinateur, le premier et le dernier de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Étudier et promouvoir la science de l'aéronautique et entreprendre toutes activités utiles à ces fins;

Assister les membres de la corporation à se familiariser davantage au dessin, à l'entretien et à l'opération des vaisseaux aériens;

Exécuter des opérations aériennes dans ou avec des vaisseaux aériens, sous le nom de "Fleetwood Aero Club."

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux d'argent, d'aucune sorte quelconque, soit

**"Eskimo Bottling Works Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1946, incorporating: Rubin Bitensky, Aron Bitensky, manufacturers, Fannie Letovsky, wife separate as to property of Rubin Bitensky, and Adele Solomon, wife separate as to property of Aron Bitensky, both duly authorized by their respective husband, for these presents, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, sell, import, export, bottle and deal in, wholesale and retail, all kinds of non-intoxicating and non-alcoholic beverages, aerated beverages, natural and artificial mineral waters, syrups, essences, extracts, powders, gases, fruit syrups, concentrates, essential oils, used in connection with or incidental to the said objects aforesaid; to engage in canning and all kinds of preserving; to manufacture and deal in wholesale and retail, export, import, sell, containers, accessories in connection with the above objects including soda fountains, machinery and apparatus, bottles, jars, boxes, baskets and other containers, corks, stoppers and generally bottlers' supplies of all kinds, under the name of "Eskimo Bottling Works Ltd."

The amount of the capital stock of the company is \$40,000.00, divided into 1,500 common shares of ten dollars (\$10.00) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$25,000.00 dollars, divided into 1,250 preferred shares of twenty dollars.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
14960-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Fleetwood Aero Club"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1946, incorporating without share capital: Walter Maurice LaFleur, air engineer, Donald Allen Dixon, process engineer, of the city of Outremont, and Maurice Finkel, draughtsman, the former and the latter of the city of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To study and promote the science of aeronautics and to engage in any activities useful for such purposes;

To assist the members of the corporation to acquaint themselves further with the design, maintenance and operation of aircraft;

To carry out flying operations in or with aircraft, under the name of "Fleetwood Aero Club."

Powers granted do not permit gambling games of any kind whatsoever, whether games of chance.

les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté; et ne permettent pas à la compagnie de détenir aucun permis de club de la Commission des liqueurs de Québec.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt-cinq mille dollars.

Le siège social de la corporation sera dans la paroisse de St. Laurent, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14961 P. FRENETTE.

#### "Gattuso Olive Oil Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour de juin 1946, constituant en corporation: Pascal Gattuso, François Gattuso marchands et importateurs, et Jacques Tozzi, courtier d'assurances, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire l'importation et le commerce en gros et en détail des huiles comestibles, des épiceries en général et de tous produits similaires et plus particulièrement d'acquérir le fonds de commerce exploité dans la cité de Montréal sous le nom de P. Gattuso Wholesale;

Le nom corporatif de la présente compagnie est: "Gattuso Olive Oil Corporation."

Le montant du capital-actions de la compagnie est de cent vingt mille dollars (\$120,000.) divisés en mille (1,000) actions communes de cent dollars (\$100.) chacune;

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de vingt mille dollars (\$20,000.), divisés en deux cents actions (200) privilégiées de cent dollars (\$100.) chacune;

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinzième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14962-o P. FRENETTE.

#### "G. B. Talent, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de mai 1946, constituant en corporation: Gaston Beauregard, marchand, Dame Herméline Girouard, gérante, épouse séparée de biens de Gaston Beauregard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Marie-Mance Beauregard, célibataire, majeure, tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce et industrie de marchand ou négociant, d'importateur et d'exportateur, en gros et en détail, dans toutes leurs spécialités, de fabricant, manufacturier et distributeur, de produits de mer, terres et forêts, industriels et agricoles, et des sous-produits d'iceux, d'objets, articles et marchandises de toutes sortes, de tissus et étoffes de toute description et substance, textiles, draps, lainages, cotonnades, toiles, soieries, rayonne, satine, velours, veloutine, doublure, garnitures, dentelle, lingerie, tentures, rideaux,

or games of chance and skill mixed; and do not permit the Corporation to hold any Club License from the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is Twenty-five Thousand dollars.

The head office of the corporation will be at parish of St. Laurent, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
14961-o Assistant Deputy Attorney General.

#### "Gattuso Olive Oil Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1946, incorporating: Pascal Gattuso, François Gattuso, merchants and importers, and Jacques Tozzi, insurance broker, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To import and deal both wholesale and retail in edible oils, groceries in general and all similar products and more particularly to acquire the stock in trade of the business carried on in the city of Montreal under the name of P. Gattuso Wholesale;

The corporate name of the present company will be: "Gattuso Olive Oil Corporation."

The amount of capital stock of the company will be one hundred and twenty thousand dollars (\$120,000), divided into one thousand (1,000) common shares of one hundred dollars (\$100) each;

The part of capital stock to be issued as preferred shares is twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) preferred shares of one hundred dollars (\$100) each;

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
14962 Assistant Deputy Attorney General.

#### "G. B. Talent, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1946, incorporating: Gaston Beauregard, marchand, Dame Herméline Girouard, manager, wife separate as to property of Gaston Beauregard, and duly authorized by him for the purposes hereof, and Marie-Mance Beauregard, spinster, all of the city of Outremont, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of merchant or dealer, importer and exporter, wholesale and retail, in all lines of same, maker, manufacturer and distributor of products of the sea, land and forest, industrial and agricultural, and the by-products, of same, goods, wares and merchandise of all kinds, fabrics and materials of every description and substance, textiles, cloth, woollens, cottons, linen, silk, rayon, satin, velvet, velveteen, linings, trimmings, lace, lingerie, hangings, curtains, wearing apparel, underwear, haberd-

vêtements, sous-vêtements, mercerie, articles de fantaisie, de nouveauté, articles de bois, de verre, de métal, de plastique, de cuir, de caoutchouc, de menus articles et de tous articles dans la fabrication desquels entrent toutes ou l'une quelconque des substances suscitées, sous le nom de "G. B. Talent, Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie est de \$100,000.00, divisé en 610 actions ordinaires de \$100.00, chacune et en 390 actions privilégiées de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-troisième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14963-o P. FRENETTE.

shery, fancy goods, novelties, articles of wood, glass, metal, plastic, leather, rubber, small wares and any articles in the making of which may enter one or more of the aforesaid substances, under the name of "G. B. Talent, Inc."

The amount of capital stock of the company will be \$100,000, divided into 610 common shares of \$100 each, and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
14963 Assistant Deputy Attorney General.

**"Girard et Boulanger Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q., 1941, des lettres patentes, en date du sixième jour d'avril 1946, constituant en corporation: Henri Girard, garagiste, Joseph-Léopold Boulanger, voyageur de commerce, Philippe St-Jacques, Maurice Quévillon, comptables, et J.-L.-Emile Blais, marchand, tous de la cité de Sherbrooke, district de St-François, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire et exercer, en gros ou en détail ou des deux manières, comme marchands, négociants, manufacturiers, importateurs ou exportateurs, comme marchands à commission ou comme agent commercial, le commerce général de pneus et chambres à air pour automobiles, le commerce général de pneus et chambres à air pour automobiles, camions, motocyclettes, bicyclettes, tracteurs, avions, autobus, carrosses, chariots, et voitures de toutes sortes;

Acacheter, vendre, importer, exporter et généralement faire le commerce en gros et détail de tous les produits du caoutchouc naturel ou synthétique;

Faire et exercer, en gros ou en détail ou des deux manières, comme marchands, négociants, manufacturiers, importateurs ou exportateurs, comme marchands à commission ou comme agent commercial, le commerce général de ferronnerie, quincaillerie, poterie et faïence, papeterie, joaillerie et bijouterie, articles de sport, systèmes de chauffage, plomberie, peintures, vernis, émaux, sables, produits chimiques, explosifs, charbon sous le nom de "Girard et Boulanger Limitée", avec un capital total de \$49,900.00, divisé en 499 actions de \$100.00 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20) à l'exclusion des personnes à l'emploi de la compagnie ou qui auront déjà été à l'emploi de la compagnie.

Le siège social de la compagnie sera dans la Cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le sixième jour d'avril 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14964-o P. FRENETTE.

**"Inter-Textile Entreprises Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres

**"Girard et Boulanger Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R. S. Q., 1941, bearing date the sixth day of April, 1946, incorporating: Henri Girard, garage keeper, Joseph-Léopold Boulanger, commercial traveller, Philippe St-Jacques, Maurice Quévillon, accountants, and J. L. Emile Blais, merchant, all of the city of Sherbrooke, district of St-François, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on and engage in, wholesale or retail or both, the business of merchants, traders, manufacturers, importers or exporters, commission merchants or commercial agent and deal generally in tires and inner tubes for automobiles, trucks, motorcycles, bicycles, tractors, planes, autobus, carriages, waggons and vehicles of all kinds;

To buy, sell, import, export and deal generally, both wholesale and retail in all natural or synthetic rubber products;

To carry on and engage, in, wholesale or retail or both, the business of merchants, traders, manufacturers, importers or exporters, commission merchants or commercial agent, and deal generally in ironware, hardware, pottery and crockery, stationery, jewels and jewellery, sporting goods, heating systems and plumbing supplies, paint, varnish, enamels, oils, chemicals, explosives, coal, under the name of "Girard et Boulanger Limitée", with a total capital stock of \$49,900 divided into 499 shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company will be limited to twenty (20) with the exclusion of persons in the employment of the company or those who have been in the employment of the company.

The head office of the company will be in the city of Sherbrooke, district of St. François.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1946.

P. FRENETTE,  
14964 Assistant Deputy Attorney General.

**"Inter-Textile Entreprises Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth

patentes en date du dix-huitième jour de mai 1946 constituant en corporation: Abraham Schachter, Moe Kanigsberg, marchands, et Thomas Michael Tansey, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme importateurs, exportateurs, acheteurs, distributeurs, convertisseurs, agents commerciaux, manufacturiers, grossistes, négociants à forfait et détaillants de produits textiles, tissus, coton, lainages, soieries, doublures, toiles, marchandises sèches, nouveautés, menus objets, outillage commercial et industriel, et acheter et vendre et autrement en faire le commerce comme mandants ou facteurs, sous le nom de "Inter-Textile Enterprises Ltd".

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en 300 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et en 300 actions privilégiées rachetables d'une valeur au pair de \$100 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moins de \$4,500.

Le siège social de la compagnie sera à 627 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14965 P. FRENETTE.

#### "J. W. Lefebvre Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de mai 1946, constituant en corporation: Joseph-Willie Lefebvre, marchand, Joseph-Lionel-Paul Lefebvre, hôtelier, et Joseph-Aurèle-Georges Lefebvre, commis-comptable, tous de la ville de Lachute, district de Terrebonne, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre et bâtir et sous-louer en vue dudit commerce général de meubles meublants et effets mobiliers. Manufacturer, importer et exporter tous genres de meubles servant à meubler tous appartements privés et publics, appareils de chauffage à bois, à l'huile, à l'électricité, à l'air chaud, au pétrole, à la gazoline. Laveuses, équipement de buanderie, machines à coudre, nécessaire de couture, couvre-planchers, cadres, miroirs, bibelots, jouets, carrosses, marchettes, pares, balançoires, tricycles, bicyclettes, baignoires pour enfants. Appareils de réfrigération, de congélation et d'air conditionné, domestiques et commerciaux. Équipement et articles de sports. Automobiles, camions, tracteurs, motocyclettes, machines agricoles, vente de gazoline, ferronnerie générale, valises, malles, couvertures, serviettes, pneus, chaussures, vitres, vaisselle, peinture, aluminium, outils. Instruments de musique et de reproduction, récepteurs et transmetteurs. Amplificateurs, radios, gramophone, télévision, microphones, haut-parleurs, parties de rechange et réparation de tous articles ci-haut mentionnés. Tout article de plastique, appareils de vues animées, kodaks, rideaux, draperies, stores vénitiens, toiles, plastique, tout genre de métaux de construction, huile, graisse, aiguilles, registres, balances, dactylographes, sous le nom de "J. W. Lefebvre Limitée", avec un capital total de \$25,000.00, divisé en 250 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, dans le district de Terrebonne.

day of May, 1946, incorporating: Abraham Schachter, Moe Kanigsberg, merchants, and Thomas Michael Tansey, advocate, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as importers, exporters, buyers, distributors, converters, commercial agents, manufacturers, wholesalers, jobbers and retailers of textiles, fabrics, cottons, woolens, silks, linings, linens, dry goods, novelties, smallware, commercial and industrial equipment, and to buy and sell and otherwise deal therein either as principals or factors, under the name of "Inter-Textile Enterprises Ltd."

The capital stock of the company is to be divided into 300 common shares without nominal or par value and 300 redeemable preferred shares of a par value of \$100.00 each and the amount with which the company will commence its operations will not be less than \$4,500.00.

The head office of the company will be at 627 Notre Dame Street, West, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
14965-o Assistant Deput., Attorney General.

#### "J. W. Lefebvre Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1946, incorporating: Joseph Willie Lefebvre, merchant, Joseph Lionel Paul Lefebvre, hotel-keeper, and Joseph Aurèle Georges Lefebvre, clerk-accountant, all of the town of Lachute, district of Terrebonne, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, build and sub-let with respect to the said general furniture and household furnishing business. To manufacture, import and export all kinds of furniture used to furnish public or private rooms, heating systems whether by wood, oil, electricity, hot air, petroleum or gas, line. Washing machines, laundry equipment sewing machines, sewing requisites, floor coverings, frames, mirrors, knick-knacks, toys, baby carriages, walkers, baby pens, swings, tricycles, bicycles and baths for children. Domestic and commercial refrigerating, freezing and air-conditioning systems. Sporting goods and equipment. Automobiles, trucks, tractors, motorcycles, farm implements, the sale of gas, hardware in general, suit-cases, trunks, blankets, towels, tires, footwear, window glass, crockery, paint, aluminum, tools. Musical instruments and recording machines, receivers and transmitters. Amplifiers, radios, gramophones, television, microphones, loud-speakers, spare parts and the repairing of any of the above mentioned articles. All kinds of plastic goods, moving picture machines, cameras, curtains, draperies, venetian blinds, window shades, plastics, all kinds of building metals, oil, grease, needlers, record, scales, typewriters, under the name of "J. W. Lefebvre Limitée", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lachute, in the district of Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huitième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14966-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
14966 Assistant Deputy Attorney General.

**"Laboratoire Desbels Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatrième jour de juin 1946, constituant en corporation: Alexandre Papineau Mathieu, Conseil en Loi du Roi, de la cité de Westmount, Raoul Bélanger, chauffeur de taxis, et Alcide Delorme, distributeur, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, vendre, acheter, importer et exporter ou autrement faire le commerce de toutes sortes de remèdes brevetés;

Sujet aux dispositions de la Loi des Pharmacies de Québec, manufacturer toutes sortes de produits pharmaceutiques et remèdes et vendre, importer, et exporter ou autrement faire le commerce de ces produits pharmaceutiques et remèdes, sous le nom de "Laboratoire Desbels Inc." avec un capital total de \$5,000.00, divisé en 1,000 actions de \$5.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14967-o P. FRENETTE.

**"Laboratoire Desbels Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1946, incorporating: Alexandre Papineau Mathieu, King's Counsel, of the city of Westmount, Raoul Bélanger, taxi driver, and Alcide Delorme, distributor, both of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, sell, buy, import and export or otherwise deal in and with all kinds of patent medicines;

Subject to the provisions of the Quebec Pharmacy Act, to manufacture all kinds of pharmaceutical products and remedies and to sell, import and export or otherwise deal in the said pharmaceutical products and remedies, under the name of "Laboratoire Desbels Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 1,000 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
14967 Assistant Deputy Attorney General.

**"La Compagnie Torpedo de Mégantic Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du quinzième jour de mai 1946, constituant en corporation: Evariste Roy, industriel, Elzéar Roy, mécanicien, et René de Blois, agent-commis, tous de Lac Mégantic, district de Saint-François province de Québec, dans les buts suivants:

Établir et exercer un commerce de bois généralement bois de sciage, bois de pulpe, bois carré et toutes autres espèces de bois, manufacturer le commerce de bois de sciage, le bois de pulpe, acheter des moulins et accessoires pour seier, manufacturer et exploiter ledit bois de sciage ou autres bois, acheter, exploiter les terres à bois, limites à bois;

Continuer le commerce qui est actuellement en opération, acquérir l'actif, le passif, l'achalandage, la clientèle, les immeubles et en un mot tout ce qui appartient à Mégantic Specialties Registered, raison sociale sous laquelle fait affaire seul Evariste Roy, industriel de Lac Mégantic, dans le district de St-François, en qualité de manufacturier d'articles de bois de toutes sortes, et plus particulièrement de voitures de livraison pour enfants;

Exercer le commerce de fournisseurs de matériaux, tant pour la construction, la réparation des immeubles que pour la construction, l'érection ou la réparation des rues, ruelles, trottoirs, travaux effectués par une municipalité, un gouvernement ou des personnes quelconques dans la province de Québec, sous le nom de "La Compagnie Torpedo de Mégantic Limitée", avec un capital total de \$19,000.00, divisé en 190 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lac Mégantic, dans le district de Saint-François.

**"La Compagnie Torpedo de Mégantic Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1946, incorporating: Evariste Roy, manufacturer, Elzéar Roy, mechanic, and René de Blois, agent-clerk, all of Lake Megantic, district of St. Francis, Province of Quebec, for the following purposes:

To establish and carry on a general lumber business and deal in lumber, pulp wood, squared timber and all other kinds of wood, to manufacture and deal in sawn timber, pulp wood, and to buy mills and equipment for sawing, to manufacture and deal in the said sawn timber or other wood buy and operate wooded lands and timber limits;

To continue the business which is actually in operation, acquire the assets, liabilities, goodwill, custom, immovables and in a word everything belonging to the Megantic Specialties Registered, the firm name under which Evariste Roy, manufacturer of Lake Megantic, district of St. Francis, carried on business alone as manufacturer of wooden objects of all kinds, and more particularly of children's express carts;

To carry on the business of suppliers of materials, both for the building and repairing of immovables as for the building, constructing or repairing of streets, lanes, sidewalks and works undertaken by a any municipality, government or persons in the Province of Quebec, under the name of "La Compagnie Torpedo de Mégantic Limitée", with a total capital stock of \$19,000, divided into 190 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lake Megantic, district of St. Francis.

Daté du bureau du Procureur général, le quinzième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14968-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
14968 Assistant Deputy Attorney General.

**"Laurentian Lumber Co. Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril 1946, constituant en corporation: Clarence Reuben Gross, Mortimer Weinfeld, avocats, et Sarah Miller, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter et vendre du bois brut et entreprendre le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre, en gros et en détail, du bois, produits et sous-produits du bois, déchets de moulins ou produits manufacturés avec des déchets de moulins, et détenir des terrains et acquérir des concessions forestières pour les fins du commerce de la corporation;

Exercer le commerce de marchands de bois de charpente, propriétaires de scieries, moulins de bardeaux et moulins de pulpe, marchands de billes, bucherons et marchands de bois de construction dans aucune et toutes de leurs spécialités acheter, vendre, préparer pour le marché, manipuler, importer, exporter et faire le commerce de billes, bois de charpente, pilotis et pôteaux, bois de construction et bois de toutes sortes et manufacturer et faire le commerce de bois de construction, bois de charpente, bardeaux, lattes, chassis et portes, maisons portatives, bâtisses et tous articles et matériaux dans la fabrication desquels le bois de charpente, bois de construction ou le bois est utilisé, sous le nom de "Laurentian Lumber Co. Ltd.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 75 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 225 actions privilégiés d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amqui, district de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour d'avril 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14969 P. FRENETTE.

**"Les Ateliers Duval Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de juin 1946, constituant en corporation: Laurent Duval, Louis Duval, marchands, et Armand Duval, ébéniste, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Agir comme marchands de bois et de matériaux de construction;

Agir comme ébénistes, fabricants de meubles et généralement de tous objets et articles servant ou pouvant servir à meubler, garnir et décorer tous intérieurs;

Agir comme tisserands et marchands de tissus, draperies, tentures et tapis, sous le nom de "Les Ateliers Duval Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$100,000.00, divisé en 750 actions ordinaires de \$100.00 chacune, et en 250 actions privilégiées de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Charny, dans le district de Québec.

**"Laurentian Lumber Co. Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1946, incorporating: Clarence Reuben Gross, Mortimer Weinfeld, advocates, and Sarah Miller, secretary, all of the city and district of Montreal, Province of Québec, for the following purposes:

To buy and sell rough lumber and to engage in the manufacturing, buying, and selling the wholesale and retail of wood, wood products and by-products, mill refuse or products manufactured from mill refuse, and to hold land and acquire timber limits for purposes for the business of the Corporation;

To carry on the business of timber merchants, saw-mill, shingle mill and pulp mill owners, loggers, lumbermen and lumber merchants in any and all their branches; to buy, sell, prepare for market, manipulate, import, export and deal in saw logs, timber, piles and poles, lumber and wood of all kinds and to manufacture and deal in lumber, timber, shingles, laths, sashes and doors, portable houses, buildings and all articles and materials in the manufacture whereof timber, lumber or wood is used, under the name of "Laurentian Lumber Co. Ltd.", with a total capital stock of \$30,000.00, divided into 75 common shares of the par value of \$100.00 each, and 225 preferred shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Amqui, in the district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1946.

14969-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Les Ateliers Duval Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1946, incorporating: Laurent Duval, Louis Duval, merchants, and Armand Duval, cabinet-maker, all of the city and district of Québec, Province of Québec, for the following purposes:

To act as lumber merchants and dealers in building materials;

To act as cabinet-makers, manufacturers of furniture and generally any objects and wares which may be used for interior decoration, furnishing and trimming;

To act as weavers and dealers in fabrics, draperies, hangings and carpets, under the name of "Les Ateliers Duval Limitée".

The amount of capital stock of the company will be \$100,000, divided into 750 common shares of \$100 each, and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Charny, district of Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le cinquième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14970-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
14970 Assistant Deputy Attorney General.

**"Lithium Exploration Company, Limited"**  
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de juin 1946, constituant en corporation: Aldéric Archambault, J.-Philippe Beaulac, comptables, et Léonie Delisle, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Lithium Exploration Company, Limited (Libre de responsabilité personnelle)", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 20,000 actions de \$1.00 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au-delà du montant qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14971-o P. FRENETTE.

**"Lithium Exploration Company, Limited"**  
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1946, incorporating: Aldéric Archambault, J. Philippe Beaulac, accountants, and Léonie Delisle, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal; Province of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; to render such minerals merchantable by any means whatsoever; and to sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Lithium Exploration Company, Limited (No personal liability)", with a total capital stock of \$20,000, divided into 20,000 shares of \$1 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
14971 Assistant Deputy Attorney General.

**"Lodana Fabrics Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de mai 1946, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, Clarence R. Gross, avocats, et Mortimer Weinfeld, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, finir, teindre, traiter, acheter, vendre, exporter, importer, négocier ou faire le commerce de toutes sortes de produits textiles, tissus, soieries naturelles et artificielles, rayons, lainages, filés, cotonnades, toiles, drap, marchandises en pièces, fils, chanvre, lin, jute, marchandises sèches, vêtements, chapeaux, casquettes, fournitures, modes, matières premières;

Exercer le commerce comme marchands, exportateurs, importateurs, commerçants, manufacturiers et négociants à forfait de toutes sortes d'habits, vêtements, accessoires, tissus, textiles et tissus de toutes sortes et descriptions; et agir aussi comme agents de manufacturiers pour iceux, sous le nom de "Lodana Fabrics Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Aucun appel sera fait au public pour souscrire aux actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

**"Lodana Fabrics Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1946, incorporating: Samuel David Rudenko, Clarence R. Gross, advocates, and Mortimer Weinfeld, advocate, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, finish, dye, process, buy, sell, export, import, deal or trade in all kinds of textiles, fabrics, natural and artificial silks, rayons, woollens, tweeds, cottons, linens, cloth, piece goods, yarns, hemp, flax, jute, dry goods, clothing, hats, caps, furnishings, millinery, raw materials;

To carry on the business of dealers, exporters, importers, dealers in, manufacturers and jobbers of all kinds of clothing, wearing apparel, accessories, fabrics, textiles and materials of all kinds and description; and also act as manufacturers agent for same, under the name of "Lodana Fabrics Inc.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty.

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14972 P. FRENETTE.

**"Montminy & Frère, Incorporée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du douzième jour de juin 1946, constituant en corporation: Guy Roberge, Taschereau Fortier, avocats, Hermance Felteau, Françoise Laperrière, secrétaires, et Adrien Blais, agent, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer généralement le commerce et l'industrie d'entrepreneur et de constructeur;

Exercer particulièrement ce commerce et cette industrie d'entrepreneur comme couvreur et dans les domaines de la plomberie, du chauffage, de l'électricité et de la ventilation;

Manufacturer, fabriquer, acheter ou autrement acquérir, vendre, louer ou autrement disposer, faire le commerce en gros et en détail de tous systèmes d'électricité, de plomberie, de chauffage, de ventilation et accessoires s'y rattachant, et en général de tous matériaux de construction, sous le nom de "Montminy & Frère, Incorporée", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 250 actions ordinaires de \$100.00 chacune, et 150 actions privilégiées de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sillery, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le douzième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14973-o P. FRENETTE.

**"Montreal Sawdust & Wood Flour Incorporated"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du septième jour de juin 1946, constituant en corporation: J.-Ovila Samson, Henri Samson, industriels, et Roland Castonguay, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, transiger ou autrement, aliéner ou faire le commerce en gros ou en détail de la farine, de la sciure, de la rippe, de la fibre, de la laine de bois, de la fibre végétale ainsi que de tout produit ou sous-produit pouvant s'y rapporter, tel que les bois plastiques, les bois pressés, sous le nom de "Montreal Sawdust & Wood Flour Incorporated"

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$50,000.00, divisé en 500 actions de \$100.00 chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$25,000.00, divisés en 250 actions de \$100.00 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt avec les restrictions suivantes, savoir:

Les parts de la compagnie ne seront transférables que sur le consentement de la majorité des directeurs de la compagnie.

Toutes invitations au public pour souscrire des actions ou obligations de la compagnie seront prohibées.

Dated at the office of the Attorney General this second day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
14972-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Montminy & Frère, Incorporée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of June, 1946, incorporating: Guy Roberge, Taschereau Fortier, advocates, Hermance Felteau, Françoise Laperrière, secretaries, and Adrien Blais, agent, all of the city and district of Québec, Province of Québec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of general builder and contractor;

To carry on, in particular, the said trade and business of contractor as roofer and in the domain of plumbing, heating, electricity and ventilation;

To manufacture, make, buy or otherwise acquire, sell, lease or otherwise dispose of, and deal wholesale and retail in electrical, plumbing, heating, ventilation systems and the accessories connected therewith, and in general in all kinds of building materials, under the name of "Montminy & Frère, Incorporée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100 each, and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sillery, district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
14973 Assistant Deputy Attorney General.

**"Montreal Sawdust & Wood Flour Incorporated"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the seventh day of June, 1946, incorporating: J. Ovila Samson, Henri Samson, manufacturers, and Roland Castonguay, accountant, all of the city and district of Montreal, Province of Québec, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell, transact or otherwise dispose of or deal wholesale or retail in wood flour, sawdust, shavings, fibre and wool, vegetable fibre as well as any product or by-product connected therewith, such as wood plastics, pressed wood, under the name of "Montreal Sawdust & Wood Flour Incorporated".

The amount of capital stock of the company will be \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The part of capital stock to be issued as preferred shares will be \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The number of shareholders will be limited to twenty with the following restrictions, to wit:

The shares of the company shall not be transferred without the consent of the majority of the directors of the company.

Any invitation to the public to subscribe for shares or bonds of the company will be prohibited.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le septième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14974-0 P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
14974 Assistant Deputy Attorney General.

**"Neckwear Incorporated"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de juin 1946, constituant en corporation: Samuel C. Aronoff, manufacturier, Manuel A. Mendell, avocat, tous deux de la cité de Montréal, Alice Axelrod, secrétaire, fille majeure, et Léo Rosentzveig, avocat, tous deux de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire, manufacturer, produire, acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, vendre, transférer, transporter, céder, importer, exporter, négocier et faire le commerce de toutes sortes de parures de cou, cravates, foulards, habits, vêtements, marchandises sèches, fournitures et toutes sortes d'articles qui peuvent être faits en laine, tissus de coton, soieries, toiles, textiles et autres substances fibreuses ou autres tissus;

Manufacturer, négocier ou faire le commerce de laine, tissus de coton, soieries, toiles et autres substances fibreuses et textiles, fils et tissus de toute description et blanchir, teindre, imprimer ou autrement convertir des produits bruts ou articles manufacturés; exercer tous ou aucun des commerces de marchands de draps, marchands d'accessoires de vêtements, costumiers, fileurs et celui qui consiste à blanchir et teindre, tisser, soit en gros ou en détail, importateurs ou exportateurs, sous le nom de "Neckwear Incorporated", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Aucun actionnaire n'aura le droit de transférer ses actions à moins que ce transfert ait été autorisé et sanctionné par une résolution adoptée à une assemblée des directeurs où tous étaient présents et ont voté en faveur du transfert.

Les actionnaires de la compagnie seront limités en nombre à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14975 P. FRENETTE.

**"Neckwear Incorporated"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1946, incorporating: Samuel C. Aronoff, manufacturer, Manuel A. Mendell, advocate, both of the city of Montreal, Alice Axelrod, secretary, spinster of the full age of majority, and Léo Rosentzveig, advocate, both of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To make, manufacture, produce, purchase or otherwise acquire, hold, own, sell, convey, transport, transfer, import, export, trade and deal in all kinds of neckwear, cravats, scarves, clothing, wearing apparel, dry goods, trimmings and all kinds of articles which can be made with wool, cotton fabrics, silks, linens, textiles and other fibrous substances or other materials;

To manufacture, trade or deal in wool, cotton fabrics, silks, linens, other fibrous substances and textiles, yarns and fabrics of every description and to bleach, dye, print or otherwise convert the raw products or manufactured goods; to carry on all or any of the businesses of clothiers, wearing accessories, costumers, spinners, bleaching and dyeing, weaving, either as wholesale or retail, importers or exporters, under the name of "Neckwear Incorporated", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 2,000 shares of \$10.00 each.

No shareholder shall be entitled to transfer his shares unless transfer has been authorized and sanctioned by a resolution adopted at a meeting of directors where all were present and voted in favor of the transfer.

The shareholders of the company shall be limited in number to twenty.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
14975-0 Assistant Deputy Attorney General.

**"North America Trading Co. Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de juin 1946, constituant en corporation: Bernade Charette, teneuse de livres, Germaine Bazinet et Pauline Cabana, sténographes, toutes des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de négociants à forfait, marchands, exportateurs, importateurs, acheter ou autrement acquérir et détenir soit comme mandants ou agents, intermédiaires ou marchands à commission ou absolument comme propriétaire ou par voie de nantissement, garantie collatérale ou autrement, vendre, louer, échanger,

**"North America Trading Co. Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1946, incorporating: Bernade Charette, bookkeeper, Germaine Bazinet and Pauline Cabana, stenographers, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of jobbers, dealers, exporters, importers, to purchase or otherwise acquire and hold either as principals or agents, factor or commission merchant or absolutely as owner or by way of pledge, collateral security or otherwise, to sell, lease, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in all the

transférer, céder ou autrement disposer ou faire le commerce de toutes sortes d'articles et marchandises suivantes: nouveautés, menus objets, articles de cuisine, ferronnerie, verrerie, cadeaux, meubles, accessoires électriques, accessoires de maison, effets de maison, bijouterie de costumes, vaisselle, coutellerie, jouets, articles en cuir, articles de toilette, papier, livres et revues, toutes sortes de produits textiles et vêtements et tous articles de nature semblable et similaire, sous le nom de "North America Trading Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14976 P. FRENETTE.

**"Novel Incorporated"**  
**"Novel Incorporée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de juin 1946, constituant en corporation: Charles-Émile Rousseau, commis, Juliette Tellier, sténographe, et Noël Picard, notaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer généralement, dans toutes leurs spécialités, les affaires de constructeurs et pour l'édification, l'érection, la construction, l'amélioration, l'aménagement et l'exploitation d'édifices, travaux, constructions, entreprises, développements et projets, publics ou privés, de toute nature et description, et en rapport avec telles entreprises exercer dans toutes leurs spécialités respectives, les affaires d'entrepreneurs, de démolisseurs, construire, installer, maintenir, acquérir, exploiter, louer, vendre et aliéner des usines et autres pour la fabrication, la préparation et la vente de toutes sortes de matériaux, neufs ou usagés;

Exercer dans toutes ses formes l'industrie de marchand de pierre, brique, bois, fer, ainsi que d'autres matériaux et nécessités de construction, sous le nom de "Novel Incorporated — Novel Incorporée", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 4,000 actions de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treizième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général, suppléant,  
14977-o P. FRENETTE.

**"Nu Era Manufacturing Co. Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinziesme jour de mai 1946, constituant en corporation: Abe Pantel, Jack Pantel, Moses Pantel, Solly Pantel, Morris Lerner, marchands, Dame Sarah Spungin Pantel, épouse séparée de biens de Albert Pantel et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer et acheter, vendre ou autrement faire le commerce de toutes sortes de meubles, chesterfields, tapis, poêles et meubles de maison et tous autres produits de même et nature semblable utilisés à des fins similaires;

following kinds of goods and merchandise; novelties, smallwares, kitchenware, hardware, glassware, giftware, furniture, electrical supplies, household accessories, household effects, costume jewellery, dishes, cutlery, toys, leather goods, toilet articles, paper, books and magazines, all kinds of textiles and clothes, and all articles of a similar and like nature, under the name of "North America Trading Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 40,000 shares of \$1.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
14976-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Novel Incorporated"**  
**"Novel Incorporée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1946, incorporating: Charles-Émile Rousseau, clerk, Juliette Tellier, stenographer, and Noël Picard, notary, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in general and in all lines of same, the business of builders for the building, erecting, constructing, improving, equipping and operating buildings, works, structures, undertakings, developments and projects, whether public or private, of every nature and description, and in connection with the said undertakings, to carry on in all their respective lines, the businesses of contractors, demolishers, and to build, install, maintain, acquire, operate, lease, sell and dispose of plants and other factories for the manufacturing, preparing and sale of all kinds of materials, new or used;

To carry on in all its branches the business of dealer in stone, brick, wood, iron as well as other building materials, and requisities, under the name of "Novel Incorporated — Novel Incorporée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
14977 Assistant Deputy Attorney General.

**"Nu Era Manufacturing Co. Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1946, incorporating: Abe Pantel, Jack Pantel, Moses Pantel, Solly Pantel, Morris Lerner, merchants, Dame Sarah Spungin Pantel, wife separate as to property of Albert Pantel, and duly authorized by him for these presents, all of the City and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, and to buy, sell or otherwise deal in all kinds of furniture, chesterfields, carpets, stoves and household furniture and any other product of the same or similar nature to be utilized for similar purposes;

Faire le commerce, manufacturer, acheter et vendre, en gros et en détail, exporter et importer des meubles, chesterfields, nouveautés, ornements, jouets de toutes sortes, nouveautés en cuir, nattes, petits bancs et nouveautés de fouritures de maison de tout genre et sorte, ainsi qu'acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes d'articles, objets et marchandises de même nature, sous le nom de "Nu Era Manufacturing Co. Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14978 P. FRENETTE.

To deal in, manufacture, buy, and sell, wholesale and retail, export and import furniture, chesterfields, novelties, ornaments, toys of every sort, leather novelties, hassocks, small benches and house furnishing novelties of every sort and kind as well as to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of goods, wares and merchandise of a similar nature, under the name of "Nu Era Manufacturing Co. Limited", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
14978-o Assistant Deputy Attorney General.

**"P. E. Bellerose & Fils Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du trentième jour d'avril 1946, constituant en corporation: Aldéric Laurendeau Godefroy Laurendeau, avocats, Paul-Émile Bellerose, marchand, et Jeanne Ouellette, fille majeure, de la cité de Montréal, et les trois premiers de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de chaussures; agir comme fabricants et manufacturiers de chaussures, gants, articles en cuir et autres articles et marchandises pouvant être manufacturés ou fabriqués accessoirement à ce qui précède et en faire le commerce en gros et au détail, sous le nom de "P.-E. Bellerose & Fils Inc.", avec un capital total de \$149,900.00, divisé en 14,990 actions ordinaires de la valeur au pair de \$10.00 chacune.

Il est de plus ordonné et déclaré que:

Les actions ordinaires de la compagnie ne pourront pas être transférées sans le consentement des directeurs;

Le nombre des porteurs ou détenteurs d'actions ordinaires de la compagnie n'excédera pas vingt;

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trentième jour d'avril 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14979-o P. FRENETTE.

**"P. E. Bellerose & Fils Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of April, 1946, incorporating: Adéric Laurendeau, Godefroy Laurendeau, advocates, Paul-Émile Bellerose, merchant, and Jeanne Ouellette, spinster, of the city of Montreal, and the three first of the city of Outremont, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the shoe trade; act as makers and manufacturers of shoes, gloves, leather goods and other articles and merchandise which may be made or manufactured accessorially to the foregoing and do deal with the same both wholesale and retail, under the name of "P.-E. Bellerose & Fils Inc.", with a total capital stock of 149,900, divided into 14,990 common shares of the par value of \$10 each.

It is moreover ordained and declared that:

The common shares of the company shall not be transferred without the consent of the directors;

The number of bearers or holders of common shares of the company shall not exceed twenty;

The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1946.

P. FRENETTE,  
14979 Assistant Deputy Attorney General.

**"Piste d'Entrainement Laurentides"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de juin 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph Lortie, Dominique Brassard, Oscar Hogue, Isidore Abrameau et Léopold Lortie, cultivateurs, Lucien Lamarche, manufacturier, J.-Arthur Malo, propriétaire de moulin, et Gérard Huneau, forgeron, tous de St-Lin, district de l'Assomption, province de Québec, dans les buts suivants:

L'établissement d'une piste de courses sous harnais, dans le seul but de développer un événement sportif dans lequel les soussignés requérants ainsi que plusieurs autres résidents de St-Lin sont

**"Piste d'Entrainement Laurentides"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1946, incorporating without share capital: Joseph Lortie, Dominique Brassard, Oscar Hogue, Isidore Abrameau and Léopold Lortie, farmers, Lucien Lamarche, manufacturer, J.-Arthur Malo, millwright, and Gérard Huneau, blacksmith, all of St-Lin, district of L'Assomption, Province of Quebec, for the following purposes:

The establishment of a track for harness racing with the sole purpose of developing a sporting event in which the undersigned applicants as well as many of the other residents of St. Lin

intéressés, serait d'un grand avantage à toutes personnes dudit district et environs, sous le nom de "Piste d'Entraînement Laurentides".

Les pouvoirs accordés n'autorisent pas les jeux d'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté ni les paris illégaux sur les courses.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de cinq cents dollars.

Le siège social de la corporation sera à St-Lin, district de L'Assomption.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14980 P. FRENETTE.

are interested, would be to a great advantage to all persons in the said district and neighbouring, under the name of "Piste d'Entraînement Laurentides".

The powers granted do not authorize gambling games, games of chance or games of chance and skill mixed, nor illegal bets or races.

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is five hundred dollars.

The head office of the Corporation will be at St. Lin, in the District of L'Assomption.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
14980-o Assistant Deputy Attorney General.

#### "Poet and Peasant Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de juin 1946, constituant en corporation: Irving J. Green, enquêteur, Rena Manel, épouse séparée de biens de Irving J. Green et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Louis Shatner, bourgeois, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, restaurateurs, propriétaires de café, taverne, kiosque de rafraîchissement et tenanciers de maisons de pension, marchands de victuailles licenciés, marchands de vin, bière, spiritueux, liqueurs douces et tabac, pourvoyeurs pour les lieux d'amusement en général, mais sans comprendre les jeux d'argent ou les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté;

Construire, ériger et exploiter des hôtels, logements, résidences et maisons de pension, lieux d'amusement, manufactures et usines, sous le nom de "Poet and Peasant Limited", avec un capital total de \$75,000, divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14981 P. FRENETTE.

#### "Salaison de Québec, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de mai 1946, constituant en corporation: Antonio Leclerc, comptable, Jeanne Dèchène, Irène Asselin, Françoise Letarte et Jacqueline Paquet, toutes sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce en général de toutes viandes fraîches, salées, fumées, composées ou préparées; Acheter les animaux vivants, les abattre, les dépecer, emballer, entreposer, congeler et expédier;

Faire toutes les opérations pour fumer les viandes;

Faire toutes les opérations pour la salaison des viandes manuellement ou mécaniquement;

Exercer l'industrie de la mise en conserves de produits alimentaires en général et faire tous

#### "Poet and Peasant Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1946, incorporating: Irving J. Green, investigator, Rena Manel, wife separate as to property of Irving J. Green, and duly authorized by him for these presents, and Louis Shatner, gentleman, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business of a hotel, restaurant, cafe, tavern, refreshment booth and boarding-house keepers, licensed victualers, wine, beer, spirits, soft drinks and tobacco dealers, caterers for public amusements generally but not include gambling games or games of chance or games of chance and skill mixed;

To construct, erect and operate hotels, apartments, dwelling houses and boarding houses, places of amusement, factories and works, under the name of "Poet and Peasant Limited", with a total capital stock of \$75,000.00, divided into 750 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
14981-o Assistant Deputy Attorney General.

#### "Salaison de Québec, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1946, incorporating: Antonio Leclerc, accountant, Jeanne Dèchène, Irène Asselin, Françoise Letarte and Jacqueline Paquet, all stenographers, spinsters, all of the city and district of Québec, Province of Québec, for the following purposes:

To deal generally in all kinds of meats whether fresh, salted, smoked, compounded or prepared; To buy live stock, to slaughter, cut up, pack, store, freeze and ship the same;

To carry on all operations for the smoking of meats;

To carry on all operations for the salting and packing of meats by hand or mechanically;

To carry on the food canning industry in general and do all things which the company

actes que la compagnie jugera utiles ou nécessaires pour l'exercice de telle industrie;

Exercer le commerce en gros ou en détail de conserves, de produits alimentaires en général et faire tous actes que la compagnie jugera utiles et nécessaires pour l'exercice de tel commerce sous le nom de "Salaison de Québec, Inc.", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 400 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinquième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14982-o P. FRENETTE.

**"Service de Réadaptation Sociale Inc."**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de juin 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Philémon Garneau, échevin, Irénée Simard, avocat, tous deux de la cité de Québec, et Roger Marier, professeur, de St-Pierre-de-Charlesbourg, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Aider les prisonniers et leurs familles dans un but humanitaire et social mais non lucratif;

Préparer la sortie de l'enfant de l'Orphelinat, de l'école d'industrie et de réforme;

Faciliter de toutes façons l'adaptation des personnes mentionnées au paragraphe 4 dans la vie sociale et professionnelle, sous le nom de "Service de Réadaptation Sociale Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treizième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14983-o P. FRENETTE.

**"The Montreal Plate Glass Co. Ltd."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de mai 1946, constituant en corporation: Gustave-Joseph Gary, St-Eustache-sur-le-Lac, Omer Hébert, Rivière-des-Prairies, Pierre Jean, Yves Barrette et Charles Desforges, ces trois derniers de Montréal, tous manufacturiers, du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, échanger, importer, exporter, manufacturer: vitre, (Plate Glass), vitre ordinaires, miroir, métal, vitres de dessin, vitrines. (Show Cases), montres de magasins, de maisons privées, vitres pour automobiles et camions, vitres pour aéroplanes, yachts;

Peinture, vernis, lettrage, cadrage général en bois, verre, plastic ou métal, sous le nom de "The Montreal Plate Glass Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 400 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 6402, rue Saint-Laurent, Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et unième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14984-o P. FRENETTE.

may deem useful or necessary in the exercise of the said industry;

To carry on the wholesale and retail preserving business of foodstuffs in general and do all things which the company may deem useful and necessary in the exercise of the said business, under the name of "Salaison de Québec, Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
14982 Assistant Deputy Attorney General.

**"Service de Réadaptation Sociale Inc."**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: Philémon Garneau, alderman, Irénée Simard, advocate, both of the city of Québec, and Roger Marier, professor, of St-Pierre-de-Charlesbourg, all of the district of Québec, Province of Québec, for the following purposes:

To assist prisoners and their families from a humanitarian and social but not lucrative viewpoint;

To prepare children for the time when they leave the orphanage, industrial school or reform school;

To facilitate in everyway the adaptation of those mentioned in paragraph 4 in the social and professional life, under the name of "Service de Réadaptation Sociale Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Québec, district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
14983 Assistant Deputy Attorney General.

**"The Montreal Plate Glass Co. Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-first day of May, 1946, incorporating: Gustave Joseph Gary, St-Eustache-sur-le-Lac, Omer Hébert, Rivière-des-Prairies, Pierre Jean, Yves Barrette and Charles Desforges, these three latter of Montréal, all manufacturers, of the district of Montréal, Province of Québec, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, import, export, manufacture: plate glass, ordinary glass, mirrors, metal, art glass, show cases, store windows, window panes for private houses, automobiles, trucks, planes and yachts;

Paint, varnish, lettering, general framing in wood, glass, plastic or metal, under the name of "The Montreal Plate Glass Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at No. 6402 Saint-Laurent Street, Montréal, district of Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
14984 Assistant Deputy Attorney General.

**"Tissert et Cie (Ltée)"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour d'avril 1946, constituant en corporation: Céleste Levasseur et Francine Gravel, sténographes, de la cité de Montréal, et Louis-Joseph de la Durantaye, avocat, de Dorion, Vaudreuil Station, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Détenir des placements et en disposer, en bons, obligations, débetures ou autres formes de valeurs, émis ou garantis par un gouvernement, État, province ou municipalité au Canada ou ailleurs; et en obligations, actions, hypothèques ou autres formes de valeurs de toutes corporations et sociétés dûment constituées, sous le nom de "Tissert et Cie (Ltée)", avec un capital total de \$39,000.00, divisé en 390 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinquième jour d'avril 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14985-o P. FRENETTE.

**"Tissert et Cie (Ltée)"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of April, 1946, incorporating: Céleste Levasseur and Francine Gravel, stenographers, of the city of Montreal, and Louis-Joseph de la Durantaye, advocate, of Dorion, Vaudreuil Station, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To hold investments and dispose of same in bonds, obligations, debentures or other forms of securities, issued or guaranteed by any government, State, province or municipality whether of Canada or elsewhere, and in bonds, stock, hypothecs or other forms of securities of any duly incorporated corporations and partnerships, under the name of "Tissert et Cie (Ltée)", with a total capital stock of \$39,000, divided into 390 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of April, 1946.

P. FRENETTE,  
14985 Assistant Deputy Attorney General.

**"Valcartier Development, Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de juin 1946, constituant en corporation: Timothy Hibbard Dunn, administrateur de journal, Roger Létourneau, Charles Douglas Johnston, avocats, Sarah Margaret Suckling, Marguerite Cloutier, Colette Green, secrétaires, filles majeures, et James Hugh Monaghan, comptable, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, location, échange, octroi, concession ou autrement tous terrains, bâtisses et propriétés mobilières ou immobilières quelconques et tous droits ou intérêts dans ou relativement à iceux, rattacher, subdiviser, consolider des terrains et propriétés, préparer des lots à bâtir, construire ou remodeler toute bâtisse ou propriété quelconque dans le but d'en retirer un profit et l'affecter à tout but commercial, industriel, éducatif, social, résidentiel, sportif ou athlétique;

Posséder, exploiter, vendre, louer, améliorer, gérer, diriger, développer, échanger et disposer des biens de la compagnie, sous le nom de "Valcartier Development, Inc.", avec un capital total de \$200,000, divisé en 20,000 actions de \$10.00 chacune.

Aucune vente, cession, transport, aliénation, transfert ou transmission de toutes telles actions ne sera valide à moins qu'il ait été soumis au préalable aux directeurs de la compagnie et autorisé et accepté par eux;

Le nombre total des actionnaires de la compagnie n'excédera jamais vingt.

Le siège social de la compagnie sera à 27 rue Buade, en les cité et district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14986 P. FRENETTE.

**"Valcartier Development, Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1946, incorporating: Timothy Hibbard Dunn, newspaper executive, Roger Létourneau, Charles Douglas Johnston, advocates, Sarah Margaret Suckling, Marguerite Cloutier, Colette Green, secretaries, spinsters, and James Hugh Monaghan, accountant, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise any lands, buildings, and moveable or immoveable property whatsoever, and any rights or interests therein or connected therewith, to connect, subdivide, consolidate lands and properties, prepare building lots, build or remodel any building, or property whatsoever for the purpose of drawing profit therefrom and to affect same to any commercial, industrial, educational, social, residential, sporting or athletic destination whatsoever;

To own, operate, sell, rent, improve, manage, conduct, develop, exchange, and dispose of the company's property, under the name of "Valcartier Development, Inc.", with a total capital stock of \$200,000.00, divided into 20,000 shares of \$10.00 each.

No sale, assignment, conveyance, alienation, transfer or transmission of any such shares will be valid unless it has been submitted first to the directors of the company, authorized and accepted by them;

The total number of shareholders of the company shall never exceed twenty.

The head office of the company will be at 27, Buade Street, in the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
14986-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Zenon Bellerose Incorporée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour de juin 1946, constituant en corporation: Antonio Bellerose, médecin, Paul-Émile Bellerose, marchand, tous deux des cité et district de Montréal, Zénon Bellerose, marchand, Dame Yvette Bellerose Goulet, épouse séparée de biens de M. Arthur Goulet, gérant, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Laurette Bellerose, fille majeure et usant de ses droits, ces trois derniers, des cité et district de Joliette, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de gros et de détail de la chaussure; importer et exporter la chaussure, sous le nom de "Zenon Bellerose Incorporée", avec un capital total de \$50,000.00, divisé en 500 actions de \$100.00 chacune.

Aucun transfert d'actions de la compagnie ne sera valide sans le consentement des directeurs;

Le nombre des actionnaires est limité à vingt;

Toute invitation au public pour la souscription des actions ou débentures de la compagnie est interdite.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, dans le district de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le sixième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14987-o P. FRENETTE.

**"Zenon Bellerose Incorporée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1946, incorporating: Antonio Bellerose, physician, Paul-Émile Bellerose, merchant, both of the city and district of Montreal, Zénon Bellerose, merchant, Dame Yvette Bellerose Goulet, wife separate as to property of Mr. Arthur Goulet, manager, and duly authorized by him for the purposes hereof, Laurette Bellerose, spinster and in use of her rights, these three latter, of the city and district of Joliette, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail shoe trade; import and export shoes, under the name of "Zenon Bellerose Incorporée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

No transfer of shares of the company will be valid without the consent of the directors;

The number of shareholders will be limited to twenty;

Any invitation to the public to subscribe for shares or debentures of the company is prohibited.

The head office of the company will be at Joliette, district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
14987 Assistant Deputy Attorney General.

**Lettres patentes supplémentaires**

**"Adolphe Studio Limitée"  
"Adolphe Studio Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingtième jour de mai 1946, changeant le nom de la compagnie "Eugène Studio Limitée—Eugene Studio Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt et un septembre 1944, en celui de "Adolphe Studio Limitée—Adolphe Studio Limited".

Donné au bureau du Procureur général, le 20 mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14988-o P. FRENETTE.

**Supplementary Letters Patent**

**"Adolphe Studio Limitée"  
"Adolphe Studio Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twentieth day of May, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Eugène Studio Limitée—Eugene Studio Limited", incorporated by letters patent bearing date the twenty-first day of September, 1944, into that of "Adolphe Studio Limitée—Adolphe Studio Limited".

Given at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
14988 Assistant Deputy Attorney General.

**"Alfred Lambert Incorporée"  
Alfred Lambert Incorporated"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du premier jour de juin 1946, à la compagnie "Alfred Lambert Incorporée—Alfred Lambert Incorporated", ratifiant son Règlement Spécial "B" augmentant son capital de \$514,500. à \$1,114,500., par la création de 30,000 actions privilégiées de \$20. chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14989-o P. FRENETTE.

**"Alfred Lambert Incorporée"  
Alfred Lambert Incorporated"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the first day of June, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, to the company "Alfred Lambert Incorporée—Alfred Lambert Incorporated", ratifying its Special By-law "B" increasing its capital stock from \$514,500 to \$1,114,500, by the creation of 30,000 preferred shares of \$20 each, and enumerating the privileges to be attached to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 1st day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
14989 Assistant Deputy Attorney General.

**"Anglo-Canadian Telephone Company"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du septième jour de juin 1946, à la compagnie "Anglo-Canadian Telephone Company", ratifiant son règlement "O" diminuant son capital-actions de \$18,000,000 à \$10,500,000, la dite diminution étant effectuée par l'annulation de 170,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune, et augmentant ledit capital-actions de \$10,500,000 à \$23,000,000, par la création de 250,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune, et énumérant les privilèges attachés à ces nouvelles actions privilégiées, de manière à ce que le total du capital-actions autorisé de la compagnie soit de \$23,000,000, divisé en 250,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune, 850,000 actions catégorie "A" d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 200,000 actions différées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14990 P. FRENETTE.

**"Anglo-Canadian Telephone Company"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of June, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Anglo-Canadian Telephone Company", ratifying its By-law "O" reducing its capital stock from \$18,000,000. to \$10,500,000., said reduction being effected by cancelling 150,000 preferred shares of the par value of \$50. each, and increasing said capital stock from \$10,500,000 to \$23,000,000. by the creation of 250,000 preferred shares of the par value of \$50. each, and enumerating the privileges attaching to such new preferred shares, so that the total authorized capital stock of the company shall be \$23,000,000, divided into 250,000 preferred shares of the par value of \$50. each, 850,000 Class "A" shares of the par value of \$10. each and 200,000 shares of Deferred Stock of the par value of \$10. each.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1946.

P. FRENETTE.  
14990-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Artistic Novelty Manufacturing Company Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-huitième jour de juin 1946, changeant le nom de la compagnie "Artistic Embroidery Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er octobre 1932, en celui de "Artistic Novelty Manufacturing Company Limited".

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14991 P. FRENETTE.

**"Artistic Novelty Manufacturing Company Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-eighth day of June, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Artistic Embroidery Company Limited", incorporated by letters patent dated October 1st, 1932, into that of "Artistic Novelty Manufacturing Company, Limited".

Dated at the Office of the Attorney General this twenty-eighth day of June, 1946.

P. FRENETTE.  
14991-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Atlantic Laboratories Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du huitième jour de mai 1946, changeant le nom de la compagnie "Fordham Laboratories Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 février 1940, en celui de "Atlantic Laboratories Limited".

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14992 P. FRENETTE.

**"Atlantic Laboratories Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary Letters Patent, bearing date the eighth day of May, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the Company "Fordham Laboratories Inc.", incorporated by letters patent dated February 13th, 1940, into that of "Atlantic Laboratories Limited."

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1946.

P. FRENETTE.  
14992-o Assistant Deputy Attorney General.

**"A. W. Reeves (Quebec) Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du cinquième jour de juin 1946, changeant le nom de la compagnie "Sally Tall Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 mai 1940, en celui de: "A. W. Reeves (Quebec) Limited".

**"A. W. Reeves (Quebec) Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary Letters Patent, bearing date the fifth day of June, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, changing the name of the Company "Sally Tall Inc.", incorporated by letters patent dated May 21st, 1940, into that of "A.W. Reeves (Quebec), Limited".

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14993 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
14993-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Aywon (A-1) Converters Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-cinquième jour de juin 1946, changeant le nom de la compagnie "Cameo Converters Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 avril 1946, en celui de "Aywon (A-1) Converters Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14994 P. FRENETTE.

**"Aywon (A-1) Converters Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary Letters Patent, bearing date the twenty-fifth day of June, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, changing the name of the Company "Cameo Converters Inc.", incorporated by letters patent dated April 2nd, 1946, into that of "Aywon (A-1) Converters Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
14994-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Best Wood Manufacturing Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du treizième jour de mai 1946, changeant le nom de la compagnie "Motor Industry Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 octobre 1945, en celui de "Best Wood Manufacturing Limited."

Donné au bureau du Procureur général, le troisième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14995-o P. FRENETTE.

**"Best Wood Manufacturing Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the thirteenth day of May, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Motor Industry Limited", incorporated by letters patent bearing date the 2nd day of October, 1945, into that of "Best Wood Manufacturing Limited".

Given at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
14995 Assistant Deputy Attorney General.

**"Bourlamaque Hotel Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-deuxième jour de mai 1946, changeant le nom de la compagnie "Hotel Coulson (Que.) Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 octobre 1936, sous le nom de "Bourlamaque Hotel Limited", en son dit nom corporatif original: "Bourlamaque Hotel Limited".

Daté du bureau du Procureur général, ce 22ième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14996 P. FRENETTE.

**"Bourlamaque Hotel Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-second day of May, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Hotel Coulson (Que.) Limited", incorporated by letters patent dated October 8th, 1936, under the name of "Bourlamaque Hotel Limited", into its said former corporate name of: "Bourlamaque Hotel Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
14996-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Bruce, Stauffer & Company Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-huitième jour de mai 1946, changeant le nom de la compagnie "Morin Heights Industries Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 novembre 1945, en celui de: "Bruce, Stauffer & Company Limited".

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14997 P. FRENETTE.

**"Bruce, Stauffer & Company Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-eighth day of May, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Morin Heights Industries Limited", incorporated by letters patent dated November 12th, 1945, into that of "Bruce, Stauffer & Company Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
14997-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Cercle de la Sablière, Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinquième jour de juin 1946, changeant le nom de "La Société du Drapeau National, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la troisième partie de ladite Loi, en date du 25 août 1944, en celui de "Cercle de La Sablière, Inc."

Donné au bureau du Procureur général, le vingt-cinquième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14998-o P. FRENETTE.

**"Cercle de la Sablière, Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-fifth day of June, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of "La Société du Drapeau National, Inc.", incorporated by letters patent under Part III of the said Act, bearing date the 25th day of August, 1944, into that of "Cercle de La Sablière, Inc."

Given at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
14998 Assistant Deputy Attorney General.

**"Donnacona Paper Company, Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du huitième jour de mai 1946, ratifiant le règlement "I" de la compagnie "Donnacona Paper Company, Limited", augmentant le capital-actions autorisé de la compagnie de \$2,500,000, par la création de 25,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et fixant à pas moins de \$2,607,860 le montant avec lequel la compagnie exercera son commerce.

Daté du bureau du Procureur général, ce 8ième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
14999 P. FRENETTE.

**"Donnacona Paper Company, Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of May, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec ratifying By-law "I" of the company "Donnacona Paper Company, Limited" increasing the authorized capital stock of the company by \$2,500,000., by the creation of 25,000 preferred shares of the par value of \$100. each, and fixing to not less than \$2,607,860. the amount with which the company may carry on its business.

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
14999-c Assistant Deputy Attorney General.

**"Donohue Brothers, Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du huitième jour de mai 1946, à la compagnie "Donohue Brothers, Limited", ratifiant son règlement spécial "B" subdivisant les 7,500 actions sans valeur nominale ou au pair existantes du capital-actions de la compagnie en 150,000 actions sans valeur nominale ou au pair et fixant le montant du capital avec lequel la compagnie exercera ses opérations à pas moins de \$825,000.

Daté du bureau du Procureur général, ce 8ième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général, suppléant,  
15000 P. FRENETTE.

**"Donohue Brothers, Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of May, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Donohue Brothers, Limited" ratifying its Special By-Law "B" subdividing the existing 7,500 shares without nominal or par value of the share capital of the company into 150,000 shares without nominal or par value and fixing the amount of capital with which the company will carry on operations to not less than \$825,000.

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
15000-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Donohue Brothers, Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-troisième jour de mai 1946, à la compagnie "Donohue Brothers, Limited", ratifiant son règlement spécial "C" diminuant son capital-actions autorisé par l'annulation de 7,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune du capital-actions de la compagnie et fixant le montant du capital avec lequel la compagnie exercera ses opérations à pas moins de \$750,000.

Daté du bureau du Procureur général, ce 23ième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
15001 P. FRENETTE.

**"Donohue Brothers, Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-third day of May, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, to the company "Donohue Brothers, Limited" ratifying its Special By-Law "C" reducing its authorized share capital by cancellation of the 7,500 preferred shares of the par value of \$100. each of the capital stock of the company and fixing the amount of capital with which the company shall carry on operations to not less than \$750,000.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
15001-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Furniture Dealers Association of Quebec"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du treizième jour de mai 1946, changeant le nom de "Used Merchandise Dealers Association of Quebec", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la troisième partie de ladite Loi en date du 8 janvier 1943, en celui de: "Furniture Dealers Association of Quebec."

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
15002 P. FRENETTE.

**"Furniture Dealers Association of Quebec"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary letters patent, bearing date the thirteenth day of May, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the "Used Merchandise Dealers Association of Quebec", incorporated by letters patent issued under Part III of the said Act, dated January 8th, 1943, into that of "Furniture Dealers Association of Quebec."

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
15002-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Galeries des Décorations, Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, Statuts refondus de Québec, 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-troisième jour d'avril 1946, à la compagnie "Galeries des Décorations, Limitée", ratifiant son Règlement N° 4, augmentant son capital de \$10,000. à \$59,950. par la création de 99 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$50. chacune et de 900 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$50. chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés aux actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur Général, le vingt-troisième jour d'avril 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
15003-o P. FRENETTE.

**"Galeries des Décorations, Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-third day of April, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, to the company "Galeries des Décorations, Limitée", ratifying its By-law No. 4, increasing its capital stock from \$10,000 to \$59,950 by the creation of 99 additional common shares of a par value of \$50 each and 900 additional preferred shares of a par value of \$50 each, and enumerating the privileges to be attached to the preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1946.

P. FRENETTE,  
15003 Assistant Deputy Attorney General.

**"Geo. E. Auger Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huitième jour de mai 1946, changeant le nom de la compagnie "Union Agencies Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 mai 1937, en celui de "Geo. E. Auger Limited".

Donné au bureau du Procureur général, le vingt-huitième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
15004-o P. FRENETTE.

**"Geo. E. Auger Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-eighth day of May, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Union Agencies Limited", incorporated by letters patent dated May 4, 1937, into that of "Geo. E. Auger Limited".

Given at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
15004 Assistant Deputy Attorney General.

**"Industrial Enterprises Corporation"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quatorzième jour de mai 1946, changeant le nom de la compagnie "Authentic Type Homes Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 août 1936, en celui de: "Industrial Enterprises Corporation".

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
15005 P. FRENETTE.

**"Industrial Enterprises Corporation"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the fourteenth day of May, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the Company "Authentic Type Homes Company", incorporated by letters patent dated August 11th, 1936, into that of "Industrial Enterprises Corporation".

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
15005-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Laura-Lu Fashions Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-

**"Laura Lu Fashions Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the fourth day of

gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quatrième jour de juillet 1946, changeant le nom de la compagnie "Atlas Kiddy Wear Mfg. Co. Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 février 1946, en celui de: "Laura-Lu Fashions Inc."

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
15006 P. FRENETTE.

**"Legrade Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deuxième jour de juin 1946, changeant le nom de la compagnie "Abattoir de Québec Inc. — Quebec Abattoir Inc.", constituée en corporation par lettres patentes, en date du 26 juin 1945, en celui de "Legrade Inc."

Donné au bureau du Procureur général, le vingt-deuxième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
15007-o P. FRENETTE.

**"Morlaine Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du cinquième jour de juin 1946, changeant le nom de la compagnie "National Children's Wear Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 juillet 1944, en celui de: "Morlaine Inc."

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
15008 P. FRENETTE.

**"Pelchat-Gauthier Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinzième jour de mai 1946, changeant le nom de la compagnie "Paul Pelchat Limitée — Paul Pelchat Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 juillet 1945, en celui de "Pelchat-Gauthier Limitée."

Donné au bureau du Procureur général, le 15 mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
15009-o P. FRENETTE.

**"Pinatel Piece Dye Works Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quatorzième jour de mai 1946, changeant le nom de la compagnie "Joliette Dyeing & Finishing Co.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 mars 1946, en celui de: "Pinatel Piece Dye Works Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
15010 P. FRENETTE.

July, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the Company "Atlas Kiddy Wear Mfg. Co. Inc.", incorporated by letters patent dated February 4th, 1946, into that of "Laura-Lu Fashions Inc."

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of July, 1946.

P. FRENETTE,  
15006-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Legrade Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-second day of June, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Abattoir de Québec Inc. — Quebec Abattoir Inc.", incorporated by letters patent bearing date the twenty-sixth day of June, 1945, into that of "Legrade Inc."

Given at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
15007 Assistant Deputy Attorney General.

**"Morlaine Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary letters Patent, bearing date the fifth day of June, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "National Children's Wear Inc.", incorporated by letters patent dated July 31st, 1944, into that of "Morlaine Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
15008-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Pelchat-Gauthier Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the fifteenth day of May, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Paul Pelchat Limitée — Paul Pelchat Limited", incorporated by letters patent bearing date the 19th day of July, 1945, into that of "Pelchat-Gauthier Limitée".

Given at the office of the Attorney General, this 15th day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
15009 Assistant Deputy Attorney General.

**"Pinatel Piece Dye Works Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary letters patent, bearing date the fourteenth day of May, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the Company "Joliette Dyeing & Finishing Co.", incorporated by letters patent dated March 21st, 1946, into that of "Pinatel Piece Dye Works Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
15010-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Price Brothers & Company, Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt et unième jour de mai 1946, à la compagnie "Price Brothers & Company, Limited", ratifiant son règlement "J" diminuant son capital par l'annulation de 62,843 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en augmentant ledit capital par la création de 59,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés aux dites nouvelles actions privilégiées, et fixant le montant du capital avec lequel la compagnie exercera ses opérations à pas moins que \$9,679,720.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
15011 P. FRENETTE.

**"Price Brothers & Company, Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-first day of May, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Price Brothers & Company, Limited", ratifying its By-Law "J" reducing its capital by cancelling 62,843 preferred shares of the par value of \$100, each and increasing said capital by creating 59,000 preferred shares of the par value of \$100, each, enumerating the privileges which shall be attached to the said new preferred shares, and fixing the amount of capital with which the company will carry on operations to not less than \$9,679,720.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
15011-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Quebec Transport Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du septième jour de juin 1946, changeant le nom de la compagnie "Quebec General Transport Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er juin 1939, en celui de "Quebec Transport Inc."

Donné au bureau du Procureur général, le septième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
15012-o P. FRENETTE.

**"Quebec Transport Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the seventh day of June, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Quebec General Transport Inc.", incorporated by letters patent bearing date the 1st day of June, 1939, into that of "Quebec Transport Inc."

Given at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
15012 Assistant Deputy Attorney General.

**"Samuel Margolis Dress Corp."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du troisième jour de juin 1946, changeant le nom de la compagnie "Margolis Dress Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 décembre 1941, en celui de "Samuel Margolis Dress Corp."

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
15013 P. FRENETTE.

**"Samuel Margolis Dress Corp."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the third day of June, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, changing the name of the company "Margolis Dress Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated December 18th, 1941, into that of "Samuel Margolis Dress Corp."

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
15013-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Siberian Fur Co."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du vingtième jour de juin 1946, changeant le nom de la compagnie "Victory Chenille Products Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 mars 1945, en celui de "Siberian Fur Co."

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
15014 P. FRENETTE.

**"Siberian Fur Co."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twentieth day of June, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, changing the name of the company "Victory Chenille Products Ltd.", incorporated by letters patent dated March 19th, 1945, into that of "Siberian Fur Co."

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
15014-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Specialloid (Canada) Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du septième jour de juin 1946, à la compagnie "Specialloid (Canada) Limited", ratifiant son règlement N° 20 augmentant son capital de \$100,000 à \$200,000, par la création de 5,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$20 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
15015 P. FRENETTE.

**"Specialloid (Canada) Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of June, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Specialloid (Canada) Limited", ratifying its By-law No. 20 increasing its capital from \$100,000, to \$200,000, by the creation of 5,000 additional common shares of the par value of \$20, each.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
15015-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Tisseyre et Cie Ltée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRiche-lière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinquième jour de juin 1946, changeant le nom de la compagnie "Tissert et Cie (Ltée)", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 avril 1946, en celui de "Tisseyre et Cie Ltée."

Donné au bureau du Procureur général, le vingt-cinquième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
15016-o P. FRENETTE.

**"Tisseyre et Cie Ltée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fifth day of June, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. Larichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, changing the name of the company "Tissert et Cie (Ltée)", incorporated by letters patent bearing date the 5th day of April, 1946, into that of "Tisseyre et Cie Ltée".

Given at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
15016 Assistant Deputy Attorney General.

**"Topper Furniture Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du septième jour de mai 1946, changeant le nom de la compagnie "Topper Toy and Novelties Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 mai 1945, en celui de "Topper Furniture Inc."

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
15017 P. FRENETTE.

**"Topper Furniture Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary Letters Patent, bearing date the seventh day of May, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the Company "Topper Toy and Novelties Inc.", incorporated by letters patent dated May 25th, 1945 into that of "Topper Furniture Inc."

Dated at the Office of the Attorney General, this seventh day of May, 1946.

P. FRENETTE,  
15017-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Troy Laundry Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du quatorzième jour de juin 1946, changeant le nom de la compagnie "Troy Laundry & Dyeing Co.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 septembre 1930, en celui de "Troy Laundry Limited".

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
15018 P. FRENETTE.

**"Troy Laundry Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary Letters Patent, bearing date the fourteenth day of June, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, changing the name of the company "Troy Laundry & Dyeing Co." incorporated by letters patent dated September 22nd, 1930, into that of "Troy Laundry Limited."

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1946.

P. FRENETTE,  
15018-o Assistant Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRETÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 2861

Number 2861

Québec, le 17 juillet 1946.

Quebec, July 17, 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de détail dans la ville de Richmond et le village de Melbourne et un rayon de trois milles de leurs limites.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the commercial retail establishments in the town of Richmond and the village of Melbourne and a radius of three miles from their limits.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après désignées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter designated have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

L'Association des Marchands de Richmond et Melbourne inc.,

ON THE ONE PART:

Richmond & Melbourne Merchants' Association, Inc.,

ET, D'AUTRE PART:

L'Union des Commis de Richmond et Melbourne,

And, ON THE OTHER PART:

Richmond & Melbourne Clerks' Union,

pour les employeurs et les salariés des commerces et occupations visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 mai 1946;

for the employers and the employees of the trades and occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 4, 1946;

ATTENDU que les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les commerces et occupations visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

WHEREAS the provisions of the said request have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the trades and occupations concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request;

ATTENDU que les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed in respect of the publication of notices;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

WHEREAS no objection has been made against the said request;

ATTENDU que le Conseil régional du Travail a approuvé les dispositions de ladite convention et a ordonné à tous et à chacun des marchands concernés de s'y conformer, par décision rendue à sa séance du 11 juin 1946 modifiée par une nouvelle décision en date du 9 juillet 1946;

WHEREAS the Regional Labour Board has approved the provisions of the said agreement and ordered each and every merchant concerned to abide by it, by a decision taken at its meeting of June 11, 1946, amended by a new decision dated July 9, 1946;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 mai 1946.

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the issue of May 4, 1946, of the *Quebec Official Gazette*.

I. Définitions: Pour les fins du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

I. Definitions: For the purposes of the present decree, the following words and terms shall have the meaning hereinafter given to them:

a) Le terme "établissement commercial" désigne tous les commerces de détail comprenant les boucheries, les merceries, les épicerie, les magasins de chaussures, les magasins de confections, les restaurants-épicerie, les magasins de meubles, les bijouteries, les ferronneries, les quincailleries, les magasins de chapeaux, de peinture, de tapisserie, le colportage, les magasins à rayons ainsi que tous les genres de commerce de détail qui existent ou qui pourraient exister pendant la durée du présent décret, nommément les magasins de farine, grains et mouliées.

a) The term "commercial establishment" means all retail trade establishments, including butcher-shops, haberdasheries, groceries, shoe-stores, readymade shops, restaurants-groceries, furniture stores, jewellery, hardware, ironmongery, hat, paint and wall-paper stores; it also applies to peddling, department stores and all kinds of retail trades actually existing or which may come into existence while the present decree is in force, namely flour, grain and mash straws.

b) Le mot "boucherie" désigne tout établissement où l'on fait la vente au détail des viandes des animaux destinés à la consommation, l'abatage et le découpage de tels animaux ainsi que la salaison et le fumage des viandes.

c) Le mot "épicerie" désigne tout établissement où l'on fait la vente au détail des épices, conserves alimentaires, légumes, fruits, miel, café, sucre, thé, savon, vinaigre, tabacs, pétrole, cigarettes, liqueurs en bouteilles, crème glacée, bonbons, poisson, lait, beurre, œufs, crème et autres denrées indigènes et exotiques ou autres qui servent dans l'économie domestique, à l'exclusion des viandes.

d) Le terme "restaurant-épicerie" désigne tout établissement où l'on fait au détail la vente de l'épicerie, des fruits, dragées, tabacs, cigarettes, liqueurs en bouteilles, crème glacée, de certaines denrées indigènes et exotiques servant dans l'économie domestique ainsi que des bonbons et où l'on prépare en outre de légères collations et des rafraîchissements au public consommateur qui en paie le prix.

e) Le terme "magasin à rayons" désigne tout établissement où l'on vend surtout des objets de bas prix de \$0.10, \$0.15, \$1.00 et plus, et où l'on vend à peu près de tout, entre autres des coupons, articles pour bébés, marchandises à la verge, etc.

f) Le terme "magasin de confections" désigne tout commerce de détail où l'on vend des habits tout faits ou faits sur mesure ainsi que des manteaux, robes, sous-vêtements, hardes faites.

g) Le mot "commis" désigne toute personne exécutant du travail de commis ou préposée à la caisse, à l'achat, au classement, à l'étalage, à la surveillance, à la vente, à l'emballage et à la livraison de toute chose pouvant faire légalement l'objet d'un contrat de vente d'une manière quelconque dans les établissements commerciaux mentionnés au paragraphe "a" du présent article.

II. *Juridiction commerciale*: Le présent décret régit toute personne exploitant un des commerces suivants: farine, grains, moulées, épicerie, boucherie, mercerie, chaussures, confections, restaurant-épicerie, meubles, bijouterie, ferronnerie, quincaillerie, chapeaux, peinture, tapisserie, colportage ou magasin à rayons, dans les limites de la juridiction territoriale ci-après décrite.

III. *Juridiction territoriale*: Le présent décret s'applique à la ville de Richmond et à la municipalité de village de Melbourne et à tout le territoire compris dans un rayon de trois (3) milles de leurs limites.

IV. *Heures de travail dans les établissements commerciaux de détail*:

a) La durée totale régulière de travail hebdomadaire des salariés est de cinquante-quatre (54) heures, réparties de la façon suivante:

Les lundi, mardi et jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Le mercredi: de 8.00 a.m. à midi;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Le samedi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

b) Nonobstant ce qui précède, dans les restaurants-épiceries les heures de travail sont celles nécessaires à l'entreprise, mais aucun salarié ne peut travailler à la vente de l'épicerie, de la mercerie et de tout autre article prévu précédemment en dehors des heures de travail mentionnées au paragraphe "a" du présent article pour les autres établissements.

c) Cependant le travail peut être prolongé:

1) jusqu'à 9.00 p.m. le jeudi soir, si l'un des jours de fête chômés énumérés à l'article V tombe un vendredi;

b) The term "butcher-shop" means any establishment selling in retail the flesh of animals intended to be consumed, doing the slaughtering and cutting of such animals and doing the salting and smoking of meat.

c) The word "grocery" means any establishment selling, in retail, spices, preserves, vegetables, fruits, honey, coffee, sugar, tea soap, vinegar, tobacco, gazolene, cigarettes, soft drinks (in bottles), ice cream, bonbons, fish, milk, butter, eggs, cream and home-grown, foreign and other produce used in domestic economy not including meat.

d) The words "restaurant-grocery" mean any establishment selling, in retail, groceries, fruits, sugar-plums, bonbons, tobacco, cigarettes, soft drinks (in bottles), ice cream, some home-grown and foreign produce used in domestic economy; besides, it may also prepare and serve light lunches and refreshing drinks to the paying customers.

e) The words "department store" mean any establishment mostly engaged in the sales of low-cost articles of \$0.10, \$0.15, \$1.00 and more, and of all kinds such as: coupons, articles for babies, merchandise sold by the yard, etc.

f) The words "ready-made-shops" mean any retail trade establishment selling ready-made or made-to-measure suits of clothes, cloaks, overcoats, dresses, underclothing, and ready-made clothes.

g) The word "clerk" means any person doing the work of clerk or committed to the sales, wrapping, delivery, classification, purchase, cash-box, supervision and the displaying of any article which may legally be the object of a sale contract in any manner whatsoever in the commercial establishments mentioned in subsection "a" of the present section.

II. *Commercial jurisdiction*: The present decree shall apply to any person engaged in any one of the following trades: grocery, butcher's, haberdashery, shoes, ready-made articles, flour, grain, mashes, restaurant-grocery, furniture, jewellery, hardwares, hats, paint, wall-paper, peddling, department stores, within the limits of the territorial jurisdiction described hereinafter.

III. *Territorial jurisdiction*: The present decree applies to the town of Richmond and to the village municipality of Melbourne, and to all the territory within a radius of three (3) miles from its limits.

IV. *Working hours in retail commercial establishments*: a) The regular total weekly duration of labour for employees is of fifty-four (54) hours distributed as follows:

On Monday, Tuesday and Thursday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

On Wednesday: from 8.00 a.m. to 12.00 noon;

On Friday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

On Saturday: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

b) Notwithstanding the foregoing provisions, in restaurant-groceries the working hours are those that are necessary for the carrying on of the business, but no employee may be committed to the selling of grocery, haberdashery and of any other article mentioned hereinabove, outside the working hours specified for the other establishments as per subsection "a" of the present section.

c.—However, work may be continued:

1) until 9.00 p.m. on Thursday evening if one of the holidays mentioned under section V falls on a Friday;

2) jusqu'à 6.00 p.m. le mercredi, si un des jours de fêtes chômés énumérés à l'article V tombe un jour autre que le vendredi;

3) jusqu'à 10.00 p.m. les cinq (5) jours précédant la fête de Noël, le dimanche n'étant pas compris dans ces jours.

*Réserve:* Nonobstant les dispositions du présent décret, la durée des heures de travail dans les établissements commerciaux ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des Établissements Industriels et Commerciaux (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 175), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes.

V. *Jours de fête chômés:* a) Il n'y a pas de travail les dimanches et les jours de fête suivants: Le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint (avant-midi), le 24 mai, le jour de la Saint-Jean-Baptiste (24 juin), l'Ascension, la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, la Toussaint, le jour d'Actions de Grâces (fixé par proclamation), l'Immaculée Conception, le jour de Noël, ainsi que les 26 décembre et 2 janvier lorsque ces deux jours ne tombent pas un samedi.

b) Dans les cas où le 24 mai, la Saint-Jean-Baptiste (24 juin) ou le jour de la Confédération tombent un samedi ou un dimanche, le lundi suivant est chômé.

VI. Nul n'a le droit de travailler à la vente des produits ordinairement vendus dans les établissements énumérés à l'article I, à moins d'avoir à cette fin un établissement de commerce régulier et continu, ouvert au public tous les jours non-chômés de la semaine dans le territoire assujéti au présent décret.

VII. Dans un restaurant-épicerie, aucun employeur ou salarié ne peut travailler à la vente de produits ordinairement vendus par l'épicier, en dehors des heures de travail déterminées pour les épiceries, à l'exception toutefois du lait, de la crème, des biscuits, des pâtisseries, des dragées, des liqueurs douces, de la crème glacée et du pain.

VIII.—Tout établissement commercial régi par le décret doit être séparé de tout logis de manière à en faire un réel endroit de commerce. Cette clause n'affecte pas cependant les établissements commerciaux ouverts au public avant le 1er février 1946.

IX. *Vacances payées:* Après une année de service, tout salarié a droit à une (1) semaine de vacances payées chaque année.

X. Tout salarié régulier doit être rémunéré pour les jours de fête chômés mentionnés à l'article V, où les établissements sont fermés.

XI. Tout client désirant de la marchandise en dehors des heures de travail, dans un cas éventuel de décès ou de maladie grave, doit fournir au marchand un certificat du médecin ou de l'entrepreneur de pompes funèbres.

XII. Les salaires actuellement payés aux salariés ne peuvent être réduits pendant la durée du présent décret, même s'ils sont supérieurs aux taux minima déterminés dans ledit décret.

XIII. Lors du changement d'heure pour prendre l'heure d'été, dite heure avancée, on doit tenir compte de l'avance de l'heure pour le travail dans les établissements présentement visés; on doit également tenir compte du changement d'heure pour le retour à l'heure solaire.

XIV. Dans le cas où l'employeur loge et nourrit son salarié, il a le privilège d'exiger de ce dernier

2) until 6.00 p.m. on Wednesday, if one of the holidays enumerated under section V falls on a day other than a Friday;

3) until 10.00 p.m. the five (5) days preceding Christmas Day, Sunday not being included in those days.

*Proviso:* Notwithstanding the provisions of the present decree, the duration of working hours in commercial establishments must never constitute a derogation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 175), of the decrees passed under its authority, nor of the by-laws established by competent municipalities.

V. *Feast days kept as holidays:* a) No work shall be performed on Sunday and the following holidays: New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday (forenoon), the 24th of May, Saint John the Baptist Day (June 24th), Ascension Day, Dominion Day (July 1st), Labour Day, All Saints' Day, Thanksgiving Day, (date set by proclamation), Immaculate Conception Day, Christmas Day, December 26th, and January 2nd when these two days do not fall on a Saturday.

b) When May 24, St. Jean Baptiste Day (June 24), or Dominion Day fall on a Sunday, the following Monday is kept as a holiday.

VI. Within the territorial jurisdiction of the present decree, no one has the right to sell products generally sold in the establishments mentioned in section I unless operating a commercial establishment in a regular and continuous manner, such establishment being open to the public every working day of the week in the said jurisdiction.

VII. In restaurant-groceries, no employer or employee shall work at selling products ordinarily sold by grocers, outside the business hours determined for groceries, excepting, however, milk, cream, biscuits, pastries, sugar-plums, soft drinks, ice-cream and bread.

VIII.—Every commercial establishment governed by the present decree must be separated from any dwelling in such a manner that it will constitute an individual place of business. However, this shall not apply to commercial establishments operating before February 1st, 1946.

IX. *Holidays with pay:* After one (1) year of service, every employee shall be entitled to a yearly vacation of one (1) week with pay.

X.—Every regular employee shall be paid for the observed holidays mentioned under section V, and on which the establishments are closed.

XI. A certificate from the doctor or the undertaker is required of any customer wishing to buy merchandise outside the working hours because of mortality or serious sickness.

XII. Wages actually paid to employees shall not be reduced during the duration of present decree, even if they are higher than the minimum rates determined in the said decree.

XIII. When Daylight Saving Time is enforced, it shall be observed by the establishments hereby governed; Standard Time shall also be observed when it comes into effect.

XIV. Employers lodging and boarding their employees may charge a maximum amount, per

un montant n'excédant pas sept (\$7.00) dollars par semaine pour chambre et pension ou deux (\$2.00) dollars par semaine pour la chambre seulement.

XV.—Tout salarié embauché de façon intermittente ou spécialement en plus du personnel régulier, à l'occasion de certaines circonstances ou pour certaines parties de semaines, ou travaillant moins de cinquante (50) heures par semaine, par manque d'ouvrage ou autres raisons, dans l'établissement où ses services sont requis, est considéré comme salarié supplémentaire ou surnuméraire et son salaire ne doit pas être inférieur à vingt-cinq cents (0.25) de l'heure.

XVI. *Taux de salaires minima*: Les taux de salaires ne doivent pas être inférieurs à ceux ci-après mentionnés:

	Par semaine	
	Hommes	Femmes
1ère année . . . . .	\$10.00	\$ 8.00
2ième année. . . . .	12.50	10.00
3ième année. . . . .	15.00	12.50
4ième année. . . . .	20.00	15.00

XVII. *Durée du décret*: Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et demeure en vigueur pendant une période d'un an à compter de cette date.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration originale ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

L'arrêté-en-conseil numéro 2588 du 3 juillet 1946 est abrogé.

A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

15041-o

ARRETÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2864

Québec, le 17 juillet 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux charpentiers doubleurs — navigation océanique — dans le port de Montréal.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au Ministre du Travail par les parties contractantes ci-après mentionnées, à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Alcoa Steamship Co. Inc.; American Pioneer Line; Atlantic Shipping Agencies Ltd; Blue Funnel Line; Bristol City Line; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd; Canadian Shipowners Ltd; Canadian South American Line; Constantine Line (Canada) Ltd; Joseph Constantine Steamship Line Ltd; County Line Ltd; Cunard Donaldson Dominion Line; Cunard White Star Limited; Donaldson Atlantic Line Ltd; Elder Dempster Lines (Canada) Limited; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness Line; Fur-

employee, of \$7.00 per week for room and board or \$2.00 per week for room only.

XV. Employees hired intermittently or occasionally, in excess of the regular staff, on certain occasions or for some part of the week, or those working less than fifty (50) hours per week due to lack of work or for other reasons, in the establishment where their services are required, shall be considered as occasional or temporary employees and their minimum wages shall be twenty-five cents (\$0.25) per hour.

XVI. *Minimum wage rates*: The wage rates shall not be lower than those mentioned hereinafter:

	Per week	
	Male	Female
1st year . . . . .	\$10.00	\$ 8.00
2nd year. . . . .	12.50	10.00
3rd year . . . . .	15.00	12.50
4th year . . . . .	20.00	15.00

XVII. *Duration of the decree*: The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force for a period of one year from that date.

It will, then renew itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party in writing to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before the date of its original expiration or before the expiration of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

Order in Council number 2588, of July 3, 1946, is repealed.

A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council

15041-o

ORDER INCOUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2864

Québec, July 17, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the shipliners — ocean navigation — in the Harbour of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), a request has been submitted to the Minister of Labour by the contracting parties hereafter mentioned for the purpose of rendering obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Alcoa Steamship Co. Inc.; American Pioneer Lines; Atlantic Shipping Agencies Ltd; Blue Funnel Line; Bristol City Line; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd; Canadian Shipowners Ltd; Canadian South American Line; Constantine Line (Canada) Ltd; Joseph Constantine Steamship Line Ltd; County Line Ltd; Cunard Donaldson Dominion Line; Cunard White Star Limited; Donaldson Atlantic Line Ltd; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness Line;

ness (Canada) Ltd; Head Line; Manchester Liners; March Shipping Agency Ltd; Montreal Australia New Zealand Line Ltd; Montreal Shipping Co. Ltd; Montship Lines Ltd; Newfoundland Canada Steamships Ltd; New Zealand Shipping Co. Ltd; Norwegian America Line; Saguenay Terminals Ltd; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd; Scandinavian American Line; Shipping Limited; South, East and West African Lines; Swedish-America-Mexico Line; Thomson Line (Cairn Line of Steamships) Ltd; avec l'intervention de: "Brown and Ryan Limited"; "Eastern Canada Stevedoring Co."; "Empire Stevedoring Co."; "Montreal Shiplining Co. Ltd"; "Wolfe Stevedores, Limited "Economic Stevedoring Co.";

Furness (Canada) Ltd; Head Line; Manchester Liners; March Shipping Agency Ltd; Montreal Australia New Zealand Line Ltd; Montreal Shipping Co. Ltd; Montship Lines Ltd; Newfoundland Canada Steamships Ltd; New Zealand Shipping Co. Ltd; Norwegian America Line; Saguenay Terminals Ltd; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd; Scandinavian American Line; Shipping Limited; South, East and West African Lines; Swedish-America-Mexico Line; Thomson Line (Cairn Line of Steamships) Ltd; with the intervention of: Brown and Ryan Limited; Eastern Canada Stevedoring Co.; Empire Stevedoring Co.; Montreal Shiplining Co. Ltd.; Wolfe Stevedores Limited; Economic Stevedoring Co.;

**Et, D'AUTRE PART:**

"International Longshoremen's Association" et son local affilié, numéro 1552, pour les employeurs et les salariés des occupations visées, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er juin 1946;

ATTENDU que les dispositions de la dite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les occupations visées et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les prescriptions de la loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

ATTENDU que le Conseil National du Travail a autorisé les conditions de travail et de salaires proposées dans ladite convention, par décision rendue à sa séance du 12 avril 1946;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er juin 1946.

**I. a. Juridiction territoriale:** La juridiction territoriale du présent décret comprend le port de Montréal.

**b. Juridiction industrielle:** Le présent décret régit tout travail d'agencement des vaisseaux océaniques venant dans le port de Montréal, relativement au chargement ou au déchargement du grain et des bestiaux.

Il régit aussi tout travail de charpenterie ou de menuiserie exécuté sur les appareils utilisés pour le débarquement, mais ne s'applique pas aux employés permanents exécutant ce travail.

**II. Taux de salaires et durée du travail:** a. Les heures de travail et les taux minima de salaires sont les suivants:

Distribution des heures de travail	Salaire horaire
de 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.	\$1.00
de 7.00 p.m. à 11.00 p.m.	1.20
de minuit à 5.00 a.m.	1.50

**b.** Tout travail exécuté les dimanches, le jour de la Saint-Jean-Baptiste et le jour de la Confédération doit être rémunéré au double du taux de salaire régulier.

**c.** Tout travail exécuté pendant les heures de repas doit être rémunéré au double du taux de

**And, ON THE OTHER PART:**

International Longshoremen's Association and its affiliated local number 1552, for the employers and the employees of the occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 1, 1946;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against the said request;

WHEREAS the National Labour Board has authorized the working and wage conditions proposed in the said agreement, by a decision taken at its meeting of April 12, 1946;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 1, 1946.

**I. a. Territorial jurisdiction:** The territorial jurisdiction of the present decree comprises the Harbour of Montreal.

**b) Industrial jurisdiction:** The present decree covers all fitting of ocean-going vessels lying in the Harbour of Montreal for grain and cattle.

It also governs all woodwork in connection with the stevedoring gear, except where permanent gear men are employed.

**II. Rate of wages and duration of labour:** a. The hours of labour and the minimum rates of wages shall be the following:

Distribution of the hours of labour:	Hourly rates
from 8.00 a.m. to noon and from 1.00 p.m. to 6.00 p.m.	\$1.00
from 7.00 p.m. to 11.00 p.m.	1.20
from midnight to 5.00 a.m.	1.50

**b)** Double time shall be paid on Sundays, St. John the Baptists Day and Dominion Day.

**c)** Should the employees be required to work during meal hours, they shall receive double

saire établi et ce, pour chaque heure subséquente également, jusqu'à ce que les salariés soient renvoyés pour leurs repas.

d. Les salariés requis de travailler la nuit doivent être appelés pour 7.00 p.m. et rémunérés conformément au taux réglementaire à compter de cette heure jusqu'à leur renvoi; si leurs services ne sont pas requis, ils doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à deux heures de travail.

e. Tout travail exécuté dans les cales des vaisseaux ayant contenu ou contenant des cargaisons de soufre ou d'engrais chimique est sujet aux conditions suivantes, si le vieux bois est utilisé en tout ou en partie:

Distribution des heures de travail	Salaires horaires
de 8.00 a.m. à 6.00 p.m. . . . .	\$1.10
de 7.00 p.m. à 11.00 p.m. . . . .	1.30
de minuit à 5.00 a.m. . . . .	1.65

Si du bois neuf est utilisé pour l'exécution de ce travail, les taux de salaires prévus au paragraphe "a" du présent article sont applicables.

f. Le travail de jour doit commencer entre 8.00 a.m. et 8.30 a.m. ou entre 1.00 p.m. et 1.30 p.m.

g. Lorsque les salariés sont employés au nettoyage des cales dans lesquelles du nitrate, du soufre, du minéral, de la potasse, des sacs de soude, des cargaisons de porcelaine, d'engrais chimique, de peaux humides en sacs, en paquets ou libres, ou de charbon ont été arrimés, le taux de salaire horaire doit être de \$1.15 entre 8.00 a.m. et 6.00 p.m., de \$1.35 entre 7.00 p.m. et 11.00 p.m. et de \$1.72½ de minuit à 5.00 a.m.

Ces taux s'appliquent aussi lorsque les salariés doivent travailler dans des chambres frigorifiques à une température de 32 degrés Fahrenheit ou plus basse.

III. *Dispositions spéciales:* a. L'écoulement du grain dans les conduits doit cesser pendant que les salariés descendent dans la cale pour y travailler; deux (2) salariés doivent demeurer sur le pont pençant ce temps, si nécessaire.

b. S'il est nécessaire d'installer des bardis de l'avant à l'arrière dans les cales n'ayant pas de cloison longitudinale fixe, une équipe composée d'au moins douze (12) salariés doit être employée; l'emploi d'une équipe d'au moins dix (10) salariés est exigé lors de l'installation de bardis dans les écoutes munies ou non d'alimentateurs ("feeders"). Des membres de cette équipe peuvent toutefois être employés à l'exécution d'un travail accessoire, pendant que les autres membres de l'équipe continuent leur travail. Si les charpentiers doubleurs ne peuvent fournir le nombre total de salariés requis, les employeurs ou les contracteurs-arrimeurs ont toute latitude dans la distribution des salariés disponibles.

IV. La distribution des heures de travail ci-haut est faite à condition que les employeurs et les salariés prennent toutes les mesures possibles afin d'éviter que la moyenne des heures de travail n'excède quarante-huit (48) par semaine.

V. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1946. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre 1946 ou avant le 31 décembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

A. MORISSET,

Greffier du Conseil Exécutif.

time, at the prevailing rate, and for each succeeding hour until discharged for meals.

d) the employees required to work during the night must be called for 7.00 p.m. and paid, at the prevailing rate, from this hour, until discharged; should their services not be required, they shall receive a minimum of two (2) hour's pay.

e) For work performed in holds of steamers, in which bulk sulphur or bulk fertilizer has been stowed and where the old wood is being used in whole or part, the rates of wages and the hours of labour shall be the following:

Distribution of the hours of labours	Hourly rates
from 8.00 a.m. to 6.00 p.m. . . . .	\$1.10
from 7.00 p.m. to 11.00 p.m. . . . .	\$1.30
from midnight to 5.00 a.m. . . . .	\$1.65

Should work be performed with new wood, the rates of wages shall be those mentioned in subsection "a" of the present section.

f) Starting time for day work shall be between 8.00 a.m. and 8.30 a.m. or between 1.00 p.m. and 1.30 p.m.

g) Where employees are employed for cleaning of holds in which nitrate, bulk sulphur, bulk ore, potash, soda ash in bags, full cargoes of china clay and fertilizer, wet hides in bags, bundles or loose, and coal have been stowed, the rate of pay shall be \$1.15 per hour for the periods between 8.00 a.m. and 6.00 p.m., \$1.35 per hour for the period between 7.00 p.m. and 11.00 p.m., and \$1.72½ per hour for the period between midnight and 5.00 a.m.

These rates also apply when shipliners are ordered to work in refrigerator compartments where the temperature is 32 degrees Fahrenheit or lower.

III. *Special provisions:* a) The running of the grain in the pipes shall be stopped while the men go down in the hold to work; two (2) men to stand on deck during that time if necessary.

b) A minimum gang of twelve (12) men shall be employed when holds require shifting boards fore and aft and have no permanent longitudinal bulkheads, and a minimum gang of ten men shall be employed when putting up shifting boards in hatchways with or without feeders, but members of this gang can be utilized for minor work, the balance of the gang continuing their work while these members are so employed. In the event of the shipliners being unable to furnish the full number of men required, the Companies and-or Contracting Stevedores have the right of distribution of men available.

IV. The above distribution of working hours is made on the condition that the employers and the employees shall take such steps as lie within their competence to ensure that the average number of hours per week shall not exceed forty-eight (48).

VI. *Duration of the decree:* The decree shall remain effective until the 31st of December 1946. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party serves written notice on the other party, to the contrary, within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), prior to December 31st, 1946, or prior to December 31st, of any subsequent year. Such a notice shall also be sent to the Minister of Labour.

A. MORISSET,

Clerk of the Execution Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—  
Numéro 2865

—  
Québec, le 17 juillet 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux vérificateurs et tonneliers — navigation océanique — HAVRE DE MONTRÉAL.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Alcoa Steamship Co. Inc.; American Pioneer Line; Atlantic Shipping Agencies Ltd; Blue Funnel Line; Bristol City Line; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd; Canadian Shipowners Ltd; Canadian South American Line; Constantine Line (Canada) Ltd; Joseph Constantine Steamship Line Ltd; County Line Ltd; Cunard Donaldson Dominion Line; Cunard White Star Limited; Donaldson Atlantic Line Ltd; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness Line; Furness (Canada) Ltd; Head Line; Manchester Liners; March Shipping Agency Ltd; Montreal Australia New Zealand Line Ltd; Montreal Shipping Co. Ltd; Montship Lines Ltd; Newfoundland Canada Steamships Ltd; New Zealand Shipping Co. Ltd; Norwegian America Line; Saguenay Terminals Ltd; Scandinavian American Lines; Shipping Limited; South, East and West African Lines; Swedish-America-Mexico Line; Thomson Line (Cairn Line of Steamships) Ltd.,

ET, D'AUTRE PART:

Le local 1657 de "International Longshoremen's Association", pour les employeurs et les salariés des occupations visées, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er juin 1946;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les occupations visées et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

ATTENDU QUE le Conseil National du Travail a autorisé les conditions de travail et de salaire proposées dans ladite convention, par décision rendue à sa séance du 27 avril 1946;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er juin 1946.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

—  
Number 2865

—  
Quebec, July 17, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the checkers and coopers — ocean navigation — Harbour of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Alcoa Steamship Co. Inc.; American Pioneer Line; Atlantic Shipping Agencies Ltd; Blue Funnel Line; Bristol City Line; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd; Canadian Shipowners Ltd; Canadian South American Line; Constantine Line (Canada) Ltd; Joseph Constantine Steamship Line Ltd; County Line Ltd; Cunard Donaldson Dominion Line; Cunard White Star Limited; Donaldson Atlantic Line Ltd; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness Line; Furness (Canada) Ltd; Head Line; Manchester Liners; March Shipping Agency Ltd; Montreal Australia New Zealand Line Ltd; Montreal Shipping Co. Ltd; Montship Lines Ltd; Newfoundland Canada Steamships Ltd; New Zealand Shipping Co. Ltd; Norwegian America Line; Saguenay Terminals Ltd; Scandinavian American Lines; Shipping Limited; South, East and West African Lines; Swedish-America-Mexico Line; Thomson Line (Cairn Line of Steamships) Ltd.,

AND, ON THE OTHER PART:

Local, 1657, International Longshoremen's Association, for the employers and the employees of the occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 1, 1946;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against the said request;

WHEREAS the National Labour Board has authorized the working and wage conditions proposed in the said agreement by a decision taken at its meeting of April 27, 1946;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 1, 1946.

I. a) *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent décret comprend le Hâvre de Montréal.

b) *Jurisdiction professionnelle*: Le présent décret régit tous les vérificateurs et tonneliers, travaillant sur les navires océaniques dans le Hâvre de Montréal.

II. *Heures de travail et taux de salaires*: a) Les heures de travail et les taux de salaires sont les suivants:

Distribution des heures de travail	Salaire horaire	
	Vérifi- cateurs	Tonne- liers
Travail de jour:		
de 8.00 a.m. à midi et		
de 1.00 p.m. à 6.00 p.m. ....	\$0.85	\$0.84
Travail de nuit:		
de 7.00 p.m. à 11.00 p.m. ....	1.05	1.04
de minuit à 5.00 a.m. ....	1.27½	1.26

b) Tout travail exécuté entre 7.00 p.m. et 8.00 a.m. est considéré comme travail de nuit.

III. *Dispositions spéciales relatives aux salaires et à la durée du travail*: a) Les heures des repas sont distribuées entre 5.00 a.m. et 8.00 a.m., midi et 1.00 p.m., 6.00 p.m. et 7.00 p.m. et 11.00 p.m. et minuit. Tout travail exécuté par les salariés pendant ces périodes doit être rémunéré au double du taux de salaire établi, et ce jusqu'à ce que lesdits salariés soient renvoyés pour leur repas.

b) Tout travail exécuté les dimanches, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération et la fête du Travail doit être rémunéré au double du taux de salaire établi.

c) A moins de raison suffisamment grave, les employeurs doivent s'abstenir de faire travailler les salariés durant les heures de repas, ainsi que les dimanches et jours de fêtes.

d) Les salariés mis à l'ouvrage soit le jour ou la nuit doivent être rémunérés pour la période complète de travail pour laquelle ils ont été appelés; toutefois, cette disposition est sujette aux paragraphes "e" et "f" du présent article.

e) En cas d'arrêt du travail sur le navire pour cause de mauvaise température, les salariés doivent recevoir une rémunération additionnelle équivalente à une heure de salaire au taux établi, en plus du travail déjà accompli.

f) Les salariés requis de travailler aux malles, messageries ou bagages les dimanches, la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération ou la Fête du Travail, doivent recevoir une rémunération minimum équivalant à deux heures de travail au taux réglementaire; cette rémunération compte à partir de l'heure pour laquelle ils ont été appelés, s'ils se rapportent à cette heure.

g) L'employeur doit aviser les salariés, avant l'expiration de toute période de travail, s'ils sont requis pour la période suivante.

h) Les salariés qui ne sont pas mis au travail doivent quitter le quai à 8.30 a.m. et à 1.30 p.m.

IV. *Dispositions spéciales concernant les vérificateurs et les tonneliers*: a) Les vérificateurs employés temporairement comme premier vérificateur doivent recevoir au moins cinq cents (\$0.05) additionnels l'heure.

b) Les vérificateurs exécutant du travail de bureau ou préposés à l'arrimage ou aux hangars doivent recevoir cinq cents (\$0.05) l'heure en plus du taux réglementaire.

c) Les employeurs ont le droit d'utiliser les services de leurs employés réguliers payés hebdomadairement ou mensuellement, pour le tra-

I. a) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree comprises the Harbour of Montreal.

b) *Professional jurisdiction*: The present decree governs all checkers and coopers working on ocean-going vessels in the Harbour of Montreal.

II. *Hours of labour and rates of wages*: a) The hours of labour and the rates of wages are the following:

Distribution of hours of labour	Hourly rates	
	Check- ers	Coop- ers
Day work:		
From 8.00 a.m. to noon and		
from 1.00 p.m. to 6.00 p.m. ....	\$0.85	\$0.84
Night work:		
From 7.00 p.m. to 11.00 p.m. ....	1.05	1.04
From midnight to 5.00 a.m. ....	1.27½	1.26

b) All work performed between the hours of 7.00 p.m. and 8.00 a.m. shall be considered as night work.

III. *Special provisions relating to wages and duration of labour*: a) Meal hours are distributed between 5.00 a.m. and 8.00 a.m., noon and 1.00 p.m., 6.00 p.m. and 7.00 p.m. and 11.00 p.m. and midnight. The employees required to work during these periods shall receive double time, at the prevailing rate, until relieved.

b) All work performed on Sundays, St. John the Baptist's Day, Dominion Day and Labour Day shall be paid double time, at the prevailing rate.

c) The employees shall not be required to work during the meal hours nor on Sundays and holidays if this can be reasonably avoided by the employers.

d) The employees put to work during the day or night shall receive full time for which they have been called; however, this provision is subject to sub-sections "e" and "f" of the present section.

e) When work on the ship has to be discontinued on account of adverse weather conditions employees shall be paid one hour at the prevailing rate, in addition to any hour or hours already worked.

f) The employees called to work mails, express or baggage on Sundays, St. John the Baptist's Day, Dominion Day or Labour Day, shall be paid from the hours at which they are called to port and do report, with a minimum of two hour's pay at the prevailing rate.

g) Employees shall be informed before the expiry of any working period if they will be required for the following period.

h) Employees, when not put to work, shall be required to leave the wharf at 8.30 a.m. and 1.30 p.m.

IV. *Special provisions concerning the checkers and coopers*: a) Checkers, when employed temporarily as head checkers, shall be paid not less than five (\$0.05) additional cents per hour.

b) Checkers doing office work, stowage or employed as warehousemen shall receive five (\$0.05) cents more per hour than the prevailing rate.

c) Employers shall have the right to use their regular weekly or monthly-paid employees in connection with any checking and cooping

vail de vérificateur ou de tonnelier à être exécuté sur les quais; tels employés réguliers ne sont pas assujettis au décret.

V. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1946. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre 1946 ou avant le 31 décembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministère du Travail.

A. MORISSET,  
15055-o Greffier du Conseil Exécutif.

work to be done on the wharves; such employees not to be governed by the decree.

V. *Duration of the decree*: The present decree is in force until December 31, 1946; it shall be renewed automatically from year to year, unless either party serves written notice on the other party to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), prior to December 31, 1946, or prior to December 31 of any subsequent year. Such a notice shall also be sent to the Minister of Labour.

A. MORISSET,  
15055-o Clerk of the Executive Council.

ARRETÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2860

Québec, le 17 juillet 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative au commerce de détail dans la cité de Chicoutimi et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites, à l'exception de la cité d'Arvida.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association professionnelle des Marchands détaillants de Chicoutimi,

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat national des Employés de Magasin de Détail de Chicoutimi, section féminine;

Le Syndicat national des Employés de Magasin de Détail de Chicoutimi, section masculine; pour les employeurs et les salariés des occupations visées, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er juin 1946;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les établissements commerciaux de détail visés et la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

ATTENDU QUE le Conseil régional du Travail a rendu une ordonnance à l'effet d'approuver les dispositions de ladite convention, à sa séance du 9 juillet 1946;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er juin 1946.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2860

Quebec, July 17, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the retail trade in the city of Chicoutimi and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits, with the exception of the city of Arvida.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association professionnelle des Marchands détaillants de Chicoutimi",

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat national des Employés de Magasin de Détail de Chicoutimi, section féminine";

"Le Syndicat national des Employés de Magasin de Détail de Chicoutimi, section masculine"; for the employers and the employees of the occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 1, 1946;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the retail commercial establishments concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against the said request;

WHEREAS the Regional Labour Board has rendered an ordinance for the purpose of approving the provisions of the said agreement at its meeting of July 9, 1946;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 1, 1946.

**I. Définitions:** Pour les fins du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme "magasin de détail" désigne tout établissement où se fait en détail, l'un des commerces suivants: nouveautés, marchandises sèches, épicerie, boucherie, épicerie-boucherie, épicerie licenciée, restaurant-épicerie, quincaillerie, ferronnerie, meubles, pharmacie, chaussures, chapeaux, bijoux, fourrures, accessoires électriques, articles de sport, tabac, cigares, cigarettes, fleurs, objets de fantaisie, bibelots, librairie et papeterie.

b) Le mot "employeur" désigne toute personne qui exploite un ou plusieurs des établissements commerciaux de détail mentionnés au paragraphe "a" du présent article et qui emploie un ou plusieurs salariés.

c) Le mot "artisan" désigne toute personne qui exploite un des établissements définis au paragraphe "a" du présent article, et ce, pour son propre bénéfice.

d) Le mot "employé" désigne toute personne préposée à la vente, à la sollicitation, à l'étalage, à l'emballage, à la livraison, au nettoyage, à la couture, au recouvrement des comptes, à la tenue des livres et, de façon générale, à n'importe quel emploi pouvant se rencontrer dans les établissements régis par le présent décret.

e) Les termes "chef de département", "gérant adjoint" ou "premier commis" désignent toute personne à qui le propriétaire ou le gérant d'un établissement régi par le décret donne la conduite d'un rayon dudit établissement. Est considérée comme "chef de département" la personne qui a la charge des achats pour ledit commerce, département ou rayon.

f) Le mot "gérant" désigne toute personne qui s'occupe généralement des achats dans le gros, qui a les commis sous son contrôle et sa surveillance, qui a généralement la responsabilité de la vente et qui s'occupe directement ou par l'intermédiaire d'employés, de la finance de l'établissement.

**II. Juridiction professionnelle:** Le présent décret s'applique à toute personne qui exploite un ou plusieurs des établissements commerciaux de détail mentionnés au paragraphe "a" de l'article I du présent décret. Toutefois, le présent décret ne régit pas:

a) les établissements où l'on vend ou répare des automobiles et des camions, ainsi que les accessoires pour ces voitures;

b) les restaurants où l'on sert des repas légers;

c) les restaurants ou cafés où l'on sert les repas.

**III. Juridiction territoriale:** La juridiction territoriale du présent décret comprend la cité de Chicoutimi et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites, à l'exclusion de la cité d'Arvida.

**IV. Durée du travail:** a) L'heure dont fait mention le présent décret est l'heure légale dans la corporation municipale intéressée.

b) La semaine régulière de travail dans les établissements régis par le présent décret est de cinquante et une (51) heures pour les salariés du sexe féminin et de cinquante-quatre (54) heures pour les salariés du sexe masculin. Ces heures de travail sont réparties de la façon suivante:

1° Les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et la veille de Noël: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m. pour les salariés du sexe masculin et: de 8.30 a.m. à 6.00 p.m. pour les salariés du sexe féminin.

2° Les samedi et veilles de fêtes chômées, et les quatre jours précédant la veille de Noël: de

**I. Definitions:** For the purposes of the present decree, the following words and terms shall have the significance hereinafter given to them:

a) The term "retail store" includes all retail establishments where the following trades are carried on: novelties, dry goods, groceries, butcher shops, licensed groceries, groceries-restaurants, hardware, furniture, drugs, shoes, hats, jewellery, furs, electrical appliances, sport articles, tobacco, cigars, cigarettes, flowers, fancy goods, trinkets, books and stationery.

b) The word "employer" means any person operating one or more of the retail commercial establishments mentioned in subsection "a" of the present section and who employs one or more employees.

c) The word "artisan" means any person operating for his own benefit, one of the establishments defined in subsection "a" of the present section.

d) The word "employee" means any person engaged in the sales, the canvassing, the displaying, wrapping and delivery of goods, the cleaning, the sewing, the collection, the book-keeping and, in a general way, in any trade or occupation that may be carried on in the establishments governed by the decree.

e) The words "departmental manager", "assistant-manager" or "chief-clerk" mean any person, to whom the owner or manager of an establishment subject to the decree has entrusted the direction of a department thereof. Shall be considered as "departmental manager" that person who makes the purchases for the said trade or department.

f) The word "manager" means and includes any person who, generally, makes the wholesale purchases, heads the clerks, is responsible for the sales, and controls, directly or with the help of employees, the financial transactions of the establishment.

**II. Professional jurisdiction:** The present decree applies to any person operating at least one of the retail trade establishments mentioned in subsection "a" of section I of the present decree. However, the present decree does not apply to:

a) establishments engaged in the sales or repairs of automobiles and trucks as well as accessories thereof;

b) restaurants serving light lunches;

c) restaurants or cafes where meals are served.

**III. Territorial jurisdiction:** The territorial jurisdiction of the present decree comprises the city of Chicoutimi and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits, with the exception of Arvida City.

**IV. Duration of labour:** a) The hours mentioned in the present decree shall be based on the time enforced by the municipal corporation concerned.

b) The regular week work in the establishments governed by the decree shall consist of fifty-one (51) hours for female employees, and of fifty-four (54) hours for male employees; these hours shall be divided as follows:

1. On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Christmas eve: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m. for the male employees, and from 8.30 a.m. to 6.00 p.m. for the female employees.

2. On Saturday and holiday eves and during the four days preceding Christmas eve, from

8.00 a.m. à 10.00 p.m. pour les salariés du sexe masculin et: de 8.30 a.m. à 10.00 p.m. pour les salariés du sexe féminin.

c) Tout salarié a droit à une heure et demie pour le repas du midi, et, les jours où il doit retourner au travail le soir, à une heure pour le repas du soir.

d) En aucun cas, l'employeur ne peut faire travailler ses salariés à la vente après les heures mentionnées au présent article.

e) Pendant la période du 15 juin au 15 septembre, les heures de travail se terminent à 5.00 p.m. du lundi au vendredi inclusivement, et à 10.00 p.m. le samedi.

f) Les heures de travail fixées au présent article ne sont pas applicables aux pharmacies et aux magasins de fleurs.

g) Si le système de la double équipe devient nécessaire dans un établissement, les heures de travail sont réparties suivant les besoins de l'entreprise, pourvu qu'elles n'excèdent en aucun cas celles mentionnées au paragraphe "b" du présent article.

h) En dehors des heures spécifiées plus haut, les épiciers licenciés suivent les heures de vente fixées par la Commission des Liqueurs de Québec, mais ils ne peuvent y faire que la vente de la bière.

*Reserve:* Nonobstant les dispositions du présent décret, la durée des heures de travail dans les établissements commerciaux ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 175), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes.

V. *Jours de fête chômés:* a) Il n'y a pas de travail dans les établissements régis par le présent décret les dimanches ainsi que les jours de fêtes religieuses ou légales suivantes:

Le Premier de l'An, le lendemain du Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint jusqu'à 1.00 p.m., l'Ascension, le jour de Victoria (fête de Dollard), la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le jour de Noël et le lendemain du jour de Noël.

b) Les salariés sont rémunérés pour les jours de fête chômés, lesquels comptent pour les cinquante-quatre (54) heures de travail des salariés du sexe masculin et les cinquante et une (51) heures de travail des salariés du sexe féminin, y compris durant la période du 15 juin au 15 septembre. Cependant, les salariés sont rémunérés pour le jour de Noël, le Premier de l'An et le lendemain de ces deux jours de fête, en compensation du travail fourni pendant les quatre soirées précédant la veille du jour de Noël et la veille du Premier de l'An.

VI. *Travail supplémentaire:* Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier.

VII. *Paiement du salaire:* Tout travail doit être rémunéré en espèces.

VIII. *Salaires minima:* a) Les taux de salaires minima sont les suivants:

Employés:	Taux hebdomadaire	
	Hommes	Femmes
1er semestre .....	\$ 8.50	\$ 8.50
2ième semestre .....	9.50	9.50
2ième année .....	10.50	10.50
3ième année .....	12.50	12.50
4ième année .....	15.75	15.75
5ième à 8ième année .....	21.00	19.00
8ième année et plus .....	26.00	21.00

8.00 a.m. to 10.00 p.m. for the male employees, and from 8.30 a.m. to 10.00 p.m. for the female employees.

c) Every employee shall be entitled to one hour and thirty (1.30) minutes for the noon meal and to one (1) hour for the evening meal when work is to be performed by the said employee during the evening.

d) The employer shall not have work performed by his employees in the sales outside the hours mentioned in the present section.

e) During the period between June 15th, and September 15th, work shall cease at 5.00 p.m., from Monday to Friday inclusive, and at 10.00 p.m. on Saturday.

f) Working hours set forth in this section do not apply to drugstores and to florists' shops.

g) Should the double shift system become necessary in an establishment, the hours of work shall be distributed according to the needs of the concern but shall never exceed those mentioned in subsection "b" of this section.

h) Outside the hours above mentioned, grocers holding a license shall observe the hours fixed by the Quebec Liquor Commission but, during such hours, they shall be permitted to sell beer only.

*Proviso:* Notwithstanding the provisions of the decree, the duration of working hours in the commercial establishments shall never constitute a violation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 175), of the decrees enacted under its authority and of the regulations made by the authorized municipalities.

V. *Holidays:* a) In the establishments governed by the decree, no work shall be performed on Sunday and the following religious or legal holidays:

New Year's Day, the day after New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday until 1.00 p.m., Ascension Day, Victoria Day (Dollard Day), St. Jean Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and the day after Christmas Day.

b) The employees shall be paid for holidays observed and the hours of said holidays shall be considered in the computing of the 54-hour week in the case of male employees and the 51-hour week in the case of female employees, including the period between June 15th, and September 15th. However, Christmas and New Year's Day and the days following such holidays shall be paid to compensate for the work performed during the four evenings preceding Christmas eve and New Year's eve.

VI. *Overtime:* Overtime work shall be paid at the rate of time and one half based on the regular rate.

VII. *Payment of wages:* All wages shall be paid in cash.

VIII. *Minimum wages:* a) The minimum rates of wages shall be the following:

Employees:	Per week	
	Men	Women
1st 6 months .....	\$ 8.50	\$ 8.50
2nd 6 months .....	9.50	9.50
2nd year .....	10.50	10.50
3rd year .....	12.50	12.50
4th year .....	15.75	15.75
from the 5th to the 8th year ..	21.00	19.00
8th year and after .....	26.00	21.00

Chef de département, gérant-adjoint ou premier commis . . .	\$36.00	\$23.00	Departmental manager, assistant-manager or chief clerk . . .	\$36.00	\$23.00
Gérant . . . . .	45.00		Manager . . . . .	45.00	
Surintendant . . . . .	50.00		Superintendent . . . . .	50.00	
Livreur chargé exclusivement de la livraison avec camion ou voiture à traction animale . . . . .	30.00		Delivery man committed exclusively to the delivery with truck or horse-drawn vehicle . . . . .	30.00	
Aide-livreur chargé exclusivement de la livraison avec camion ou voiture à traction animale . . . . .	20.00		Delivery man's helper committed exclusively to the delivery with truck or horse-drawn vehicle . . . . .	20.00	
Livreur à bicyclette . . . . .	7.50		Delivery boy with bicycle . . . . .	7.50	

La bicyclette et ses accessoires doivent être fournis par l'employeur qui doit également pourvoir aux réparations.

Bicycle and accessories shall be furnished by the employer who shall also pay for repairs.

b) *Dispositions générales pour toutes les catégories ci-dessus nommés.* Tout salarié, à l'exception des livreurs à bicyclette, travaillant moins de 40 heures par semaine est considéré comme salarié supplémentaire et doit être rémunéré au taux de \$0.35 l'heure; toute salariée travaillant moins de 30 heures par semaine est considérée comme salariée supplémentaire et doit être rémunérée au taux de \$0.25 l'heure.

b) *General provisions for all the categories above mentioned:* Every employee, with the exception of the delivery men with bicycles, working less than 40 hours in a week is considered as extra employee and shall be paid at the rate of \$0.35 per hour; every female employee working less than 30 hours in a week is considered as extra employee and shall be paid at the rate of \$0.25 per hour.

Un salarié travaillant plus de 40 heures mais moins que le maximum prévu pour sa catégorie, et ce, à la demande de l'employeur, doit recevoir de celui-ci une rémunération hebdomadaire identique à celle qui lui serait due s'il avait travaillé durant le maximum fixé pour sa catégorie.

An employee working more than 40 hours but less than the maximum stipulated for his category and this, at the employer's request, shall receive from the latter a weekly remuneration identical to that which would be owed to him if he had worked the maximum established for his category.

Une salariée travaillant plus de 30 heures mais moins que le maximum prévu pour sa catégorie, et ce, à la demande de l'employeur, doit recevoir une rémunération identique à celle qui lui serait due si elle avait travaillé durant le maximum fixé pour sa catégorie.

A female employee working more than 30 hours but less than the maximum of hours stipulated for her category and this, at the employer's request, shall receive a remuneration identical to that which would be owed to her if she had worked the maximum established for her category.

c) *Employés surnuméraires:* Les mots "employés surnuméraires", pour les catégories énumérées ci-dessus, désignent les salariés qui, en plus des salariés occupés habituellement le temps que l'établissement est ouvert, sont embauchés de façon intermittente pendant certaines périodes. Ces salariés doivent être rémunérés au taux de \$0.25 l'heure pour les femmes et de \$0.35 l'heure pour les hommes.

c) *Supernumerary employees:* The words "supernumerary employees", for the categories enumerated above, mean the employees who, in excess of the employees working habitually during the business hours of the establishment, are hired intermittently for certain periods. Such employees shall be paid at the rate of \$0.25 per hour in the case of female employees, and \$0.35 in the case of male employees.

d) Tout salarié travaillant à la surveillance seulement doit recevoir le taux horaire de \$0.35 l'heure.

d) Any employee committed to the watching only shall be paid the hourly rate of \$0.35 per hour.

e) Les salaires actuellement payés pour chacune des catégories mentionnées, s'ils sont supérieurs aux minima fixés dans le présent article, demeurent des salaires légaux pendant la durée du décret.

e) Wages actually paid for each one of the categories mentioned, if higher than the minimum rates mentioned in this section, shall remain legal for the duration of the decree.

f) *Expérience:* Tout salarié bénéficie des avantages que lui accordent ses années d'expérience dans la même ligne, même en changeant d'employeur.

f) *Experience:* Every year of experience of an employee, in the same trade, for any employer, shall be considered.

IX. *Vacances payées:* a) Après une année de service, tout salarié a droit à une semaine de vacances payées par année. Après deux (2) années de service ou plus, tout salarié a droit à une semaine de vacances payées plus une journée additionnelle pour chaque année de service jusqu'à concurrence de quinze (15) jours de vacances payées, par année.

IX. *Paid vacations:* a) After one year of service, every employee shall be entitled to a week's vacation, with pay. After two (2) years, every employee shall be entitled to a week's vacation, with pay, and an additional day for each year of service, to the extent of fifteen (15) days' vacation, with pay.

b) Aucun montant ne doit être déduit de la commission d'un salarié rémunéré sur une base de salaire et commission en raison de ces vacances.

b) There shall be no deduction on the commission of an employee paid on a salary and commission basis because of the vacation.

c) Lorsqu'un employeur ne peut donner de vacances à un salarié à la date fixée, il doit verser salaire double à ce dernier pour toute la période de vacances à laquelle ledit salarié a droit.

c) Double time shall be paid for the entire vacation period of an employee when the employer cannot dispense with the services such employee during the period fixed.

d) Avec arrangement entre le propriétaire ou le gérant de l'établissement et le salarié, ces dites vacances doivent être fixées à l'avance et être

d) After agreement between the owner or the manager of the establishment and the employee, the date of such holidays shall be fixed in advance

données pendant la période comprise entre le premier juin et le trente septembre, à moins que les circonstances n'obligent les deux parties à s'entendre sur une autre période.

e) Tout salarié ayant un an de services ou plus qui quitte son emploi, avant les 4 mois d'être assignés pour les vacances, et qui n'a pas encore bénéficié de ses vacances, doit recevoir une allocation équivalente à la somme qu'il aurait reçue s'il avait pris ses vacances.

Remarque: Toute réclamation pour rajustement de salaire ne doit jamais s'étendre sur une période dépassant six mois.

X. Comité paritaire: Lors de la ratification de la présente convention, le comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu dudit décret antérieur.

XI. Durée du décret: Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la Gazette officielle de Québec et demeure en vigueur jusqu'au 1er juillet 1947.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er juillet de l'année 1947 ou avant le 1er juillet de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

A. MORISSET,

Greffier du Conseil Exécutif.

15072-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2863

Québec, le 17 juillet 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux débardeurs du port de Montréal, navigation océanique.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Alcoa Steamship Co. Inc.; American Pioneer Line; Atlantic Shipping Agencies Ltd; Blue Funnel Line; Bristol City Line; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd; Canadian Shipowners Ltd; Canadian South American Line; Constantine Line (Canada) Ltd; Joseph Constantine Steamship Line Ltd; County Line Ltd; Cunard Donaldson Dominion Line; Cunard White Star Limited; Donaldson Atlantic Line Ltd; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness Line; Furness (Canada) Ltd; Head Line; Manchester Liners; March Shipping Agency Ltd; Montreal Australia New Zealand Line Ltd; Montreal Shipping Co. Ltd; Montship Lines Ltd; Newfoundland Cana-

and they shall be given between June 1st, and September 30th, unless both parties be forced by circumstances to agree upon another period.

e) Every employee with one year of service or more who quits before the four summer months designated for his vacation, and who has not yet taken such vacation, shall receive an amount equivalent to the wages for his vacation period.

Note: Any claim for wage readjustment shall never extend for a period exceeding six months.

X. Parity Committee: At the time of the ratification of the present agreement, the existing parity committee formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present decree remains in office and administers the present decree until a new committee is formed. Such new committee succeeds to the former and is vested with all the assets and rights of the former committee; it also assumes all the liabilities of the former committee, in virtue of the said former decree.

XI. Duration of the decree: The present decree comes into force from the date of its publication in the Quebec Official Gazette and remains in force until July 1st, 1947.

It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party notify the other party in writing to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before July 1st of the year 1947 or before July 1st of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

15072-o

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2863

Québec, July 17, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the longshoremen of the Harbour of Montreal—Ocean navigation.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Alcoa Steamship Co. Inc.; American Pioneer Line; Atlantic Shipping Agencies Ltd; Blue Funnel Line; Bristol City Line; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd; Canadian Shipowners Ltd; Canadian South American Line; Constantine Line (Canada) Ltd; Joseph Constantine Steamship Line Ltd; County Line Ltd; Cunard Donaldson Dominion Line; Cunard White Star Limited; Donaldson Atlantic Line Ltd; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness Line; Furness (Canada) Ltd; Head Line; Manchester Liners; March Shipping Agency Ltd; Montreal Australia New Zealand Line Ltd; Montreal Shipping Co. Ltd; Montship Lines Ltd; Newfoundland

da Steamships Ltd; New Zealand Shipping Co. Ltd; Norwegian American Line; Saguenay Terminals Ltd; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd; Scandinavian American Line; Shipping Limited; South, East and West African Lines; Swedish-America-Mexico Line; Thomson Line (Cairn Line of Steamships) Ltd; avec l'intervention de: "Brown and Ryan Limited"; "Eastern Canada Stevedoring Co."; "Empire Stevedoring Co."; "Montreal Shiplining Co. Ltd"; Wolfe Stevedores, Limited"; "Economic Stevedoring Co.";

**Et, D'AUTRE PART:**

"International Longshoremen's Association" et son local affilié, numéro 375, pour les employeurs et les salariés des occupations visées, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er juin 1946;

ATTENDU que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les occupations visées et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

ATTENDU que le Conseil National du Travail a autorisé les conditions de travail et de salaire proposées dans ladite convention, par décision rendue à sa séance du 12 avril 1946;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er juin 1946.

I. a) *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du présent décret comprend le port de Montréal.

b) *Juridiction industrielle:* Le présent décret s'applique à tous les débardeurs employés au chargement et au déchargement des navires océaniques dans le port de Montréal.

II. *Taux de salaires et durée de travail:* a) Les heures de travail et les taux minima de salaires sont les suivants:

<i>Distribution des heures de travail</i>	<i>Salaire horaire</i>
de 8.00 a.m. à midi et	
de 1.00 p.m. à 6.00 p.m. ....	\$1.00
de 7.00 p.m. à 11.00 p.m. ....	1.20
de minuit à 5.00 a.m. ....	1.50

b) Tout travail exécuté les dimanches, le jour de la Saint-Jean Baptiste et le jour de la Confédération doit être rémunéré au double du taux de salaire régulier.

c) Tout travail exécuté pendant les heures de repas doit être rémunéré au double du taux de salaire établi et ce, pour chaque heure subséquente également, jusqu'à ce que les salariés soient renvoyés pour leur repas.

d) Les taux minima de salaire des salariés pour la manutention du nitrate, du soufre et du minerai arrimés, de la potasse, des sacs de soude, des cargaisons complètes de porcelaine, d'engrais chimiques et de peaux humides en sacs, en paquets ou libres, le déplacement du charbon dans les soutes, le nettoyage des cales où les marchandises ci-haut mentionnées ont été arrimées, sont les suivants:

land Canada Steamships Ltd; New Zealand Shipping Co. Ltd; Norwegian America Line; Saguenay Terminals Ltd; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd; Scandinavian American Line; Shipping Limited; South, East and West African Lines; Swedish-America-Mexico Line; Thomson Line (Cairn Line of Steamships) Ltd., with the intervention of: Brown and Ryan Limited; Eastern Canada Stevedoring Co.; Empire Stevedoring Co.; Montreal Shiplining Co. Ltd; Wolfe Stevedores Limited; Economic Stevedoring Co.;

**And, ON THE OTHER PART:**

International Longshoremen's Association and its affiliated local number 375, for the employers and the employees of the occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 1, 1946;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against the said requests;

WHEREAS the National Labour Board has authorized the working and wage conditions proposed in the said agreement by a decision taken at its meeting of April 12, 1946;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette* issue of June 1, 1946.

I. a. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present decree comprises the Harbour of Montreal.

b. *Industrial jurisdiction:* The present decree applies to the longshoremen employed in the loading and unloading of ocean steamships in the Harbour of Montreal.

II. *Rates of wages and duration of labour:* a) The hours of labour and the minimum rates of wages are the following:

<i>Distribution of hours of labour:</i>	<i>Hourly rates</i>
From 8.00 a.m. to twelve (noon and from	
1.00 p.m. to 6.00 p.m. ....	\$1.00
From 7.00 p.m. to 11.00 p.m. ....	1.20
From midnight to 5.00 a.m. ....	1.50

b) Double time shall be paid on Sundays, St. John Baptist Day and Dominion Day.

c) When longshoremen are required to work during any meal hours they shall receive double time at the prevailing rate of wages and for each succeeding hour until discharge for meals.

d) The minimum rates of pay for working on nitrate, bulk sulphur, bulk ore, potash, soda ash in bags, full cargoes of china clay, fertilizer, and wet hides in bags, bundles or loose, shifting bunker coal, cleaning of holds in which the foregoing commodities have been stowed, shall be the following:

	Salaire horaire:		Hourly rates
de 8.00 a.m. à 6.00 p.m. ....	\$1.15	from 8.00 a.m. to 6.00 p.m. ....	\$1.15
de 7.00 p.m. à 11.00 p.m. ....	1.35	from 7.00 p.m. to 11.00 p.m. ....	1.35
de minuit à 5.00 a.m. ....	1.72½	from midnight to 5.00 a.m. ....	1.72½

Les taux ci-haut s'appliquent aussi à la manutention dans les chambres frigorifiques, des viandes, du bacon, du beurre, du poisson gelé et d'autres cargaisons gelées. Dans le cas d'autres cargaisons gardées au froid, le taux de salaire doit être celui payé pour les cargaisons en général, excepté lorsqu'elles sont déposées dans une chambre frigorifique avec de la marchandise pour laquelle un taux supérieur est établi; dans ce cas, ledit taux supérieur doit être payé pour la manutention de toute la marchandise déposée dans ladite chambre.

e) Les taux minima de salaires pour l'arrimage et la mise en sacs du grain sont les mêmes que ceux spécifiés au paragraphe précédent. L'écoulement du grain dans les conduits doit cesser pendant que les salariés descendent dans la cale pour y travailler: deux (2) salariés doivent demeurer sur le pont pendant ce temps, si nécessaire.

f) Pour le travail exécuté dans l'entrepont découvert où le grain passe par une écoutille se rattachant audit pont découvert, les taux de salaires pour l'équipe entière sont les mêmes que ceux spécifiés au paragraphe "d" du présent article. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux salariés travaillant à une autre cargaison dans la cale inférieure.

g) Salaire double doit être payé pour tout travail exécuté sur les vaisseaux dans le port dont les cargaisons sont en feu; ceci ne s'applique qu'aux écoutilles affectées par le feu, la fumée, la vapeur ou le gaz.

h) Le travail de jour doit commencer entre 8.00 a.m. et 8.30 a.m. et entre 1.00 p.m. et 1.30 p.m.

i) Les salariés requis de travailler la nuit doivent être appelés pour 7.00 p.m. et rémunérés conformément au taux réglementaire à compter de cette heure jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés ou mis au travail; qu'ils soient mis au travail ou non, lesdits salariés doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à deux (2) heures de travail. Les ordres, pour les salariés requis à 7.00 p.m. et qui n'ont pas travaillé durant l'après-midi, doivent être donnés à 1.30 p.m. ou avant ce temps.

j) Les salariés appelés le dimanche et les jours de fêtes mentionnés au paragraphe "b" du présent article, qu'ils soient mis au travail ou non, doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à deux (2) heures de travail, au taux établi, chaque fois qu'ils sont appelés.

k) Subordonnement aux paragraphes "i" et "j", la manutention de la malle, des bagages et des messageries les dimanches, jours de semaine en tout temps et les jours de fête (excepté le jour de la Fête du Travail) doit être payée au taux régulier, et la durée de tel travail compte de l'heure à laquelle les salariés sont appelés.

Note: Les employeurs acceptent cette clause sous réserve en raison de l'article 90, chapitre 161 des Statuts refondus du Canada, 1927.

III. La distribution des heures de travail ci-haut est faite à condition que les employeurs et les salariés prennent toutes les mesures possibles afin d'éviter que la moyenne des heures de travail n'excède quarante-huit (48) par semaine.

IV.— Les salariés ont le droit de nommer un représentant sur les quais; ce représentant est élu à une assemblée générale des débardeurs.

The above rates of pay also apply to the handling of meats, bacon, butter, frozen fish and other frozen cargo in refrigerators. Other cargo carried under refrigeration shall be paid at general cargo rate except when loaded in a refrigerator compartment with cargo carrying the higher rate, in which event the higher rate shall be paid on all cargo in that compartment.

e) The minimum rates of wages for grain trimming and bagging shall be those mentioned in the preceding subsection. The running of the grain in the pipes shall be stopped while the men go down in the hold to work, two (2) men to stand on deck during that time, if necessary.

f) For work performed in open tween deck where there is grain running in a hatch connected with the said open deck, the rates of wages for the whole gang shall be those mentioned in subsection "d" of the present section; this does not apply to men working on other cargo in the lower hold.

g) Double time shall be paid for work on ships in port with cargoes on fire; this only applies to hatches affected by fire, smoke, steam or gas.

h) The starting times for day work shall be between 8.00 a.m. and 8.30 a.m., and between 1.00 p.m. and 1.30 p.m.

i) Men ordered out to work at night must be ordered out for 7.00 p.m. and be paid full time at the prevailing rate from that hour until discharged or set to work; a minimum of two (2) hours shall be paid whether men are put to work or not. Orders for men required at 7.00 p.m. and who have not been working during the afternoon, shall be given on or before 1.30 p.m.

j) Men ordered out on Sunday and holidays mentioned in subsection "b" of the present section shall receive a minimum of two (2) hours' pay at the prevailing rate, for each period ordered out, whether put to work or not.

k) Subject to subsections "i" and "j", mails, baggage and express shall be handled on Sundays, week days at all times, and holidays (except Labour Day) at the prevailing rate of wages, time to count from the time the men are ordered.

Note: The employers agree under reservation to this clause in view of section 90, chapter 161 of the Revised Statutes of Canada, 1927.

III. The above distribution of working hours is made on the condition that the employers and the employees shall take such steps as lie within their competence to ensure that the average number of hours per week shall not exceed forty-eight (48).

IV. The Longshoremen shall have the right to appoint a representative on the wharves to be elected at a general meeting of the Long shoremen.

V. *Dispositions spéciales*: a) Tous les ordres doivent être donnés aux salariés par leurs contre-maîtres respectifs.

b) Tout salarié qui fume dans la cale, vole ou est sous l'influence de la boisson pendant le travail, peut être congédié en tout temps.

c) Tout salarié supplémentaire appelé dans l'avant-midi ou l'après-midi doit être rémunéré à compter de 8.30 a.m., ou 1.30 p.m., jusqu'à midi ou 6.00 p.m. respectivement, excepté lorsque toute l'équipe est renvoyée; ledit salarié supplémentaire peut toutefois être changé d'équipe si nécessaire.

d) Lorsqu'une équipe reçoit l'ordre de se rendre d'un endroit à un autre, les salariés sont payés à compter de l'heure à laquelle tel ordre leur est émis.

e) Lorsque l'on se sert de voitures à mains, à deux roues, deux (2) salariés doivent être employés lorsque la charge excède 800 livres, poids net des marchandises. S'il n'y a qu'un seul morceau, la charge peut être de 850 livres.

f) Lorsque les salariés travaillent dans la cale, le fardage doit être mis dans des élingues et descendu avec un treuil.

g) Les baux des écoutes doivent être enlevés et verrouillés lorsque les salariés travaillent dans les écoutes et emploient un treuil.

h) Lorsque, dans le hangar, des sacs de marchandises sont empilés à une hauteur de plus de sept (7) sacs, des balles de foin sont également empilées à une hauteur de plus de cinq (5) balles ou des boîtes de conserves à plus de sept (7) pieds de hauteur, un salarié supplémentaire doit être employé.

i) Pendant le chargement ou le déchargement des vaisseaux, 1 ou 2 contre-maîtres (walking bosses) sont employés par embarcadère, au choix du surintendant de l'employeur ou du contracteur-arrimeur.

j) Les employeurs ou les contracteurs-arrimeurs ont le droit de juger de quelle manière les salariés de l'équipe doivent être distribués; ils ont également le droit de se servir de glissoires ou d'employer toute autre méthode pratique et sûre de chargement ou de déchargement.

k) Toute mésentente quant à l'interprétation des conditions de travail contenues dans le décret doit être soumise au surintendant de l'employeur ou au contracteur-arrimeur par le représentant des salariés sur les quais, et non pas aux salariés. Dans le cas où une dispute ne peut être réglée quant à l'interprétation de toute clause de ces conditions de travail, les salariés doivent continuer à travailler et telle dispute est soumise à un comité d'arbitrage formé de trois (3) membres, un choisi par les employeurs, un par les salariés et un président conjointement choisi par les deux autres. Tel comité doit siéger sans délai inutile et la décision de la majorité sera finale et liera les deux parties.

VI. *Déchargement d'un vaisseau*: a) Une équipe régulière pour le déchargement des marchandises au moyen de voitures à mains est composée de seize (16) salariés. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ou de la voiture ne doit pas excéder 1,200 livres, avec une marge de 5%, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

b) Une équipe régulière pour le déchargement de toute cargaison au moyen de voitures mécaniques ou remorques est composée de seize (16) salariés. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 2,000 livres, 5% de marge,

V. *Special provisions*: a) All orders to the men shall be given through their respective foremen.

b) Any man found smoking in the hold, pilfering or under the influence of liquor while at work, shall be discharged at any time.

c) Any extra man called during the forenoon or during the afternoon shall be paid from 8.30 a.m., or 1.30 p.m., until noon or 6.00 p.m., respectively, except when the whole gang is discharged, but such extra man can be shifted from gang to gang if necessary.

d) When a gang has to go from one place to another, after receiving orders to do so, the men shall be paid from the time such order is issued to them.

e) When using two-wheeled handtrucks, two (2) men shall be employed on the truck when the truckload exceeds 800 lbs., net weight of cargo. If one piece it may be 850 lbs.

f) Dunnage must be put in sling and lowered with winch if men are working in the hold.

g) Hatch beams must be taken off or bolted when men are working in the hatch and using a winch.

h) When cargo in bags is piled up in the shed more than 7 bags high, or when hay in bales is piled up on the shed more than 5 bales high, or when canned goods are piled up in the shed more than 7 feet high, one extra man shall be employed.

i) Ships in course of loading or unloading shall require 1 to 2 walking bosses per pier, at option of Employer's Superintendent and-or Contracting Stevedore.

j) The Employers and-or Contracting Stevedores shall have the right to judge how all men in the gang are to be distributed, and shall also have the right to work with falls together or any other practical and safe method of loading or unloading.

k) Any dispute as to the interpretation of the working conditions herein contained shall be taken up by the Longshoremen's representative on the wharves with the Employer's superintendent and-or Contracting Stevedore, and not with the men. Should there be any dispute which cannot be adjusted as to the interpretation of any of the clauses of these working conditions, the men shall continue to work, and such dispute shall be referred to a committee of arbitration consisting of three (3) members, one selected by the employers, one by the employees, and a chairman selected jointly by the other two. Such committee shall sit without any unnecessary delay, and a majority decision shall be final and binding on both parties.

VI. *Unloading of a ship*: a) Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo landed on handtrucks, and when this number of men is employed neither the slingload nor the truckload shall exceed 1,200 lbs, net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and-or package.

b) Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo landed on mechanical trucks and-or trailers, and when this number of men are employed the slingload shall not exceed, 2,000 lbs. net weight of cargo. 5% margin, except in the case of a single piece and-or

excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet. Il ne doit pas y avoir moins de six salariés dans la cale.

c) Une équipe régulière pour le déchargement des marchandises sur les quais ou sur les wagons est composée de seize (16) salariés, quand ces marchandises ne sont pas déchargées au moyen de voitures à mains, voitures mécaniques ou remorques. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 1,600 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

d) Une équipe régulière pour le déchargement de toute cargaison dans un autre vaisseau est composé de dix-huit (18) salariés. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 2,000 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

e) Les employeurs ou les contracteurs-arriéreurs ont le droit, en tout temps, d'augmenter les charges de l'élingue mentionnées aux paragraphes "a", "b", "c" et "d" du présent article; dans ce cas, ils doivent augmenter le nombre de salariés de l'équipe et ont droit de juger eux-mêmes du nombre de salariés supplémentaires requis.

f) Nonobstant les dispositions des paragraphes "a" à "e" inclusivement, les charges de l'élingue (déchargement) sont les suivantes pour les marchandises ci-après mentionnées:

*Sucre brut des raffineries aux vaisseaux des Grands Lacs:*

Sacs, 320 lbs . . . . .	5 par élingue
Sacs, 275 à 230 lbs. . . . .	7 par élingue
Sacs, 230 à 180 lbs . . . . .	8 par élingue
Sacs, moins de 180 lbs. . . . .	10 par élingue

(poids net de la cargaison, 5% de marge)

*Pâte de bois en balles:*

Balles au-dessus de 280 lbs . . . . .	6 par élingue
Balles de 280 à 160 lbs . . . . .	8 par élingue
Balles de moins de 160 lbs . . . . .	10 par élingue

(et pas moins de 20 salariés par équipe et pas moins de 8 salariés dans la cale de chaque vaisseau).

*Ferblanc:* 10 boîtes par élingue ou l'équivalent, ne devant pas excéder 2,240 livres, poids net du chargement, quand il est déchargé sur des voitures mécaniques ou remorques ou quand il est déchargé dans un autre vaisseau.

*Bois de construction:* 35 pieds de longueur ou plus: un par élingue, s'il est pris dans la cale pour être déchargé sur toute voiture; deux ou plus par élingue, selon les dimensions, s'il est déchargé du pont. Bois de 8 x 8, 20 pieds de longueur; 6 par élingue.

*Caoutchouc:* (Balles pesant de 210 à 260 livres chacune) 6 balles par élingue.

VII. *Chargement d'un navire:* a) Une équipe régulière pour le chargement des marchandises au moyen de voitures à mains est composée de seize (16) salariés. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ou de la voiture ne doit pas excéder 1,400 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

b) Une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison des quais ou des wagons, quand les voitures à mains ou mécaniques ne sont pas employées, est composée de seize (16) salariés. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 1,600 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

c) 1. Une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison au moyen de voitures méca-

package. Not less than six (6) men in the hold.

c) Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo on the wharves or cars, when not landed on handtrucks or mechanical trucks and-or trailers, and when this number of men are employed the slingload shall not exceed 1,600 lbs, net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and-or package.

d) Eighteen (18) men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo overside into another vessel, and when this number of men are employed the slingload shall not exceed 2,000 lbs, net weight of cargo 5% margin, except in the case of a single piece and-or package.

e) The Employers and-or Contracting Stevedores shall have the right, at any time, to increase the slingloads mentioned in subsections "a", "b", "c" and "d" of the present section; in such event, they shall increase the number of men in the gang, but shall have the right to judge as to the number of extra men needed.

f) Notwithstanding the subsections "a" to "e" inclusive, the following shall be the slingloads (unloading) of the undernoted commodities.

*Raw sugar at the Refineries and overside to Lake Vessels:*

Bags, 320 lbs. . . . .	5 per sling
Bags, 275 to 230 lbs. . . . .	7 per sling
Bags, 230 to 180 lbs. . . . .	8 per sling
Bags, under 180 lbs . . . . .	10 per sling

(net weight of cargo, 5% margin)

*Baled Woodpulp:*

Bales over 280 lbs . . . . .	6 per sling
Bales 280 to 160 lbs. . . . .	8 per sling
Bales under 160 lbs. . . . .	10 per sling

(and not less than 20 men in gang and not less than 8 men in hold of each ship)

*Tinplate:* 10 boîtes per sling, or equivalent, not to exceed 2,240 lbs, net weight of cargo when unloaded on to mechanical trucks and-or trailers, or when unloaded into another vessel.

*Timber:* 35 ft. in length or more, one per sling from hold, landed on any kind of buggy, but when from deckload, two or more per sling subject to size. Timber 8 x 8, 20 ft. in length, 6 per sling.

*Rubber (Bales weighing 210 to 260 lbs, each):* 6 bales per sling.

VII. *Loading of a ship:* a) Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo from handtrucks, and when this number of men are employed, neither the slingload nor the truckload shall exceed 1,400 lbs., net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and-or package.

b) Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo from wharves or cars when hand or mechanical trucks are not used, and when this number of men are employed, the slingload shall not exceed 1,600 lbs., net weight of cargo 5% margin, except in the case of a single piece and-or package.

c) 1. Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo with me-

niques ou remorques, quand celles-ci ne sont pas chargées par les débardeurs, est composée de seize (16) salariés. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 2,240 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

2. Une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison au moyen de voitures mécaniques ou de remorques, quand celles-ci sont chargées par les débardeurs, est composée de dix-sept (17) salariés (ne comprenant pas le conducteur du remorqueur). Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 2,240 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

d) Une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison d'un vaisseau à un autre, est composée de dix-huit (18) salariés. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 2,000 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

e) Les employeurs ou les contracteurs-arrièrers ont le droit, en tout temps, d'augmenter les charges de l'élingue mentionnées aux paragraphes "a" à "d" inclusivement du présent article; dans ce cas, ils doivent augmenter le nombre de salariés de l'équipe et ont le droit de juger eux-mêmes du nombre de salariés supplémentaires requis. Toutefois, lorsque les voitures à mains ordinaires sont employées pour le chargement de la farine (sacs de 140 lbs), il doit y avoir huit (8) salariés dans la cale, lorsque la charge de l'élingue n'excède pas dix (10) sacs et dix (10) salariés, lorsque la charge dépasse dix (10) sacs mais ne dépasse pas quinze (15) sacs. Lorsque les voitures mécaniques et remorques sont employées dans le hangar seulement, il doit y avoir huit (8) salariés dans la cale, lorsque la charge de l'élingue ne dépasse pas douze (12) sacs et dix (10) salariés, lorsque la charge dépasse douze (12) sacs mais ne compte pas plus de quinze (15) sacs.

f) Nonobstant les dispositions des paragraphes "a" à "e" inclusivement du présent article, les charges de l'élingue sont les suivantes pour les marchandises ci-après mentionnées:

*Rouleaux de papier:*

Jusqu'à 500 livres. . . . . 3 par élingue  
de 500 à 1,000 livres. . . . . 2 par élingue  
au-dessus de 1,000 livres. . . . . 1 par élingue  
(lorsque chargés des voitures à mains)

*Cuivre:*

Jusqu'à 1,000 livres . . . . . 2 par élingue  
au-dessus de 1,000 livres. . . . . 1 par élingue

*Madriers et bois de construction:*

Madriers de pin et de sapin, 3", 12 morceaux par élingue, excepté les madriers de sapin n'excédant pas 7" de largeur, 14 morceaux.

Madriers de pin ou de sapin, 2", 18 morceaux par élingue.

Lorsque les planches ou voliges de sapin ou de pin sont manœuvrées ensemble, pas moins que l'équivalent de 12 morceaux de 3".

Pin ou sapin, 1", 30 à 32 morceaux.

Pin ou sapin (voliges): équivalent de 12 morceaux de 3".

Pin ou sapin (bouts de planches): 8 à 10 pieds de longueur, 18 morceaux.

Pin ou sapin (bouts de planches): 10 à 12 pieds de longueur, 16 morceaux.

Pin ou sapin (bouts de planches): 2 à 7 pieds de longueur, 32 morceaux.

Bouleau (saw birch): 4", 10 morceaux; 3" 12 morceaux; 2", 16 morceaux; 1", 30 morceaux.

mechanical trucks and-or trailers, when the trucks and-or trailers are not loaded by Longshoremen, and when this number of men are employed the slingload shall not exceed 2,240 lbs, net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and-or package.

2. Seventeen (17) men (excluding driver of tow-motor) shall constitute a regular gang for the loading of all cargo with mechanical trucks and-or trailers, when the trucks and-or trailers are loaded by the loading gang, and when this number of men are employed the slingload shall not exceed 2,240 lbs, net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and-or package.

d) Eighteen (18) men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo overside a vessel, and when his number of men are employed, the slingload shall not exceed 2,000 lbs, net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and-or package.

e) The Employers and-or Contracting Stevedores shall have the right, at any time, to increase the slingloads mentioned in subsections "a" to "d" inclusive, of the present section, and in such event they shall increase the number of men in the gang, but shall have the right to judge as to the number of extra men needed.

However, in the case of loading flour (140 lb. bags), and when ordinary handtrucks are used, there shall be eight men in the hold when the slingload does not exceed 10 bags, and ten men in the hold when the slingload is over 10 bags, but not over 15 bags. When trucks and trailers are used only in the shed, there shall be eight men in the hold when the slingload does not exceed 12 bags, and ten men in the hold when the slingload is over 12 bags, but not over 15 bags.

f) Notwithstanding subsections "a" to "e" inclusive of the present section, the following shall be the slingloads for the undernoted commodities:

*Rolls of Paper:*

Up to 500 lbs. . . . . 3 per sling  
500 to 1,000 lbs. . . . . 2 per sling  
Over 1,000 lbs. . . . . 1 per sling  
(when loading from handtrucks)

*Cooper:*

Up to 1,000 lbs . . . . . 2 per sling  
Over 1,000 lbs . . . . . 1 per sling

*Deals and Lumber:*

Pine or Spruce deals, 3", 12 pieces per sling except spruce deals not exceeding 7" wide, 14 pieces.

Pine or Spruce deals, 2", 18 pieces per sling.

When spruce or pine scantlings or deals are handled together, not less than the equivalent of 12 pieces of 3".

Pin or spruce, 1", to 32 pieces.

Pine or spruce scantlings, equivalent of 12 pieces of 3".

Pine or spruce deal ends, 8 to 10 ft. long, 18 pieces.

Pine or spruce deal ends, 10 to 12 ft. long, 16 pieces.

Pine or spruce deal ends, 2 to 7 ft. long, 32 pieces.

Le bois excédant 16 pieds de longueur, 3" d'épaisseur, est considéré comme du bois long et la charge est de 10 morceaux.

Les quantités de madriers ou de bois de construction ci-haut mentionnées s'appliquent aux opérations faites au moyen de voitures à mains seulement.

Quand des voitures mécaniques ou des remorques sont utilisées, les quantités peuvent être augmentées.

Le chargement du bois des wagons ou des quais découverts au vaisseau est considéré comme une opération séparée, lorsque l'on ne se sert pas des voitures ou des remorques. Dans ce cas, la charge de l'élingue doit être conforme aux conditions existantes et l'équipe ne doit pas compter moins de seize (16) salariés.

VIII. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1946. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre 1946 ou avant le 31 décembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

15074-o A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2862

Québec, le 17 juillet 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux Employés des Services du Gaz et de l'Électricité de la cité de Sherbrooke.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté une requête au Ministre du Travail, à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La Cité de Sherbrooke,

Et, D'AUTRE PART:

Les Employés des Services du Gaz et de l'Électricité de Sherbrooke Inc., pour l'employeur et les salariés des métiers et occupations visées, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 mai 1946;

ATTENDU que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les métiers et occupations visés et la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les prescriptions de ladite Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Saw birch, 4", 10 pieces; Saw birch, 3", 12 pieces; Saw birch, 2", 16 pieces; Saw birch, 1", 30 pieces.

All timber exceeding 16 ft. in length, 3" thick, will be considered as long timber, and the load will be 10 pieces.

The foregoing quantities of deals and-or lumber cover operations with handtrucks only. When mechanical trucks and-or trailers are used, the quantities may be increased.

The loading of lumber from cars or open wharves to ship will be a separate operation when no truck of trailer is used, and the sling-load shall be governed by prevailing conditions, the gang for this operation not to comprise less than 16 men.

VIII. *Duration of the decree:* The present decree shall remain effective until the 31st of December 1946. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party serves written notice on the other party to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30) prior to December 31st, 1946, or prior to December 31st of any subsequent year. Such a notice shall also be sent to the Minister of Labour.

15074-o A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2862

Quebec, July 17, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the Gas and Electric Services of the City of Sherbrooke.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted a request to the Minister of Labour for the purpose of rendering obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The city of Sherbrooke

And, ON THE OTHER PART:

"Les Employés des Services du Gaz et de l'Électricité de Sherbrooke inc." for the employer and the employees of the trades and occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 4, 1946;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the trades and occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the said Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against the said request;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour;



<b>Usine à Gaz:</b>		<b>Gas shop:</b>	
Essayeur de compteurs .....	38.00	Meter tester .....	38.00
Réparateur de compteurs et débosseur.	28.00	Man committed to meter repair and dent removing. ....	28.00
Réparateur de compteurs .....	25.00	Meter repairer .....	25.00
<b>Soudeur à l'électricité:</b>		<b>Electric welder: Class "A"</b>	
Classe "A" .....	32.00	" " "B" .....	26.40
Classe "B" .....	26.40	Operator .....	36.00
Préposé au générateur à gaz .....	36.00	Fireman .....	33.00
Chauffeur .....	33.00	Man committed to meter installation and replacement .....	35.00
Installateur et changeur de compteur ..	35.00	Specialized labourers .....	28.00
Manœuvre spécialisé .....	28.00	Labourers (common) .....	26.00
Manœuvre ordinaire .....	26.00		

**IV. Heures de travail:** a) Pour les employés qui travaillent pendant le jour seulement, la journée de travail est de huit heures, comprises entre huit heures du matin et cinq heures de l'après-midi durant six jours par semaine.

b) Pour les employés qui travaillent par équipe, la journée de travail est de huit heures durant six jours par semaine.

**V. Heures de travail supplémentaires:** a) Les employés qui sont dans la catégorie à laquelle s'applique le paragraphe "a" de l'article IV doivent être payés temps et quart après huit heures de travail par jour pendant la semaine, et temps et demi pour le travail exécuté le dimanche et les jours de fête chômés.

b) Les employés qui sont dans la catégorie à laquelle s'applique le paragraphe "b" de l'article IV doivent être payés temps et quart après huit heures de travail par jour.

c) Temps simple doit être payé aux employés de cette dernière catégorie lorsqu'ils travaillent plus de huit heures par jour, ou plus de six jours par semaine pour remplacer un autre employé.

**VI. Uniformes et équipement:** a) L'employeur doit fournir aux employés qui travaillent sur les lignes électriques:

- un imperméable noir,
- un couvre-chef de caoutchouc,
- une paire de bottes de caoutchouc,
- les outils nécessaires à leur métier,
- les appareils de protection nécessaires,
- quatre paires de gants de cuir par année,
- un coupe-vent genre "Parka".

b) L'employeur doit fournir tous les ans au mois de mai, aux employés réguliers du département des compteurs, après une année de service, et aussi au dépanneur:

- un complet de deux pantalons,
- une casquette,
- un imperméable noir,
- une paire de bottes de caoutchouc.

c) Tous les trois ans, l'employeur doit fournir aux employés réguliers du département des compteurs, après qu'ils ont été en service pendant au moins un an:

- un pardessus court.

d) Les bottes et l'imperméable sont remplacés avec l'approbation du Surintendant des Services du Gaz et de l'Électricité.

**VII. Jours chômés:** a) Les jours de fête chômés et payés sont les suivants:

Le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, l'Ascension, le 24 mai (Fête de Dollard), la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et Noël.

b) Les employés qui, les jours de fête chômés, ont été nommés pour répondre aux appels, d'urgence, de huit heures du matin à cinq heures de l'après-midi, ont le privilège de prendre une journée de congé payée, comme compensation pour le travail exécuté le jour de fête chômé.

**IV. Hours of work:** a) For the employees doing day work only, the working day consists of eight hours distributed between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. during six days per week.

b) For the employees working in shifts, the working day consists of eight hours during six days per week.

**V. Overtime:** a) Employees in the category referred to in subsection "a" of section IV shall receive time-and-one-quarter after eight hours or work per day during the week, and time-and-a-half for work done on Sunday and observed holidays.

n) Employees in the category to which applies subsection "b" of section IV shall receive time-and-one-quarter after eight hours of work per day.

c) Straight time shall be paid to the employees of the latter category for work done in excess of eight hours per day, or of six days per week, to replace another employee.

**VI. Uniforms and equipment:** a) The employer will supply the employees on electric lines with:

- one black rain-coat
- one rubber cap
- one pair of rubber boots
- the tools required in their craft
- the necessary protective equipment
- four pairs of leather gloves per year
- one wind-breaker (parka).

b) The employer will supply every year, in May, the regular employees of the meters department after one year of service, and the troublemen, with:

- one suit of clothes (two pairs of pants)
- one cap
- one black rain-coat
- one pair of rubber boots

c) Every three years, the employer will supply the regular employees of the meters department, with a minimum of one year of service, with:

- one short overcoat.

d) The boots and rain-coat will be replaced with the approval of the superintendent of the Gas and Electric Services.

**VII. Holidays:** a) The holidays which will be kept and paid are the following:

New Years Day, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, May 24 (Dollard Day), St. Jean Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

b) The employees who, on holidays, have been designated to answer urgency calls, from 8.00 a.m. to 5.00 p.m. have the privilege to take a day off with pay as a compensation for the work done on a holiday.

c) Les dispositions des paragraphes "a" et "b" du présent article ne s'appliquent pas aux employés préposés à un emploi, service ou opération nécessairement continuel et obligatoires.

VIII. *Vacances payées*: Après un an de service, tout employé a droit à une semaine de vacances payées par année.

IX. *Congés pour maladie*: Les employés des services du gaz et de l'électricité ont droit à six jours d'absence de leur travail pour cause de maladie chaque année, avec droit à leur salaire.

Ces six jours d'absence pour cause de maladie ou le nombre de jours qui n'ont pas été pris pour cette raison, s'accumulent d'année en année, comme absence pour cause de maladie.

En cas d'accident du travail, les jours de maladie n'affectent pas le nombre de jours d'absence pour cause de maladie ci-dessus prévu.

Le Surintendant des Services de l'Électricité et du Gaz peut, quand il le juge à propos, exiger un certificat de médecin.

X. *Ancienneté*: Dans tous les cas de promotions, de déplacements, de renvois massifs ou de réengagements, l'employeur doit tenir compte des facteurs suivants dans leur ordre et prendre une décision avec les représentants de l'autre partie à la convention collective.

1er. La longueur de service continu, en tenant compte toutefois que, lorsque l'employeur a alloué certaines périodes de congé pour maladie ou autres raisons très graves, cela ne fait pas perdre le droit d'ancienneté à moins que telle période de congé accordée n'ait dépassé six (6) mois consécutifs.

2ième. L'habileté, la capacité, la qualification.

3ième. Si dans l'opinion des parties les autres facteurs s'équivalent ou à peu près, ce sont les charges de famille qui décident.

XI. Du consentement des parties contractantes, l'observance du présent décret doit être surveillée et assurée par le Comité paritaire des Services municipaux de Sherbrooke.

XII. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 1er janvier 1947. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er janvier de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

A. MORISSET,

15073-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2859

Québec, le 17 juillet 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une prolongation du décret relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 3519 du 24 septembre 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec, soit de nouveau prolongé jusqu'au 1er novembre 1946.

A. MORISSET,

15063-o Greffier du Conseil Exécutif.

c) The provisions of subsections "a" and "b" of the present section do not apply to the employees committed to an office, a service or an operation which is necessarily continuous and obligatory.

VIII. *Vacations*: After one year of service, every employee is entitled to a week of vacation with pay, per year.

IX. *Days off on account of illness*: The employees of the Gas and Electric Services are entitled to six days off per year, with pay, on account of illness.

These six days of the number of days not taken for that reason will accumulate from year to year and lengthen the period of absence for illness.

In case of occupational accidents, the days of sickness resulting therefrom will not affect the number of days of absence for illness stipulated above.

The superintendent of the Electric and Gas Services may, when deemed advisable, exact a doctor's certificate.

X. *Seniority*: In all cases of promotions, changes, mass dismissals or reemployments, the employer shall take into account the following factors in the following order, and take a decision with the representatives of the other party to the collective agreement:

1st. The length of continuous service taking into account, however, that when the employer has allowed certain periods of absence for illness or other serious reasons, it will not affect the seniority right unless the period of absence so granted exceeds six (6) consecutive months;

2nd. The skill, capacity and competency;

3rd. If, in the opinion of the parties, the other factors amount to about the same thing, consideration will then be given to the number of dependents of the employees concerned.

XI. With the consent of the contracting parties, the administration of the present decree shall be ensured and supervised by the Municipal Services Joint Committee of Sherbrooke.

XII. *Duration of the decree*: The present decree remains in force until January 1, 1947. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party in writing to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), prior to January 1st of each year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

A. MORISSET,

15073-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2859

Quebec, July 17, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extension of the decree relating to the dress industry in the Province of Quebec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 3519, of September 24, 1940, and amendments, relating to the dress industry in the province of Quebec, be again extended until November 1st, 1946.

A. MORISSET,

15063-o Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 2852

Québec, le 17 juillet 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification du décret relatif aux métiers du bâtiment dans la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation d'une modification au décret numéro 1983 du 24 septembre 1938 et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 30 mars 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret soit modifié de la façon suivante:

La dernière phrase de l'article XIII, relatif à la durée du décret, est remplacée par les suivantes:

"Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 janvier de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

A. MORISSET,

15086-o

Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 2850

Québec, le 17 juillet 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Hull.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'Association des Maîtres-Barbiers du district de Hull et le Syndicat interprofessionnel représentant les employés-barbiers du district de Hull ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 2246 du 27 août 1941 et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Hull;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 18 mai 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

ATTENDU que le Conseil régional du Travail a approuvé les modifications proposées dans

**ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 2852

Quebec, July 17, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the building trades in the city of St. John and the town of Iberville.

WHEREAS, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment to the decree number 1983, of September 24, 1938, and amendments, relating to the building trades in the city of St. John and the town of Iberville;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 30, 1946;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree be amended as follows:

The last sentence of section XIII, relating to the duration of the decree, is replaced by the following:

"It shall then renew itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notify the other party in writing to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before January 31, of each year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,

15086-o

Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 2850

Quebec, July 17, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdresser trades in the Hull region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), "L'Association des Maîtres-Barbiers du district de Hull" and "Le Syndicat interprofessionnel" representing the barber-employees of the district of Hull have submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 2246, of August 27, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the Hull region;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 18, 1946;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

WHEREAS the Regional Labour Board has approved the amendments proposed in the said

ladite requête, par décision rendue à sa séance du 3 juillet 1946;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2246, soit modifié de la façon suivante:

1° L'alinéa intitulé "Zone I", apparaissant au paragraphe "b" de l'article III, est remplacé par le suivant:

"Zone I: Les mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi: de 8.30 a.m. à 7.00 p.m.;

Les veilles de fêtes chômées: de 8.30 a.m. à 7.00 p.m.;

Le lundi doit être chômé toute la journée."

2° Les paragraphes "d" et "e" suivants sont ajoutés à l'article IV:

"d) Dans la zone I, un salarié régulier qui ne fait pas sa semaine de travail complète est payé à raison de 65% des recettes de son travail et il n'a pas droit au taux de salaire régulier de \$16.00 par semaine. Le même pourcentage s'applique aux salariés surnuméraires."

"e) Dans la zone I, tout salarié barbier qui a travaillé pendant une année entière pour le même employeur, sans aucune perte de temps, a droit à une semaine de vacances payées. Le taux de salaire payé pour cette semaine de vacances est de \$16.00."

A. MORISSET,

15084-o

Greffier du Conseil Exécutif.

request by a decision taken at its meeting of July 3, 1946;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2246, be amended as follows:

1. The paragraph headed "Zone I" contained in subsection "b" of section III, is replaced by the following:

"Zone I: On Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday: from 8.30 a.m. to 7.00 p.m.

On holiday eves: from 8.30 a.m. to 7.00 p.m.

No work shall be performed on Monday."

2. The following subsection "d" and "e" are added to section IV:

"d) In Zone I, a regular employee not working the entire week shall be paid 65% of the receipts of his work and will not be entitled to the weekly regular rate of \$16.00. The same percentage applies to supernumerary employees (extras)."

"e) In zone I, a barber-employee having worked one entire year for the same employer, and without loss of time, will be entitled to a vacation of one week with pay. The rate of pay for such week of vacation is \$16.00."

A. MORISSET,

15084-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2851

Québec, le 17 juillet 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation d'une modification au décret numéro 3011 du 6 novembre 1941 et amendements, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la Gazette officielle de Québec, édition du 30 mars 1946;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret soit modifié de la façon suivante:

La dernière phrase de l'article VII, relatif à la durée du décret, est remplacée par les suivantes:

"Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 8 novembre de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

A. MORISSET,

15085-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2851

Québec, July 17, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the barber and hairdresser trades in the city of St. John and the town of Iberville.

WHEREAS, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment to the decree number 3011, of November 6, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the city of St. John and the town of Iberville;

WHEREAS the said notice has been published in the Quebec Official Gazette, issue of March 30, 1946;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree be amended as follows:

The last sentence of section VII, relating to the duration of the decree, is replaced by the following:

"It shall then renew itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notify the other party in writing to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before November 8, of each year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,

15085-o

Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

—  
Numéro 2853

—  
Québec, le 17 juillet 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint des Métiers de la Construction de Joliette a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1407 du 3 avril 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 30 mars 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret soit modifié de la façon suivante:

L'article XIII, relatif à la durée du décret, est remplacé par le suivant:

"XIII. *Durée du décret*: le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 28 février 1947. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 28 février 1947 ou avant le 28 février de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

A. MORISSET,

15087-o Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

—  
Numéro 2854

—  
Québec, le 17 juillet 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif au métier d'horloger dans l'Île de Montréal, l'Île Jésus et le comté de Terrebonne.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de l'horlogerie a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 2816, du 4 octobre 1943, et amendements, relatif au métier d'horloger dans l'Île de Montréal, l'Île Jésus et le comté de Terrebonne;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er juin 1946;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

**ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

—  
Number 2853

—  
Québec, July 17, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the construction industry in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and L'Assomption.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Building Trade Joint Committee of Joliette has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 1407, of April 3, 1940, and amendments, relating to the construction industry in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and L'Assomption;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 30, 1946;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree be amended as follows:

Section XIII, relating to the duration of the decree, is replaced by the following:

"XIII. *Duration of the decree*: The present decree remains in force until February 28, 1947. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party notify the other party in writing to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before February 28, 1947, or before February 28 of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,

15087-o Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

—  
Number 2854

—  
Quebec, July 17, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the clockmaker trade in the Island of Montreal, Jesus Island and the county of Terrebonne.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the Parity Committee of Horology has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 2816, of October 4, 1943, and amendments, relating to the clockmaker trade in the Island of Montreal, Jesus Island and the county of Terrebonne;

WHEREAS the said request has been published in the issue of June 1, 1946, of the *Quebec Official Gazette*.

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2816, soit modifié de la façon suivante:

1° Les mots suivants sont ajoutés à l'alinéa "1" du paragraphe "a" de l'article VII:

"et ne pas avoir plus de vingt-cinq (25) ans."

2° Le paragraphe "c" de l'article VIII est radié et remplacé par le suivant:

"c) Tout individu, société, firme ou corporation qui, n'exerçant pas le métier d'horloger ou n'étant pas détenteur d'un certificat de qualification conformément à la Loi, tient ou opère un établissement où il exerce, exécute ou accepte habituellement pour la faire exécuter par contrat de louage d'ouvrage ou par contrat de louage de services l'une des opérations définies au paragraphe "a" de l'article I du présent décret, et la fait ainsi exécuter, doit avoir à son emploi, dans cet établissement, au moins un horloger senior possédant un certificat de qualification."

A. MORISSET,

15088-o

Greffier du Conseil Exécutif.

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2816, be amended as follows:

1° The following words are added to paragraph "1" of subsection "a" of section VII:

"and not more than twenty-five (25)."

2° Subsection "c" of section VIII is deleted and replaced by the following:

"c) Any individual, partnership, firm or corporation not plying the clockmaking trade or not holding a certificate of competency pursuant to the Act, but keeping or operating an establishment in which he carries on, performs or habitually accepts, to have it done through a labour or services hiring contract, one of the operations defined in subsection "a" of section I of the present decree, and has it so performed, must employ, in such establishment, at least one senior clockmaker holding a certificate of competency."

A. MORISSET,

15088-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2857

Québec, le 17 juillet 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une prolongation du décret relatif à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 2375 du 11 septembre 1937 et amendements, relatif à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec, soit prolongé jusqu'au 1er octobre 1946.

A. MORISSET,

15061-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2857

Québec, July 17, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extension of the decree relating to the ladies cloak and suit industry in the province of Québec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 2375, of September 11, 1937, and amendments, relating to the ladies cloak and suit industry in the province of Québec, be extended until October 1st, 1946.

A. MORISSET,

15061-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2855

Québec, le 17 juillet 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux tanneries et corroieries dans la province de Québec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint des Tanneries et Corroieries de la province de Québec a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 523 du 5 février 1940 et amendements, relatif aux tanneries et corroieries dans la province de Québec;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 avril 1946;

ATTENDU qu'une autre requête a été présentée au Ministre du Travail par "Le Syndicat national des Tanneurs et Corroyeurs inc." de Saint-Hyacinthe, à l'effet d'être accepté comme partie co-contractante à la convention collective de travail rendue obligatoire par ledit décret;

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2855

Québec, July 17, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the tanners and curriers in the province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Tanners and Curriers Joint Committee of the Province of Québec has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 523, of February 5, 1940, and amendments relating to the tanners and curriers in the province of Québec;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 6, 1946;

WHEREAS another request has been submitted to the Minister of Labour by "Le Syndicat national des Tanneurs et Corroyeurs inc." of St. Hyacinthe, for the purpose of being accepted as co-contracting party to the collective labour agreement rendered obligatory by the said decree;

ATTENDU que cette deuxième requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 8 juin 1946;

ATTENDU que le comité paritaire chargé de surveiller l'application dudit décret a été dûment consulté;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ces deux requêtes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

1° QUE "Le Syndicat national des Tanneurs et Corroyeurs inc." de Saint-Hyacinthe, soit traité comme partie co-contractante et que son nom soit ajouté dans ledit décret aux parties de première part.

2° QUE ledit décret, numéro 523, soit modifié de la façon suivante:

a) L'article VI est abrogé et remplacé par le suivant:

"VI. Heures de travail: La durée hebdomadaire du travail pour les salariés de chaque catégorie est la suivante:

Catégorie I: 60 heures réparties comme suit:

11 heures de travail par jour du lundi au vendredi inclusivement et 5 heures le samedi matin;

Catégorie II: 72 heures;

Catégorie III: 55 heures réparties comme suit:

10 heures de travail par jour du lundi au vendredi inclusivement et 5 heures le samedi matin;

Catégorie IV: 55 heures, dont la répartition quotidienne est la même que celle de la catégorie III."

b) Le paragraphe "l" de l'article VIII-A est modifié en remplaçant, à la sixième ligne, les mots "les douze mois de services qui suivent" par les mots "la période de service comprise entre le 15 juin et le 15 septembre qui suit".

c) Le paragraphe "3" de l'article VIII-A est modifié en remplaçant, à la dernière ligne, les mots "pendant les douze mois suivants" par les mots "pendant la période comprise entre le 15 juin et le 15 septembre".

A. MORISSET,

15089-o Greffier du Conseil Exécutif.

WHEREAS this second request has been published in the Quebec Official Gazette, issue of June 8, 1946;

WHEREAS the Parity Committee entrusted with the administration of the said decree has been duly consulted;

WHEREAS no objection has been made against the approval of these two requests;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

1. THAT "Le Syndicat national des Tanneurs et Corroyeurs inc." of St. Hyacinthe, be treated as co-contracting party and that its name be added, in the said decree, to the parties of the first part.

2. THAT the said decree, number 523, be amended as follows:

a) Section VI is deleted and replaced by the following:

"VI. Hours of work: The weekly duration of labour for the employees of each category is the following:

Category I: 60 hours distributed as follows:

11 hours of work per day from Monday to Friday inclusive, and 5 hours Saturday morning;

Category II: 72 hours;

Category III: 55 hours distributed as follows:

10 hours of work per day from Monday to Friday inclusive, and 5 hours Saturday morning;

Category IV: 55 hours with a daily distribution similar to that of category III."

b) Subsection 1 of section VIII-A is amended by replacing, in the 5th line, the words "allowed during the twelve months service" by the words "given during the service period comprised between June 15th and September 15th".

c) Subsection "3" of section VIII-A is amended by replacing, in the last line, the words "during the succeeding twelve months" by the words "during the service period comprised between June 15th and September 15th".

A. MORISSET,

15089-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2858

Québec, le 17 juillet 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une nouvelle prolongation du décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans l'île de Montréal et un rayon de 100 milles de ses limites.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 987 du 24 avril 1941 et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans l'île de Montréal, et un rayon de 100 milles de ses limites, soit de nouveau prolongé jusqu'au 1er octobre 1946.

A. MORISSET,

15062-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2856

Québec, le 17 juillet 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une prolongation du décret relatif

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2858

Quebec, July 17, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a further extension of the decree relating to the printing trades in the Island of Montreal and a radius of 100 miles from its limits.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 987, of April 24, 1941, and amendments, relating to the printing trades in the Island of Montreal and a radius of 100 miles from its limits, be again extended until October 1st, 1946.

A. MORISSET,

15062-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2856

Quebec, July 17, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extension of the decree relat-

à l'industrie de la Broderie dans l'Île de Montréal et un rayon de 10 milles de ses limites.

ing to the embroidery industry in the Island of Montreal and a radius 10 miles from its limits.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE le décret numéro 4269 du 14 novembre 1944, relatif à l'industrie de la Broderie dans l'Île de Montréal, et un rayon de dix (10) milles de ses limites, soit prolongé jusqu'au 1er octobre 1946.

THAT the decree number 4269, of November 14, 1944, relating to the embroidery industry in the Island of Montreal and a radius of ten (10) miles from its limits, be again extended until October 1st, 1946.

A. MORISSET,  
15060-o Greffier du Conseil Exécutif.

A. MORISSET,  
15060-o Clerk of the Executive Council.

### Actions en séparation de biens

### Actions for separation as to property

Canada, Province de Québec, District de Chicoutimi, dans la Cour Supérieure, Cause N° 12,063. Anna-Marie Larouche, épouse légalement commune en biens de Sieur Julien Brassard, ménagère, domiciliée en la Cité d'Arvida, district de Chicoutimi, demanderesse, vs Julien Brassard, résidant à Arvida, district de Chicoutimi, défendeur.

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi, Superior Court, Case No. 12,063. Anna-Marie Larouche, wife common as to property of Julien Brassard, domiciled in the City of Arvida, district of Chicoutimi, plaintiff, vs Julien Brassard, residing at Arvida, district of Chicoutimi, defendant.

Une action en séparation de biens a été intentée et elle a été dûment signifiée le 12 juillet 1946, contre le défendeur.

An action in separation as to property was taken and duly served the 12th day of July 1946, against the defendant.

Chicoutimi, 19 juillet 1946.

Chicoutimi, July 19th 1946.

Les Procureurs de la demanderesse,  
15025-o McNICOLL & FORTIN.

McNICOLL & FORTIN,  
15025-o Attorneys for the plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 246034. Dame Erne Treiling, épouse commune en biens de Walter A. Klaus, des cité et district de Montréal, demanderesse, vs Walter A. Klaus, des cité et district de Montréal, défendeur.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 246034. Dame Erne Treiling, wife common as to property of Walger A. Klaus, of the City and district of Montreal, plaintiff vs Walter A. Klaus, of the City and district of Montreal, defendant.

Une action en séparation de biens a été intentée en ce jour dans la présente cause.

An action in separation as to property has this day been instituted in the present case.

Montréal, 11 juillet 1946.

Montréal, July 11th, 1946.

Le Procureur de la demanderesse,  
15059 JOEL MARCOVITZ.

JOEL MARCOVITZ,  
15059-o Attorney for Plaintiff.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 245604. Dame Florida Hamel, épouse commune en biens de Félix Guérin, gérant, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs ledit Félix Guérin, gérant, même lieu.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 245604. Dame Florida Hamel, wife common as to property of Félix Guérin, manager, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs The said Félix Guérin, manager, of the same place.

Une action en séparation de biens a été instituée entre les parties.

An action for separation as to property has been instituted between the said parties.

Montréal, 22 juillet 1946.

Montreal, July 22, 1946.

Les Procureurs de la demanderesse,  
15064-o BEAULIEU, GOUIN, BOURDON & BEAULIEU.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON  
& BEAULIEU,  
15064 Attorneys for plaintiff.

### Avis divers

### Miscellaneous Notices

Avis est donné par les présentes que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité des Laurentides", en date des 11 et 15 juillet 1946, dont le siège social est situé à L'Annonciation, comté de Labelle, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité des Laurentides", under date the 11th and 15th of July, 1946, whereof the head office is at L'Annonciation, county of Labelle, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 23 juillet 1946.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of July, 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15071-o JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,  
15071 Under Secretary of the Province.

Canada, province de Québec, comté de Roberval

Canada, Province of Quebec, County of Roberval

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE ST-FÉLICIEN

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ST-FÉLICIEN

AVIS

NOTICE

Avis est par le présent donné que la Corporation du Village de St-Félicien dont la population actuelle, telle que constatée par le recensement du 24 juin 1946, ordonné par une résolution du Conseil de la dite Municipalité adoptée le 3, juin 1946, est de 2,074 âmes, et pour faire suite à une résolution adoptée par cette Municipalité à une séance du 2 juillet 1946, présentera une requête au Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil pour l'obtention de lettres patentes érigeant la dite municipalité de village en municipalité de ville, sous l'empire de la loi générale des cités et villes.

Notice is hereby given that the Corporation of the Village of St-Félicien whose actual population according to the census of June 24, 1946, ordered by a resolution adopted on June 3, 1946, is 2,074 souls, and as a result of a resolution adopted by the said Municipality at a meeting held on July 2, 1946, will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council for letters patent erecting the said village municipality into a town municipality, under authority of the Cities and Towns general Act.

Le territoire de la nouvelle municipalité de ville sera le même que celui de l'ancienne municipalité de village, ledit territoire se désignant comme suit:

The territory of the new town municipality to be the same as that of the former village municipality, the said territory being described as follows:

Le village de St-Félicien est situé dans les comté et district de Roberval, et comprend une partie du troisième rang, du cadastre officiel du canton Ashuapmouchouan et une partie du premier rang, du cadastre officiel du canton Demeules.

The village of St-Félicien is situate in the county and district of Roberval, and comprises a part of the third range of the official cadastre for the township Ashuapmouchouan, and a part of the first range, of the official cadastre of the township Demeules.

Le village actuel est borné comme suit, savoir: Vers le nord-est, à la rivière Ashuapmouchouan, en arrière, vers le sud-ouest, au rang deux du canton Demeules, et au rang quatre du canton Ashuapmouchouan, vers le sud-est, au lot numéro quarante-sept-B, du troisième rang, du cadastre du canton Ashuapmouchouan, et vers le nord-ouest, au lot numéro six-A, du premier rang, du cadastre officiel du canton Demeules;

The present village is bounded as follows, to wit: Towards the northeast by the Ashuapmouchouan river, in rear, towards the southwest, by range two of the township Demeules, and by range four of the township Ashuapmouchouan, towards the southeast, by lot number forty-seven-B, of the third range, of the cadastre for the township Ashuapmouchouan, and towards the northwest, by lot number six-A of the first range, of the official cadastre for the township Demeules;

Le territoire inclu dans les limites actuelles du village de St-Félicien, comprend:

The territory included in the actual limits of the village of St-Félicien, comprises:

Dans le troisième rang du canton Ashuapmouchouan: les lots numéros 48-A, 48-B, 48-C, 49-A, 49-B, 49-C.

In the third range of the township Ashuapmouchouan: Lots numbers 48-A, 48-B, 48-C, 49-A, 49-B, 49-C.

Dans le premier rang du canton Demeules: Les lots numéros 1-A, 1-B, 1-C, 1-D, 1-E, 2-A, 2-B, 2-C, 2-D, 3-A, 3-B, 3-C, 3-D, 3-E, 3-F, 3-G, 3-H, 3-I, 3-J, 3-K, 3-L, 4-A, 4-B, 5-A, 5-B, 5-C.

In the first range of the township Demeules: Lots numbers 1-A, 1-B, 1-C, 1-D, 1-E, 2-A, 2-B, 2-C, 2-D, 3-A, 3-B, 3-C, 3-D, 3-E, 3-F, 3-G, 3-H, 3-I, 3-J, 3-K, 3-L, 4-A, 4-B, 5-A, 5-B, 5-C.

Incluant les rues, les ruelles, les avenues, les boulevards et autres chemins publics.

Including the streets, lanes, avenues, boulevards and other public roads.

La nouvelle municipalité sera désigné sous le nom de "Ville St-Félicien".

The new municipality will be designated under the name of "Town of St-Félicien".

Donné au Village de St-Félicien, ce 8ème jour du mois de juillet 1946.

Given at the village of St-Félicien, this 8th day of the month of July, 1946.

Le Secrétaire trésorier de la Corporation du Village de St-Félicien,  
14854-28-4-o CHS. ÉDOUARD SAVARD.

CHS. ÉDOUARD SAVARD,  
Secretary-treasurer of the Corporation  
14854-28-4 of the Village of St-Félicien.

COMMISSION SCOLAIRE DU VILLAGE  
DE ST-JÉROME  
COMTÉ DU LAC SAINT-JEAN

SCHOOL COMMISSION OF THE VILLAGE  
OF ST-JEROME  
COUNTY OF LAKE ST-JOHN

TIRAGE D'OBLIGATIONS

DRAWING OF BONDS

Les obligations suivantes, émises en vertu de la résolution du 27 août 1938, ont été tirées au sort:

The following bonds, issued under resolution of August 27th, 1938, have been drawn by lots:

Dénomination de \$100.00: C-32, 81, 82.

Denomination of \$100.00: C-32, 81, 82.

Dénomination de \$500.00: D-64.

Denomination of \$500.00: D-64.

Les dites obligations seront remboursables le 1er septembre 1946, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of September 1946, from which date they shall cease to bear interest.

15026-o Le Secrétaire-trésorier,  
LAURENT PLOURDE.

15026-o LAURENT PLOURDE,  
Secretary-Treasurer.

**AVIS**

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Canadienne des Concierges et du Personnel d'Entretien des Édifices Publics", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 5 juillet 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, dans le district de Montréal.

15027-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

**AVIS**

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Canadienne des Employés de Magasins de Chaussures, Local N° 1", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 3 juillet 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, dans le district de Montréal.

15028-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

**AVIS**

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Ferréol", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 11 juin 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Ferréol, comté de Montmorency.

15029-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE SAINT-PIERRE  
DANS LE COMTÉ DE JACQUES-CARTIER

*Avis de rachat par anticipation*

Émission de \$95,000.00 sous l'autorité  
du règlement N° 214

Avis public est, par la présente, donné que conformément aux dispositions du règlement N° 214 de la municipalité de la ville Saint-Pierre dans le comté de Jacques-Cartier, le solde des obligations en cours et dues par la susdite municipalité, émises sous l'autorité dudit règlement sera remboursable à compter du premier septembre 1946.

Les porteurs des obligations ci-dessus mentionnées devront, le premier septembre 1946, présenter lesdites obligations, pour paiement, au bureau de la Banque Canadienne Nationale, à Montréal, avec tous les coupons d'intérêt non échus.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du premier septembre 1946.

Donné, ce 25ième jour de juillet 1946.

15032-o Le Secrétaire-trésorier  
de la ville Saint-Pierre,  
H.-FLORIMOND MALO.

**NOTICE**

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Canadienne des Concierges et du Personnel d'Entretien des Édifices Publics", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 5, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

15027 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

**NOTICE**

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Canadienne des Employés de Magasins de Chaussures, Local No. 1", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 3, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, in the district of Montreal.

15028 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

**NOTICE**

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Ferréol", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on June 11, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Ferréol, county of Montmorency.

15029 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF SAINT-PIERRE  
IN THE COUNTY OF JACQUES-CARTIER

*Notice of redemption by anticipation*

Issue of \$95,000.00 under authority  
of By-law No. 214

Public notice is hereby given that, pursuant to the provisions of By-law No. 214 of the Municipality of the town of Saint-Pierre in the county of Jacques-Cartier, the balance of the bonds outstanding and due by the aforesaid municipality, issued under authority of the said by-law shall be redeemable from and after the first of September, 1946.

The holders of the bonds hereinabove mentioned, shall, on the first of September 1946, present said bonds for payment at the office of "La Banque Canadienne Nationale", at Montreal, with all unmatured interest coupons.

The said bonds will cease to bear interest from and after the first of September, 1946.

Given, this 25th day of July 1946.

15032-o H.-FLORIMOND MALO,  
Secretary-Treasurer  
of the town of Saint-Pierre.

**MONTMINY & FRÈRE, INCORPORÉE**

Extrait du procès-verbal d'une assemblée des actionnaires de Montminy & Frère, Incorporée, tenue au siège social de la compagnie à Sillery, le quatrième jour de juillet 1946.

Sur proposition d'Émile Montminy, appuyée par dame Calixta Walsh, est adopté le règlement numéro 3 de la compagnie. Ce règlement se lit ainsi:

Règlement N° 3 concernant le nombre de directeurs:

"Le nombre des directeurs de Montminy & Frère, Incorporée est porté de cinq à quatre.

L'article 3, paragraphe A du règlement N° 1 concernant les affaires générales de la compagnie est en conséquence modifié."

Vraie copie.  
15030-o

Le Secrétaire-trésorier,  
**ROGER MONTMINY.**

VILLAGE DE SAINT-JÉRÔME  
COMTÉ DE LAC SAINT-JEAN

**TIRAGE D'OBLIGATIONS**

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 82, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00: C-114, 124, 126, 134, 135.

Dénomination de \$500.00: D-69, 101, 134.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er septembre 1946, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

15031-o

Le Secrétaire-trésorier,  
**LAURENT PLOURDE.**

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat de Travail de Barraute", en date du 10 juin 1946, dont le siège social est situé à Barraute, comté d'Abitibi-Est, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 18 juillet 1946.

15033-o

Le Sous-secrétaire de la Province,  
**JEAN BRUCHÉSI.**

"VALCARTIER DEVELOPMENT, INC."

**Règlement No 2**

Diminuant le nombre des directeurs de la compagnie de sept (7) à cinq (5)

Attendu qu'il est jugé nécessaire et convenable par tous les actionnaires de la compagnie de diminuer le nombre des directeurs de la compagnie;

En conséquence, il est décrété que le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, diminué de sept (7) à cinq (5).

Je, James Hugh Monaghan, Secrétaire-trésorier de la compagnie Valcartier Development, Inc., certifie que le règlement N° 2 a été dûment adopté par les directeurs à leur assemblée tenue le 28ième jour de juin 1946, à 10 heures du matin, et approuvé par les actionnaires de la corporation à une assemblée des actionnaires tenue le même jour à 11 heures du matin, à laquelle assemblée tous les actionnaires de la corporation étaient présentes, et à laquelle assemblée le règlement N° 2 a été unanimement adopté.

Daté à Québec, le 5 juillet 1946.  
15034

Le Secrétaire-trésorier,  
**JAMES HUGH MONAGHAN.**

**MONTMINY & FRÈRE, INCORPORÉE**

Excerpt from the minutes of the meeting of the shareholders of "Montminy & Frère, Incorporée", held at the head office of the company, at Sillery, on the fourth of July, 1946.

Upon motion of Émile Montminy, seconded by dame Calixta Walsh, by-law No. 3 of the company was adopted. The said by-law reading as follows:

By-law No. 3 concerning the number of directors:

"The number of directors of Montminy & Frère, Incorporée is decreased from five to four.

Section 3, paragraph A of by-law No. 1 concerning the general affairs of the company is consequently amended."

True copy.  
15030

**ROGER MONTMINY,**  
Secretary-Treasurer.

VILLAGE OF SAINT-JÉRÔME  
COUNTY OF LAKE ST. JOHN

**DRAWING OF BONDS**

The following bonds, issued under By-law 82 have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00: C-114, 124, 126, 134, 135.

Denomination of \$500.00: D-69, 101, 134.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of September 1946, from which date they shall cease to bear interest.

15031-o

**LAURENT PLOURDE,**  
Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat de Travail de Barraute", under date the tenth day of June, 1946, whereof the head office is at Barraute, county of Abitibi-East, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of July, 1946.

15033

**JEAN BRUCHÉSI,**  
Under Secretary of the Province.

"VALCARTIER DEVELOPMENT, INC."

**By-Law No. 2**

Reducing the number of Directors of the Company from seven (7) to five (5)

Whereas it is deemed expedient and advisable by all the shareholders of the company to reduce the number of directors of the company;

Therefore, it is enacted that the number of directors of the company is hereby reduced from seven (7) to five (5).

I, James Hugh Monaghan, Secretary-Treasurer of Valcartier Development Inc. certify that By-law No. 2 has been duly adopted by the Directors at their meeting held on the 28th day of June, 1946, at the hour of 10 o'clock in the forenoon and approved by the Shareholders of the Corporation at a Shareholders meeting held on the same day at 11 o'clock in the forenoon at which meeting there were present all the Shareholders of the Corporation, and at which meeting by-law No. 2 has been unanimously adopted.

Dated at Québec July 5th, 1946.  
15034-o

**JAMES HUGH MONAGHAN,**  
Secretary-Treasurer.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Entry Island Co-operative Society", en date du 29 avril 1946, dont le siège social est situé à Entry Island, comté Iles-de-la-Madeleine, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 3 juillet 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15046-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "The Entry Island Credit Union", en date du 27 avril 1946, dont le siège social est situé à Entry Island, comté Iles-de-la-Madeleine, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 3 juillet 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15047-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Canadienne des Ouvriers du Transport Maritime, Local N° 1", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 juillet 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Rimouski, district de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15048-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une fédération de syndicats professionnels sous le nom de "La Fédération de l'U.C.C. de Rimouski-Ouest", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 12 juillet 1946.

Le siège social de la fédération précitée est situé à Rimouski, comté de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15051-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Coopérative d'Aqueduc de Batiscan", en date du 24 juin 1946, dont le siège social est situé à Batiscan, comté de Champlain, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 23 juillet 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15056-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Entry Island Co-operative Society", under date the twenty-ninth day of April, 1946, whereof the head office is at Entry Island, county of Magdalen Islands, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this third day of July, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
15046 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "The Entry Island Credit Union", under date the twenty-seventh day of April, 1946, whereof the head office is at Entry Island, county of Magdalen Islands, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this third day of July, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
15047 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Canadienne des Ouvriers du Transport Maritime, Local N° 1", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 15, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Rimouski, district of Rimouski.

JEAN BRUCHÉSI,  
15048 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of a federation of professional syndicates under the name of "La Fédération de l'U.C.C. de Rimouski-Ouest", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 12, 1946.

The principal place of business of the said federation is at Rimouski, county of Rimouski.

JEAN BRUCHÉSI,  
15051 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Coopérative d'Aqueduc de Batiscan", under date the twenty-fourth day of June, 1946, whereof the head office is at Batiscan, county of Champlain, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of July, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
15056 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Thomas-de-Cherbourg", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 3 juillet 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Thomas-de-Cherbourg, comté de Matane.

Le Sous-secrétaire de la Province,

15052-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Thomas-de-Cherbourg", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 3, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Thomas-de-Cherbourg, county of Matane.

JEAN BRUCHÉSI,

15052 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Thomas-Didyme", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 juillet 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Thomas-Didyme, comté de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la Province,

15053-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Thomas-Didyme", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 15, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Thomas-Didyme, county of Roberval.

JEAN BRUCHÉSI,

15053 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Beaudry", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 20 juin 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Beaudry, comté Rouyn-Noranda.

Le Sous-secrétaire de la Province,

15057-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Beaudry" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on June 20, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Beaudry, county of Rouyn-Noranda.

JEAN BRUCHÉSI,

15057 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de "Conseil central des Syndicats Ouvriers Nationaux Catholiques de Drummondville Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 16 juillet 1946.

Le siège social de la fédération précitée est situé à la Centrale des Syndicats Nationaux et Catholiques de Drummondville, N° 188, rue St-Léon, Ville St-Joseph, Drummondville, P.Q.

Le Sous-secrétaire de la Province,

15058-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of a federation of professional syndicates under the name of "Conseil Central des Syndicats Ouvriers Nationaux Catholiques de Drummondville Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 16, 1946.

The principal place of business of the said federation is at the "Centrale des Syndicats Nationaux et Catholiques de Drummondville, No. 188 St-Léon Street, Town of St-Joseph, Drummondville, P. Q.

JEAN BRUCHÉSI,

15058 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de La Bastonnais", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de La Bastonnais", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of

profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 9 juillet 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à La Bastonnais, comté de Laviolette.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15080-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Vaudreuil", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 25 juin 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Vaudreuil, comté de Vaudreuil.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15081-o JEAN BRUCHÉSI.

Province de Québec

CITÉ DE LONGUEUIL

Avis public est, par les présentes, donné que conformément aux dispositions du règlement 409 de la cité de Longueuil, le solde des obligations actuellement en cours et dues par la susdite cité de Longueuil, émises par ladite cité, sous l'autorité dudit règlement, seront remboursables à compter du 1er septembre 1946.

Les porteurs des obligations ci-dessus mentionnées, devront le 1er septembre 1946, présenter lesdites obligations pour paiement aux bureaux de la Banque Canadienne Nationale dans la province de Québec, avec tous les coupons d'intérêt non échus.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er septembre 1946.

Donné à Longueuil, ce vingt-cinquième jour de juillet, mil neuf cent quarante-six.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,  
15082-o J.-ADRIEN PRÉFONTAINE.

AVIS DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS ÉMISES EN VERTU DU RÈGLEMENT N° 145

Il est par les présentes donné avis que toutes les obligations non remboursées de la ville Mont Royal émises en vertu du règlement municipal N° 145, lesquelles obligations sont datées du 1er mai 1944 et originairement émises pour un capital global de \$225,000, dollars devenant dues annuellement par séries jusqu'au 1er mai 1964, et portant intérêt au taux de 2½, 3, 3½ pour cent par année seront remboursées par anticipation le 1er novembre 1946 date à laquelle le paiement de l'intérêt devient dû. Les obligations seront remboursées au pair plus l'intérêt couru jusqu'à cette date, le tout en conformité du règlement N° 145. Le principal et l'intérêt des dites obligations sont payables au bureau de la "Banque Royale du Canada", 360 ouest rue St. Jacques, Montreal, P.Q. sur remise des obligations avec le coupon d'intérêt daté du 1er novembre et tous les coupons subséquents y attachés. Les dites obligations cesseront de porter intérêt le et à compter du 1er novembre 1946.

Hôtel de ville, ville Mont Royal, P.Q.,  
23 juillet, 1946.

Le Secrétaire-trésorier, Ville Mont Royal,  
15075-30-2-o D. W. LOUGH.

the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 9, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at La Bastonnais, county of Laviolette.

JEAN BRUCHÉSI,  
15080 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Vaudreuil", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on June 25, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Vaudreuil, county of Vaudreuil.

JEAN BRUCHÉSI,  
15081 Under Secretary of the Province.

Province of Quebec

CITY OF LONGUEUIL

Public notice is hereby given, that according to stipulations of by-law 409 of the city of Longueuil, all bonds presently in circulation and due by the aforesaid city of Longueuil, issued by the said city, under the authority of said by-law, shall be reimbursable starting September 1st, 1946.

The bearers of the above mentioned bonds, shall on September 1st, 1946, present the said bonds for payment at the branches of Banque Canadienne Nationale in the Province of Quebec, with all unmatured interest coupons.

The said bonds shall cease to bear interest starting September 1st, 1946.

Given at Longueuil, this twenty-fifth day of the month of July nineteen hundred and forty-six.

(Seal) J.-ADRIEN PRÉFONTAINE,  
15082-o Secretary-Treasurer.

NOTICE OF CALL FOR REDEMPTION AND PAYMENT OF BY-LAW NO. 145 BONDS

Notice is hereby given that all the outstanding Bonds of the Town of Mount Royal issued in virtue of the Town's By-law No. 145, the said Bonds being dated May 1st, 1944, originally issued in an aggregate principal amount of \$225,000, maturing serially in annual payments up to and including May 1st, 1964, and bearing interest at the rate of 2½, 3, 3½ per centum per annum, have been called for redemption and payment on November 1st, 1946, being the next interest payment date thereon, at par plus accrued interest to the said redemption and payment date, the whole in accordance with the provisions of the said By-law and the said Bonds. The principal amount of and interest on the said Bonds is payable at the office of the Royal Bank of Canada, 360 St. James Street West, Montreal, P.Q. upon surrender of the said Bonds with the interest coupon dated November 1st, 1946 and all subsequent interest coupons attached. Interest on the said Bonds shall cease from and after November 1st, 1946.

Town Hall, Town of Mount Royal, P.Q.  
July 23rd, 1946.

D. W. LOUGH,  
15075-30-2-o Secretary-Treasurer,  
Town of Mount Royal.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de P.U.C.C. de St-Jean-de-Matha", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 11 juillet 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Jean-de-Matha, comté de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

15100-o

Compagnie dissoute

"COMPAGNIE D'IMMEUBLES DE NOTRE-DAME DE GRACES LIMITÉE"

Avis est donné que la "Compagnie d'Immeubles de Notre-Dame de Grâces Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 octobre 1929, avec siège social à Saint-Césaire, district de Saint-Hyacinthe, a été dissoute le 15 juillet 1946.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 16 juillet 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

5035-o

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre amendé de la municipalité du village de Plessisville.

Division d'enregistrement de Mégantic.

Avis est par la présente donné que le lot 182 est annulé et les lots 173-7 et 188 sont corrigés en vertu des articles 2174A et 2174 du Code civil.

Québec, le 26 juin 1946.

Ministère des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

15024-o

Département du Travail

ERRATUM

L'arrêté en conseil numéro 2586, du 3 juillet 1946, publié dans l'édition du 13 juillet 1946, de la *Gazette officielle de Québec* est corrigé de la façon suivante:

Dans la version française, à la page 1852, le taux horaire pour le mécanicien de machine fixe de 2ième classe est de \$0.63, et non \$0.65 tel qu'indiqué.

Le Sous-ministre adjoint du Travail,  
J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 27 juillet 1946.

15041A-o-X

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une re-

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de P.U.C.C. de St-Jean-de-Matha", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 11, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Jean-de-Matha, county of Joliette.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

15100

Company Dissolved

"COMPAGNIE D'IMMEUBLES DE NOTRE-DAME DE GRACES LIMITÉE"

Notice is given that the "Compagnie d'Immeubles de Notre-Dame de Grâces Limitée", incorporated by letters patent dated October 18, 1929, having its head office at Saint-Césaire, district of Saint-Hyacinthe, was dissolved on July 15, 1946.

Given at the office of the Provincial Secretary, July 16, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

15035

Department of Lands and Forests

NOTICE

Amended cadastre of the municipality of the village of Plessisville.

Registration Division of Mégantic.

Notice is hereby given that lot 182 is cancelled and lots 173-7 and 188 are corrected in virtue of Articles 2174A and 1274 of the civil Code.

Quebec, June the 26th, 1946.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

15024-o

Department of Labour

ERRATUM

Order in Council number 2586, of July 3, 1946, published in the issue of July 13, 1946, of the *Quebec Official Gazette* is corrected as follows:

In the French version, page 1852, the hourly rate for 2nd-class stationary enginemen is \$0.63 and not \$0.65 as indicated.

J. O'CONNELL-MAHER,  
Associate Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, July 27, 1946.

15041A-o-X

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that a request has been sub-

quête lui a été présentée par la Fraternité Unie des Charpentiers-menuisiers d'Amérique, local 1001, de Ste-Thérèse de Blainville, à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante de première part, à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans le comté de Terrebonne, rendue obligatoire par le décret numéro 1715 du 23 avril 1940 et amendements.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre adjoint du Travail,  
J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 27 juillet 1946. 15042-o

#### AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes de son intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 1847 du 10 septembre 1938 et amendements, relatif au métier de boulanger dans la ville de Granby et un rayon de 5 milles de ses limites:

L'article VII — relatif à la durée du décret — sera remplacé par le suivant:

"VII. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 17 septembre 1947. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 17 septembre de l'année 1947 ou le 17 septembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite modification.

Le Sous-ministre adjoint du Travail,  
J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,  
Québec, le 27 juillet 1946. 15043-o

#### AVIS DE PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1334 du 29 mai 1941, subseqüemment prolongé jusqu'au 1er août 1946, a été de nouveau prolongé jusqu'au 1er octobre 1946, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté en conseil numéro 2845 du 17 juillet 1946.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 27 juillet 1946. 15067-o

#### AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que la

mitted to him by the United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America, local 1001, of Ste-Thérèse de Blainville, for the purpose of being accepted as co-contracting party of the first part to the collective labour agreement relating to the construction industry in the county of Terrebonne, rendered obligatory by the decree number 1715, of April 23, 1940, and amendments.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

J. O'CONNELL-MAHER,  
Associate Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, July 27, 1946. 15042-o

#### NOTICE

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice of his intention of recommending the approval of the following amendments, relating to the baker trade in the town of Granby and a radius of 5 miles from its limits:

Section VII — relating to the duration of the decree — shall be replaced by the following:

"VII. *Duration of the decree*: The present decree shall remain in force until September 17, 1947. It shall then renew itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notify the other, in writing, to the contrary in a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30) days, before September 17, 1947, or before September 17th of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said amendment which the interested parties may wish to set forth.

J. O'CONNELL-MAHER,  
Associate Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, July 27, 1946. 15043-o

#### NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Printing Industry Parity Committee for Montreal and District, authorized by a by-law approved by Order in Council number 1334, of May 29, 1941, subsequently extended until August 1st, 1946, has again been extended until October 1st, 1946, with the same rate and conditions, by Order in Council number 2845 of July 17, 1946.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, July 27, 1946. 15067-o

#### NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the consti-

constitution et les règlements du Comité paritaire de l'Industrie des Arts graphiques de Québec et du district, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3620 du 26 novembre 1943, amendés par l'arrêté numéro 3648 du 2 décembre 1943, ont été de nouveau modifiés par l'arrêté en conseil numéro 2844 du 17 juillet 1946.

Le Sous-ministre adjoint du Travail,  
J. O'CONNELL-MAHER,  
Ministère du Travail,  
Québec, le 27 juillet 1946. 15068-o

tution and the by-laws of the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and District, approved by Order in Council number 3620, of November 26, 1943, amended by Order number 3648, of December 2, 1943, have again been amended by Order in Council number 2844, of July 17, 1946.

J. O'CONNELL-MAHER,  
Associate Deputy-Minister of Labour,  
Department of Labour,  
Quebec, July 27, 1946. 15068-o

AVIS DE PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement de la Commission conjointe pour l'Industrie de la Robe de la province de Québec, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1106 du 24 mars 1945, a été prolongé jusqu'au 1er novembre 1946 aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté en conseil numéro 2846 du 17 juillet 1946.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY,  
Ministère du Travail,  
Québec, le 27 juillet 1946. 15069-o

NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec, authorized by a by-law approved by Order in Council number 1106, of March 24th, 1945, has again been extended until November 1st, 1946, with the same rate and conditions, by Order in Council number 2846 of July 17, 1946.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour,  
Department of Labour,  
Quebec, July 27, 1946. 15069-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la peinture, établi en exécution du décret numéro 1464, du 17 juin 1942, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2849, du 17 juillet 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er août 1945 au 31 juillet 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1464 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/20 de 1% des salaires fixes et des pourcentages, bonis et allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/20 de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré, soit \$0.50 l'heure (salaire minimum fixé par le décret).

c) Les salariés régis par le décret N° 1454, et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/20 de 1% de leur salaire fixe, pourcentages, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Paint Industry, formed under decree number 1464, of June 17, 1942, and amendments has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 2849, of July 17, 1946, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), to collect levies from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from the 1st of August 1946 to the 31st of July 1947, and shall apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the Decree No. 1464 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/20 of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to the said decree.

b) The artisans governed by the said decree shall pay to the parity Committee a sum equivalent to 1/20 of 1% of the wages fixed for the less remunerated journeymen i.e. \$0.50 per hour (minimum rate fixed by the decree).

c) The employees governed by said Decree No. 1464 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/20 of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses and allocations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports filled and returned to the parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

### 3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1946, 31 mars et 30 juin 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité conjoint de l'industrie de la peinture, pour la période comprise entre le 1er août 1946 et le 31 juillet 1947.

#### LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA PEINTURE 655, Immeuble New-Birks, Montréal.

État des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er août 1946 et le 31 juillet 1947.

##### Recettes:

Cotisation des employeurs professionnels.....	\$1,200.00
Cotisation des salariés.....	1,200.00
	<hr/>
	\$2,400.00

##### Déboursés:

Services du Comité conjoint des matériaux de construction (12 mois à \$200.00 par mois).....	\$2,400.00
Frais légaux (estimé).....	50.00
Auditeur.....	100.00
Jetons de présence: 8 membres à \$5.00 par assemblée—\$40.00, \$10.00 pour dépenses—\$80.00 ½ \$120.00 12 assemblées à \$120.00.....	1,440.00
Impressions, papeterie, taxes, timbres, etc.....	170.00
	<hr/>
	\$4,160.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 27 juillet 1946. 15090-o

### AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la Broderie dans l'Île de Montréal, établi en exécution du décret numéro 4269, du 14 novembre 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 2847, du 17 juillet 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après mentionnés:

#### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er août

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee shall have the right to exact sworn reports every time it shall deem it advisable.

### 3. Financial Report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: September 30th and December 31st, 1946, March 31st and June 30th 1947.

Annexed hereto, is an estimate of the receipts and disbursements required by the Joint Committee of the Paint Industry for the period between August 1st, 1946, and July 31st, 1947.

#### THE JOINT COMMITTEE OF THE PAINT INDUSTRY 655, New Birks Bldg., Montreal

Estimate of receipts and disbursements for the period between August 1st 1946 to July 31st, 1947.

##### Receipts:

Levies from professional Employers.....	\$1,200.00
Levies from Employees.....	1,200.00
	<hr/>
	\$2,400.00

##### Disbursements:

Services from the Building Materials Joint Committee (12 months at \$200.00 per month).....	\$2,400.00
Legal expenses (estimates).....	50.00
Auditor.....	100.00
Member's attendance fees: 8 members at \$5.00 per meeting: \$40.00; \$10.00 for expenses: \$80.00 ½ \$120.00; 12 meetings at \$120.00.....	\$1,440.00
Printing, stationery, taxes, postage, etc.....	170.00
	<hr/>
	\$4,160.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, July, 27, 1946. 15090-o

### NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Embroidery Industry on the Island of Montreal, formed under decree number 4269 of November 14, 1944, has been authorized by a by-law, approved by Order in Council number 2847, of July 17, 1946, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

#### 1. Levy

The period of levy shall extend from August

1946, au 31 juillet 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés régis par le décret numéro 4269.

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 4269 doivent également payer au Comité paritaire 1/2 de 1% des sommes gagnées dans l'exécution d'un travail régi par le présent décret.

c) Les salariés régis par le décret, doivent verser, au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces formules soient remplies et retournées au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des prélèvements, doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1946, 31 mars et 30 juin 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire de l'Industrie de la Broderie dans l'île de Montréal, pour la période comprise entre le 1er août 1946 et le 31 juillet 1947.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BRODERIE DANS L'ÎLE DE MONTRÉAL

État des recettes et déboursés pour la période comprise entre le 1er août 1946 et le 31 juillet 1947.

<i>Revenus:</i>	
Cotisations des employeurs professionnels.....	\$2,750.00
Cotisations des salariés.....	2,750.00
	<hr/>
	\$5,500.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaires.....	\$3,500.00
Dépenses d'administration et frais légaux.....	800.00
Inspection.....	520.00
Assemblées.....	150.00
Loyer.....	180.00

1st, 1946 to July 31st, 1947, and apply as herein-after mentioned:

a) The professional employers governed by the decree, shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to 1/2 of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to decree number 4269.

b) All the artisans subject to decree number 4269 must also pay to the Parity Committee, a sum equivalent to 1/2 of 1% of the wages earned or work governed by the said decree.

c) The employees governed by the decree, shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to 1/2 of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed return forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee shall have the right to exact sworn reports every time it deems advisable.

The report together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which said report is requireable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: September 30th and December 31st, 1946, March 31st and June 30th, 1947.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Parity Committee of the Embroidery Industry on the Island of Montreal for the period comprised between August 1, 1946 and July 31, 1947, is hereto annexed.

THE PARITY COMMITTEE OF THE EMBROIDERY INDUSTRY ON THE ISLAND OF MONTREAL

Estimated of the receipts and disbursements for the period between August 1, 1946 and July 31, 1947.

<i>Income.</i>	
Levy upon professional employers....	\$2,750.00
Levy upon employees.....	2,750.00
	<hr/>
	\$5,500.00

<i>Expenditures:</i>	
Salaries.....	\$3,500.00
Administration and legal fees.....	800.00
Inspection.....	520.00
Meetings.....	150.00
Rent.....	180.00

Dépenses de bureau (assurance, téléphone, électricité, frais de poste, tenue des livres, taxes) .....	200.00
Impression et papeterie .....	150.00
	\$5,500.00

Office overhead (Insurance, Telephone, Light, Taxes, Postage, Accountancy) .....	200.00
Printing and stationery .....	150.00
	\$5,500.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 27 juillet 1946. 15091-o

Department of Labour,  
Quebec, July 27, 1946. 15091-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163, et amendements), que l'Association des Manufacturiers de Gants, section de la province de Québec, et la Fédération nationale des Gantiers lui ont présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1096, du 28 avril 1943, et amendements, relatif à l'industrie du gant de travail dans la province de Québec. On demande:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Canadian Glove Manufacturers Association, Quebec Division, and "La Fédération nationale des Gantiers" have submitted to him a request to amend the decree number 1096, of April 28, 1943, and amendments, relating to the working glove industry in the province of Quebec. It is requested:

Que la nouvelle opération suivante, désignée par le numéro 417-A, soit ajoutée:

That the following new operation, designated by number 417-A, be added:

"417-A. Les pagodes taillées dans les côtés de cuir fendu de couleur rouge, bleue, verte, marron et brune, ainsi que dans les têtes, les flans ou dans les croupes, excepté le cuir fendu employé régulièrement pour tailler les pagodes, sont payées \$0.04 de plus par douzaine de paires que le prix ci-haut mentionné."

"417-A. When cuffs are cut from split leather sides, whether red, blue, green, maroon or brown, as well as from the heads, flanks or rumps, except leather splits regularly employed in cuffs cutting, the prices hereabove mentioned will be increased by \$0.04 per dozen of pairs."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre adjoint du Travail,  
J. O'CONNELL-MAHER.

J. O'CONNELL-MAHER,  
Associate Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 27 juillet 1946. 15094-o

Department of Labour,  
Quebec, July 27, 1946. 15094-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163, et amendements), que l'Association des Manufacturiers de Gants, section de la province de Québec et la Fédération nationale des Gantiers lui ont présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1095, du 28 avril 1943, et amendements, relatif à l'industrie du gant fin dans la province de Québec. On demande:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Canadian Glove Manufacturers Association, Quebec Division, and "La Fédération nationale des Gantiers" have submitted to him a request to amend the decree number 1095, of April 28, 1943, and amendments, relating to the fine glove industry in the Province of Quebec. It is requested:

1° Que l'item numéro 230 est modifié pour se lire comme suit:

1° That item number 230 be amended to read as follows:

"230.—Peau de chèvre, peau de cheval, 4 pouces et moins. .... 1.30 1.40"

"230.—Goatskin, horse hide, 4 inches and less. .... 1.30 1.40"

2° Que l'item suivant, numéro 265-A, soit ajouté:

2° That the following new item, number 265-A, be added:

"265-A.—Gants doublés pour dames, coupe au couteau, peau de cheval. .... 1.00 1.10"

"265-A.—Ladies lined gloves, knife cut horse hide. .... 1.00 1.10"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre adjoint du Travail,  
J. O'CONNELL-MAHER.

J. O'CONNELL-MAHER,  
Associate Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 27 juillet 1946. 15095-o

Department of Labour,  
Quebec, July 27, 1946. 15095-o

**AVIS DE PRÉLÈVEMENT**

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des métiers de la construction des comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville, établi en exécution du décret numéro 2678, du 12 juillet 1940 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2848, du 17 juillet 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

**1. Cotisation**

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1946 au 30 juin 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% des salaires fixes, boni et pourcentages payés à leurs salariés des métiers visés par le décret.

b) Les artisans assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire établi pour le compagnon dans leur propre métier.

c) Les salariés assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur salaire fixe, pourcentage et boni.

**2. Mode de perception**

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met des formules de rapport à la disposition des employeurs professionnels. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit Comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations, doit être signé et adressé au Comité paritaire le ou avant le 5 de chaque mois. Le Comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

**3. Rapport financier**

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel des opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1946, 31 mars et 30 juin 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des métiers de la construction des comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville, pour la période comprise entre le premier juillet 1946 et le trente juin 1947.

**BUDGET DU COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DES COMTÉS DE SAINT-HYACINTHE, BAGOT ET ROUVILLE.**

Du 1er juillet 1946 au 30 juin 1947.

*Recettes probables:*  
Cotisations (1/2 de 1%):  
Employeurs professionnels . . . . . \$2,700.00

**NOTICE OF LEVY**

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Parity Committee of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville Counties, formed under decree number 2678, of July 12, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 2848 of July 17, 1946, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), to collect levies from the professional employers, the artisans and the employees subject to the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

**1. Levy**

The period of levy shall extend from the 1st of July 1946 to the 30th of June 1947 and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of the regular wages, bonuses and percentages paid to their employees of the trades governed by the decree.

b) All the artisans subject to the decree must also pay to the Parity Committee, 1/2 of 1% of the wages rate fixed for the lowest-remunerated journeyman of their own trade.

c) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of their regular wages, percentages and bonus.

**2. Mode of collection**

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report forms. The professional employer shall have these reports filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owned to the Parity Committee and send them to the said committee together with his own levies.

The report of every professional employer, together with the levies, must be signed and sent to the Parity Committee on or before the 5th day of each month. The Committee has the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

**3. Financial report**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: September 30th and December 31st, 1946, March 31st and June 30th, 1947.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Building Trades Parity Committee of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville counties for the period comprised between July 1st, 1946 and June 30th, 1947, is annexed hereto.

**BUDGET OF THE BUILDING TRADES PARITY COMMITTEE OF ST. HYACINTHE, BAGOT AND ROUVILLE COUNTIES**

From July 1st, 1946, to June 30th, 1947.

*Probable receipts:*  
Assessments (1/2 of 1%):  
Professional employers . . . . . \$2,700.00

Salariés. ....	\$2,850.00
Artisans .....	175.00
Certificats de qualification .....	260.00
Dommages-intérêts liquidés et divers.	175.00
	<hr/>
	\$6,160.00
<i>Déboursés probables:</i>	
Loyer .....	\$ 300.00
Taxes, électricité, téléphone.....	150.00
Impression, papeterie, accessoires de bureau .....	280.00
Salaires et frais d'inspection.....	3,620.00
Frais des délégués et officiers.....	780.00
Bureau des examinateurs .....	144.00
Frais judiciaires et professionnels ..	150.00
Vérification des livres.....	20.00
Ménage et entretien.....	125.00
Jetons de présence .....	360.00
Divers et imprévus.....	231.00

\$6,160.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 27 juillet 1946. 15092-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163, et amendements), que le Comité conjoint des métiers de la Construction du comté de Terrebonne lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1715, du 23 avril 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans le comté de Terrebonne. On demande:

1° Que l'article V soit remplacé par le suivant:

"V. *Travail supplémentaire:* Tout travail exécuté entre 5.00 p.m. et 8.00 a.m. est considéré comme travail supplémentaire et ne peut être fait à moins d'un permis donné préalablement par le Comité paritaire, soit à l'employeur, soit à l'employé, ce permis pouvant être verbal ou écrit.

La rémunération du travail supplémentaire doit être la suivante:

a) Travail exécuté entre 5.00 p.m. et 10.00 p.m., salaire et demi par rapport au salaire régulier;

b) Travail exécuté entre 10.00 p.m. et 8.00 a.m., salaire double par rapport au salaire régulier."

2° Que l'article VI soit remplacé par le suivant:

"VI. Tout travail exécuté avec permission des autorités religieuses, le dimanche et les fêtes d'obligation suivantes: le Jour de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, le Jour de Noël, sera rémunéré au taux de salaire double par rapport aux taux de salaire régulier, mais pour ce travail un permis écrit devra avoir été donné au préalable par le Comité paritaire.

Tout travail exécuté le jour de la St-Jean-Baptiste et la Fête du Travail ne pourra être fait à moins d'un permis par écrit donné au préalable par le Comité paritaire; ce travail sera rémunéré à raison de salaire double par rapport au salaire régulier."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de*

Employees.....	\$2,850.00
Artisans .....	175.00
Certificates of competency .....	260.00
Liquidated damages and miscellaneous.....	175.00
	<hr/>
	\$6,160.00
<i>Probable expenses:</i>	
Rent.....	\$ 300.00
Taxes, telephone, electricity.....	150.00
Printed matters, stationary, office equipment .....	280.00
Salaries and inspection expenses .....	3,620.00
Representatives' and officers' expenses.....	780.00
Board of examiners .....	144.00
Judicial and professional fees.....	150.00
Audition.....	20.00
Cleaning and maintenance .....	125.00
Meeting expenses.....	360.00
Miscellaneous and unforeseen expenses.....	231.00

\$6,160.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, July 27, 1946. 15092-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163, and amendments), that the Building Industry Joint Committee of Terrebonne County has submitted to him a request to amend the decree number 1715, of April 23, 1940, and amendments, relating to the construction industry in the county of Terrebonne. It is requested:

1. That section V be replaced by the following:

"V. *Overtime work:* Overtime work performed between 5.00 and 8.00 a.m. is considered as overtime work and may not be carried on unless a permit be given previously by the Parity Committee, either to the employer or to the employee, such permit to be verbal or in writing.

Remuneration for overtime work shall be as follows:

a) For work performed between 5.00 p.m. and 10.00 p.m., time and one half based on the regular rate of pay;

b) For work performed between 10.00 p.m. and 8.00 a.m., double time based on the regular rate of pay."

2. That section VI be replaced by the following:

"VI. Work performed with the permission of the religious authorities on Sunday and the following feasts of obligation: New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, shall be remunerated at the rate of double time based on the regular wages, but for such work a written permit must have been previously given by the Parity Committee.

Work may not be performed on St. Jean-Baptiste Day and Labour Day unless a written permit be previously given by the Parity Committee; such work shall be remunerated at the rate of double time based on the regular rate of pay."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official*

Québec, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Gazette, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre adjoint du Travail,  
J. O'CONNELL-MAHER.

J. O'CONNELL-MAHER,  
Associate Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 27 juillet 1946.

15093-o

Department of Labour,  
Quebec, July 27, 1946.

15093-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la Commission conjointe de l'industrie de la robe de la province de Québec lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 3519, du 24 septembre 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec. On demande:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Québec has submitted to him a petition to amend the decree number 3519, of September 24, 1940, and amendments, relating to the dress industry in the province of Québec. It is requested:

1. Que l'article VI soit remplacé par l'article VI suivant:

1. That Section VI be replaced by the following Section VI:

"VI. a) *Heures de travail*: La semaine régulière de travail est de quarante-quatre (44) heures. Toutefois, dans les ateliers où la semaine régulière de travail est ou sera de quarante (40) heures, à la suite d'une entente entre des parties aux présentes ou autrement, telle durée de travail ne peut être augmentée.

"VI. a) *Working Hours*: A regular week's work shall consist of forty-four (44) hours. However, in shops where a regular week's work of forty (40) hours is or will be in effect, through special agreement between any of the parties hereto, or otherwise, it is prohibited to increase such duration of work.

b) *Répartition des heures*: 1. *Semaine de quarante-quatre (44) heures de travail*: Dans les ateliers ayant adopté la semaine de quarante-quatre (44) heures de travail, la durée régulière du travail de la semaine sera répartie en cinq (5) jours ouvrables, de la façon suivante: Les lundi, mardi, mercredi et jeudi de chaque semaine, le travail commencera à 8.00 a.m. pour se continuer jusqu'à 6.00 p.m., et le vendredi de chaque semaine, le travail commencera à 8.00 a.m. pour se continuer jusqu'à 5.00 p.m., avec interruption d'une heure pour le repas du midi, chaque jour, entre midi et 1.00 p.m.

b) *Distribution of Hours*: 1. *Forty-four (44) Hours Week*: In shops operating on a forty-four (44) hour work week basis, a regular week's work shall be divided into five (5) working days as follows: on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday of each week, work shall begin at eight (8.00) o'clock a.m. and continue until six (6.00) o'clock p.m., and on Friday, in each week, work shall begin at eight (8.00) o'clock a.m. and shall continue until five (5.00) o'clock p.m., with an interval of one hour for lunch on each day between twelve (12.00) o'clock noon and one (1.00) o'clock p.m.

*Travail supplémentaire*: Le travail supplémentaire exécuté en plus des heures régulières de travail ne sera permis que jusqu'à 7.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi de chaque semaine. Le travail supplémentaire sera rémunéré à raison de salaire et demi. Aucun travail ne peut être exécuté avant 8.00 a.m. et après 7.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi et avant 8.00 a.m., et après 5.00 p.m. le vendredi de chaque semaine.

*Overtime*: Overtime work, in addition to and after regular hours will be permitted only up to and not later than seven (7.00) o'clock p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday of each week. Overtime work shall be paid for at the rate of time and one half. All work is prohibited before eight (8.00) o'clock a.m. and after seven (7.00) o'clock p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday and before eight (8.00) o'clock a.m. and after five (5.00) o'clock p.m. on Friday of each week.

2. *Semaine de quarante (40) heures de travail*: Dans les ateliers ayant adopté la semaine de quarante (40) heures de travail, la durée régulière du travail de la semaine sera répartie en cinq (5) jours ouvrables, de la façon suivante: les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi le travail commencera à 8.00 a.m. pour se continuer jusqu'à 5.00 p.m., avec interruption d'une heure pour le repas du midi, chaque jour, entre midi et 1.00 p.m.

2. *Forty (40) Hours Work Week*: In shops operating on a forty (40) hour work week basis, a regular week's work shall be divided into five working days, as follows: on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, work shall begin at eight (8.00) o'clock a.m. and shall continue until five (5.00) o'clock p.m. with an interval of one hour for lunch on each day between twelve (12.00) o'clock noon and one (1.00) p.m.

*Travail supplémentaire*: Le travail supplémentaire exécuté en plus des heures régulières de travail ne sera permis que jusqu'à 7.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi de chaque semaine. Le travail supplémentaire exécuté entre 5.00 p.m. et 6.00 p.m. sera rémunéré aux taux réguliers de salaire, et le travail supplémentaire exécuté entre 6.00 p.m. et 7.00 p.m. sera rémunéré à raison de salaire et demi. Aucun travail ne peut être exécuté avant 8.00 a.m. et après 7.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi, et

*Overtime*: Overtime work, in addition to and after regular hours will be permitted only from five (5.00) o'clock p.m. to seven (7.00) o'clock p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday of each week. Overtime work from five (5.00) o'clock p.m. to six (6.00) o'clock p.m. shall be paid for at regular single rates, and overtime work from six (6.00) o'clock p.m. to seven (7.00) o'clock p.m. shall be paid for at the rate of time and one half. All work is prohibited before

avant 8.00 a.m. et après 5.00 p.m. le vendredi de chaque semaine.

c) Aucun travail ne peut être exécuté les samedi et dimanche.

d) Aucun travail ne peut non plus être exécuté pendant l'interruption d'une heure pour le repas du midi, soit entre midi et 1.00 p.m. chaque jour ouvrable.

d) Le salarié ne peut refuser d'exécuter du travail supplémentaire tel que ci-haut décrit, lorsqu'il est requis de le faire. Durant la période du 1er avril au 15 juin, les employeurs ont le droit de déduire de la période de travail supplémentaire des ouvriers travaillant à la pièce tout le temps perdu par ces ouvriers à la suite de retards ou d'absences volontaires."

2. Que l'article VII soit radié.

3. Que l'article VIII soit remplacé par le nouvel article VIII<sub>1</sub> suivant:

"VIII. Salaires minima pour travail à la semaine ou à la pièce:

Les taux minima suivants pour la semaine de 48 heures s'appliqueront aux employés énumérés ci-après:

	Par semaine
Coupeurs compétents, Classe I . . . . .	\$34.95
Coupeurs semi-compétents, Classe II . . . . .	25.45
Étaleurs . . . . .	12.97
Opérateurs . . . . .	15.05
Drapeuses . . . . .	14.53
Faiseuses d'échantillons . . . . .	15.05
Finisseuses . . . . .	13.23
Examineuses . . . . .	12.97
Plicers . . . . .	11.42
Assistants-presseurs . . . . .	11.42
Ouvriers généraux . . . . .	11.42
Presseurs . . . . .	23.60
Presseuses . . . . .	14.53

Aucun taux à la pièce ne peut être fixé à moins qu'il ne soit égal aux minima ci-haut.

Clause spéciale pour l'augmentation des minima ci-haut:

Les échelles de salaires minima ci-haut seront augmentées après la mise en vigueur de ce décret, mais seulement à condition que des minima et des heures de travail similaires soient rendus obligatoires dans la même industrie, dans la province d'Ontario:

	Par semaine
Opérateurs . . . . .	\$15.52
Drapeuses . . . . .	14.84
Faiseuses d'échantillons . . . . .	15.52
Finisseuses . . . . .	13.49
Assistants-presseurs . . . . .	11.88
Ouvriers généraux . . . . .	11.88
Presseuses . . . . .	14.84
Après douze mois:	
Opérateurs . . . . .	\$16.45
Drapeuses . . . . .	15.31
Faiseuses d'échantillons . . . . .	16.45
Presseuses . . . . .	15.31
Après dix-huit mois:	
Opérateurs . . . . .	\$17.33
Drapeuses . . . . .	16.30
Faiseuses d'échantillons . . . . .	17.33
Presseuses . . . . .	15.78

Les salaires des apprentis-coupeurs et des autres apprentis resteront tels que stipulés ci-après, mais si les augmentations précédentes sont mises en vigueur, le maximum dans chaque cas sera en accord avec les modifications ci-dessus dans les échelles de salaires."

4. Que l'article VIII-A soit radié.

eight (8.00) o'clock a.m. and after seven (7.00) o'clock p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, and before eight (8.00) o'clock a.m. and after five (5.00) o'clock p.m. on Friday of each work week.

e) All work on Saturday and Sunday is prohibited.

d) Work is also prohibited during the lunch hour interval, which is between twelve (12.00) o'clock noon and one (1.00) o'clock in the afternoon on each working day.

e) When required to do so, the employee cannot refuse of his own accord to perform overtime work as hereinabove referred to. During the months from April 1st to June 15th, employers shall have the right to deduct from overtime of piece workers all time lost through lateness in coming to work or absence from work, of their own volition."

2. That Section VII be stricken.

3. That Section VIII be replaced by the following Section VIII:

"VIII. Minimum Scale of Wages for Week or Piece Work: The following minimum scale of wages per week of forty-four (44) hours shall apply to the employees hereinafter enumerated:

	Per week
Skilled Cutters, Grade I . . . . .	\$34.95
Semi-skilled Cutters, Grade II . . . . .	25.45
Spreaders . . . . .	12.97
Operators . . . . .	15.05
Drapers . . . . .	14.53
Sample Makers . . . . .	15.05
Finishers . . . . .	13.23
Examiners . . . . .	12.97
Folders . . . . .	11.42
Pressers' Assistants . . . . .	11.42
General Hands . . . . .	11.42
Pressers, Male . . . . .	23.60
Pressers, Female . . . . .	14.53

No piece-work prices may be fixed which do not yield a rate of pay equal to the minima as above mentioned.

Special Provision for Increase of Above Minimum Scales of wages:

The above scales of wages shall be increased after the present Decree becomes effective, but only on condition that similar minimum rates and similar hours are established by law for the same industry in the Province of Ontario:

	At the end of six months:	Per week
Opérateurs . . . . .		\$15.52
Drapeurs . . . . .		14.84
Sample Makers . . . . .		15.52
Finishers . . . . .		13.49
Pressers' Assistants . . . . .		11.88
General Hands . . . . .		11.88
Pressers, Female . . . . .		14.84
At the end of twelve months:		
Opérateurs . . . . .		\$16.45
Drapeurs . . . . .		15.31
Sample Makers . . . . .		16.45
Pressers, Female . . . . .		15.31
At the end of eighteen months:		
Opérateurs . . . . .		\$17.33
Drapeurs . . . . .		16.30
Sample Makers . . . . .		17.33
Pressers, Female . . . . .		15.78

The wages of apprentice-cutters and other apprentices shall remain as provided hereinafter, but, in the event that the foregoing increases become effective, the maximum reached in each case shall be in accordance with the foregoing modifications in the scales of wages.

4. That section VIII-A be stricken off.

5. Que l'article X. Apprentis, soit remplacé par l'article X suivant:

X. *Apprentis*: Les employeurs ayant sept coupeurs compétents et semi-compétents ou plus auront le droit d'employer un apprenti. Les ateliers employant moins de sept coupeurs compétents et semi-compétents n'auront pas le droit d'employer d'apprenti.

Un apprenti coupeur est celui qui apprend le métier et les apprentis-coupeurs qui travaillent pour la première fois dans l'industrie après la mise en vigueur du présent décret, doivent travailler selon l'échelle de salaires suivante:

	Par semaine
Pour commencer	\$ 7.27
Après 6 mois	9.34
Après 12 mois	11.42
Après 18 mois	14.53
Après 24 mois	18.68
Après 30 mois	20.76
Après 36 mois	25.45

Subséquentement, le salaire sera le même que pour les coupeurs semi-compétents.

Le nombre des apprentis des autres métiers dans tout atelier n'excèdera pas quinze pour cent (15%) du nombre des employés d'un atelier donné. Un apprenti-opérateur, finisseur, presseur, examinateur, ouvrier général, est un commençant et devra être payé d'après l'échelle suivante:

	Par semaine
Premier six mois	\$ 7.27
Deuxième six mois	8.72
Troisième six mois	10.38
Quatrième six mois	11.42

6. Que l'article XXIII. Durée du décret, soit remplacé par le suivant:

XXIII *Durée du décret*: Le présent décret deviendra en vigueur à compter du 1er août 1946, et demeurera en vigueur jusqu'au 31 juillet 1947, inclusivement. Il se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties ne donne à l'autre partie et au Ministre du Travail, dans les soixante jours qui précéderont le 31 juillet de chaque année, un avis écrit de son intention d'y mettre fin.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 27 juillet 1946. 15097-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que l'Association nationale des Maîtres Plombiers et Entrepreneurs en Chauffage du Canada, section de Sherbrooke et des Cantons de l'Est, et l'Organisation des plombiers, poseurs d'appareils de chauffage et ferblantiers indépendants de Sherbrooke lui ont présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 2402 du 16 septembre 1942 et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans le district des Cantons de l'Est. On demande:

1° Que l'alinéa suivant soit ajouté à la suite du premier alinéa de l'article II:

5. That Section X. Apprentices be replaced by the following Section X:

X. *Apprentices*: Any shop employing seven or more skilled and semi-skilled cutters shall be entitled to employ only one apprentice. Shops employing less than seven skilled and semi-skilled cutters are not entitled to employ any apprentice.

An apprentice-cutter is one learning the trade, and apprentice-cutters employed for the first time in the industry after the coming into force of the present Decree shall work under the following schedule:

	Per week
Start at	\$ 7.27
At the end of 6 months	9.34
At the end of 12 months	11.42
At the end of 18 months	14.53
At the end of 24 months	18.68
At the end of 30 months	20.76
At the end of 36 months	25.45

And thereafter in accordance with the rate for semi-skilled cutters.

The number of apprentices in all other crafts in any shop shall not exceed fifteen per cent (15%) of the employees of such shop. An apprentice-operator, finisher, presser, examiner, general hand, is a beginner and shall work on the following schedule:

	Per week
During the first six months	\$ 7.27
During the second six months	8.72
During the third six months	10.38
During the fourth six months	11.42

6. That Section XXIII. Duration of the Decree, be replaced by the following:

XXIII: *Duration of the Decree*: The present Decree shall come into force on August 1st, 1946, and shall remain in force until the 31st day of July 1947 inclusively. It shall be deemed to be renewed annually thereafter, unless within sixty days prior to July 31st in any year, either party shall have served written notice upon the other party and upon the Minister of Labour, of its intention to terminate the said Decree."

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said petition which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, July 27, 1946. 15097-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that "L'Association nationale des Maîtres Plombiers et Entrepreneurs en Chauffage du Canada, section de Sherbrooke et des Cantons de l'Est", and "L'Organisation des plombiers, poseurs d'appareils de chauffage et ferblantiers indépendants de Sherbrooke" have submitted to him a request to amend the decree number 2402, of September 16, 1942, and amendments, relating to the building trades in the Eastern Townships District. It is requested:

1. That the following paragraph be added to the first paragraph of section II:

"Ce décret s'applique aussi à la réparation de tuyauterie de tout genre, et à tout travail assujéti à la Loi des Mécaniciens en Tuyauterie, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 173) et à toute installation de tuyauterie fixe ou mobile pour quelque usage que ce soit, à l'intérieur ou à l'extérieur d'une bâtisse".

2° Que le paragraphe "c" suivant soit ajouté à l'article II:

"c) Ce décret s'applique aussi aux employeurs et salariés des établissements commerciaux ou industriels qui font exécuter ou exécutent des travaux de tuyauterie sanitaire ou de chauffage, tout travail de ferblantier et tout genre de travaux de couvreur."

3° Que le paragraphe "e" de l'article III soit radié.

4° Que l'article V-A suivant soit ajouté:

"V-A. Dispositions spéciales relatives aux plombiers, poseurs d'appareils de chauffage, ferblantiers et couvreurs:

a) *Heures de travail:* La durée régulière de la semaine de travail est de 48 heures répartie comme suit: 8 heures par jour, les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m.

Tout travail exécuté entre 5.00 p.m. et 8.00 a.m. sera rémunéré au taux de salaire et demi.

Tout travail exécuté les jours de fêtes d'obligation et de fêtes légales sera rémunéré au taux de salaire double.

L'employé de boutique assujéti à ce décret a le privilège de travailler pendant 4 heures le samedi.

Les frais de pension et de transport des plombiers, des poseurs d'appareils de chauffage ou des ferblantiers engagés dans leurs localités respectives pour exécuter des travaux en dehors du lieu de leur résidence doivent être payés par l'employeur en plus du taux régulier de salaire.

b) *Taux minima de salaire:* Les taux minima de salaire suivants doivent être payés aux salariés des métiers ci-après mentionnés:

Métiers	Salaires honoraires Zones			
	I	II	III	IV
Compagnon en plomberie et chauffage. . . . .	\$0.90	\$0.85	\$0.80	\$0.75
Soudeur en tuyauterie. . . . .	0.90	0.85	0.80	0.75
Compagnon junior, 1ère année. . . . .	0.75	0.70	0.65	0.60
Ferblantier ou travailleur de métal en feuilles, et couvreur. . . . .	0.90	0.85	0.80	0.75
Apprenti:				
première année. . . . .	0.40	0.37½	0.35	0.32½
deuxième année. . . . .	0.45	0.42½	0.40	0.37½
troisième année. . . . .	0.50	0.47½	0.45	0.42½
quatrième année. . . . .	0.55	0.52½	0.50	0.47½

Les présentes dispositions n'affectent en rien le salaire de l'employé recevant une rémunération plus élevée lors de leur mise en vigueur.

c) *Employés permanents:* Tout employé permanent engagé à l'année par une personne autre qu'un maître-plombier, à salaire fixe par semaine de 48 heures, comme mécanicien en tuyauterie, poseur d'appareils de chauffage ou compagnon dans les métiers de ferblantier ou de travailleur de métal en feuilles, ou comme homme d'entretien, recevra un salaire de \$30.00 par semaine et aura droit à deux semaines de vacances payées. Il devra aussi être payé plein salaire pour toute absence pour cause de maladie, et salaire et demi pour chaque heure de travail en plus de 48 heures et salaire double les dimanches et fêtes d'obligation. Pour être considéré dans la catégorie des

"This decree applies also to all kinds of pipe repair work and to any operation subject to the Pipe Mechanics Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 173, and to any stationary or movable piping installation, for any use whatever, whether in or outside a building."

2. That the following subsection "c" be added to section II:

"c) This decree applies also to the employers and employees of commercial or industrial establishments having sanitary piping, heating system, all kinds of tinsmithing and roofing operations performed, or performing such operations themselves."

3. The subsection "e" of section III be stricken off.

4. That the following section V-A be added: "V-A. Special provisions respecting plumbers, steamfitters, tinsmiths and roofers:

a) *Hours of work:* The regular weekly duration of labour consists of 48 hours distributed as follows: 8 hours per day on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday, between 8.00 a.m. and 5.00 p.m.

Work performed between 5.00 p.m. and 8.00 a.m. shall be paid at the rate of time and one half.

Work performed on religious and legal holidays shall be paid at the rate of double time.

The shop employee governed by this decree may work 4 hours on Saturday.

Boarding and travelling expenses of plumbers, steamfitters or tinsmiths hired in their respective localities to perform work outside such localities shall be paid by the employer in excess of the regular wages.

b) *Minimum wage rates:* The following minimum wage rates shall be paid to the employees of the trades hereafter mentioned:

Trades	Hourly rates Zones			
	I	II	III	IV
Journeyman - plumber and steamfitter. . . . .	\$0.90	\$0.85	\$0.80	\$0.75
Pipe welder. . . . .	0.90	0.85	0.80	0.75
Junior journeyman, 1st year. . . . .	0.75	0.70	0.65	0.60
Tinsmith or sheet metal worker and roofer. . . . .	0.90	0.85	0.80	0.75
Apprentice:				
1st year. . . . .	0.40	0.37½	0.35	0.32½
2nd year. . . . .	0.45	0.42½	0.40	0.37½
3rd year. . . . .	0.50	0.47½	0.45	0.42½
4th year. . . . .	0.55	0.52½	0.50	0.47½

The present provisions do not affect, in any way, the wages of the employee receiving a higher remuneration at the time of their coming into force.

c) *Permanent employees:* Every permanent employee employed by the year by a person other than a master-plumber, at a fixed salary for a 48-hour week, as pipe mechanic, steamfitter or journeyman-tinsmith or sheet metal worker, or as maintenance man, shall receive a salary of \$30.00 per week and be entitled to two weeks of vacation with pay. He shall also receive full salary for any absence due to illness, and time and one half for each hour worked in excess of 48 hours and double time on Sunday and Feasts of Obligation. To be considered in the "permanent employees" category, such employee must have been employed continuously, without

"employés permanents", tel employé devra avoir été employé continuellement, sans perte de temps, au moins un an.

d) *Travail supplémentaire*: Tout travail exécuté le Jour de l'An, le Vendredi Saint, le jour Victoria, la St-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce, le jour de Noël, la fête de l'Immaculée Conception, la Toussaint, le jour de l'Ascension et les dimanches, sera rémunéré au taux de salaire double.

e) *Apprentissage*: Les employeurs et les employés assujettis à ce décret devront se conformer aux règlements d'apprentissage formulés dans la Loi des Mécaniciens en Tuyauterie.

Les taux de salaire spécifiés dans ce décret s'appliquent à tout travail exécuté à l'intérieur ou à l'extérieur de l'atelier.

La durée de travail des apprentis est la même que celle des compagnons. Une année d'apprentissage comprend 2,200 heures de travail.

Aucun apprenti ne doit travailler à l'exécution de travaux à moins qu'il ne soit sous la juridiction d'un ouvrier qualifié dans son métier. Dans les métiers de ferblantier et de couvreur, il ne peut y avoir qu'un (1) apprenti par compagnon.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre adjoint du Travail,  
J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,  
Québec, le 27 juillet 1946. 15098-o

loss of time, for a minimum period of one year.

d) *Overtime work*: Work performed on New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, St. Jean Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, Immaculate Conception Day, All Saints Day, Ascension Day and Sunday shall be paid double time.

e) *Apprenticeship*: The employers and the employees governed by this decree shall abide by the apprenticeship by-laws established in the Pipe Mechanics Act.

The wage rates specified in this decree apply to any work performed in or outside the shop.

Duration of work of apprentices is the same as that of journeymen. One year of apprenticeship shall consist of 2,200 hours of work.

No apprentice shall perform operations of the trade unless he be under the jurisdiction of a qualified worker in his trade. In the tinsmith and roofer trades, there shall be but one (1) apprentice per journeyman.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

J. O'CONNELL-MAHER,  
Associate Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, July 27, 1946. 15098-o

## Département du Trésor Assurances

## Treasury Department Insurance

### AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

### NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Avis est donné par les présentes que les compagnies d'assurance dont les noms suivent ont demandé et obtenu le renouvellement de leur permis et de leur enregistrement pour l'année commençant le 1er juillet 1946 et finissant le 30 juin 1947:

Notice is hereby given that the following insurance companies have made application for and obtained the renewal of their license and registration for the year beginning on the 1st day of July 1946 and ending on the 30th day of June 1947:

Abeille, (L'), Société Anonyme d'Assurance à primes fixes contre l'Incendie.  
Acadia Fire Insurance Co., The.  
Aetna Casualty and Surety Co., The.  
Aetna Insurance Company.  
Aetna Life Insurance Company.  
Affiliated Underwriters.  
Agricultural Insurance Company.  
Alliance Assurance Company Limited.  
Alliance Insurance Co. of Philadelphia.  
American Alliance Insurance Company.  
American Automobile Fire Ins. Co.  
American Automobile Insurance Co.  
American Central Insurance Company.  
American Credit Indemnity Co. of N.Y.  
American Equitable Assurance Co.  
American Exchange Underwriters.  
American Home Fire Assurance Co.  
American Insurance Company, The.  
Anglo-Scottish Insurance Co. Ltd.  
Arex Indemnity Company.  
Arkwright Mutual Fire Insurance Co.  
Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal, L'.  
Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec, L'.  
Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa, L'.  
Assurances Funéraires Rousseau & Frères Limitée, Les.  
Atlas Assurance Company Limited.  
Automobile Insurance Company of Hartford, Conn., The.  
Aviation and General Insured Company, Limited.

Acadia Fire Insurance Co., The.  
Aetna Casualty and Surety Co., The.  
Aetna Insurance Company.  
Aetna Life Insurance Company.  
Affiliated Underwriters.  
Agricultural Insurance Company.  
Alliance Assurance Company Limited.  
Alliance Insurance Co. of Philadelphia.  
American Alliance Insurance Company.  
American Automobile Fire Ins. Co.  
American Automobile Insurance Co.  
American Central Insurance Company.  
American Credit Indemnity Co. of N.Y.  
American Equitable Assurance Co.  
American Exchange Underwriters.  
American Home Fire Assurance Co.  
American Insurance Company, The.  
Anglo-Scottish Insurance Co. Ltd.  
Arex Indemnity Company.  
Arkwright Mutual Fire Insurance Co.  
Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal, L'.  
Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec, L'.  
Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa, L'.  
Assurances Funéraires Rousseau & Frères Limitée, Les.  
Atlas Assurance Company Limited.  
Automobile Insurance Company of Hartford, Conn., The.  
Aviation and General Insurance Company, Limited.

Baloise (La), Compagnie d'Assurance contre l'Incendie.  
Baltimore American Ins. Co. of N.Y.  
Bankers and Shippers Ins. Co. of N.Y.  
Beaver Fire Insurance Company.  
Blackstone Mutual Fire Insurance Co.  
Boiler Inspection & Insurance Co of Can.

Baloise Fire Insurance Company, The.  
Baltimore American Ins. Co. of N.Y.  
Bankers and Shippers Ins. Co. of N.Y.  
Beaver Fire Insurance Company.  
Bee Fire Insurance Co. of Paris, France.  
Blackstone Mutual Fire Insurance Co.

Boston Insurance Company.  
 Boston Manufacturers' Mutual Fire Ins. Co.  
 British America Assurance Company.  
 British and European Insurance Co. Ltd., The.  
 British and Foreign Marine Insurance Co. Ltd. Co. Ltd., The.  
 British Aviation Insurance Co. Ltd, The.  
 British Crown Assurance Corporation Ltd.  
 British Empire Assurance Co., The.  
 British General Insurance Co. Ltd.  
 British Law Insurance Co. Ltd, The.  
 British Northwestern Fire Ins. Co.  
 British Oak Insurance Company Ltd.  
 British Traders Insurance Company Ltd.

Caisse Nationale d'Assurance-Vie.  
 Caisse Nationale d'Economie.  
 Caledonian-American Insurance Co.  
 Caledonian Insurance Company.  
 California Insurance Company, The.  
 Camden Fire Insurance Association.  
 Canada Accident and Fire Assurance Co., The.  
 Canada Life Assurance Company, The.  
 Canada Security Assurance Company.  
 Canadian Fire Insurance Company.  
 Canadian General Insurance Company.  
 Canadian Home Assurance Company  
 Canadian Indemnity Company, The.  
 Canadian Reciprocal Underwriters.  
 Canadian Surety Company, The.  
 Car and General Ins. Corporation Ltd.  
 Casualty Company of Canada, The.  
 Central Insurance Company Ltd, The.  
 Central Manufacturers' Mutual Ins. Co.  
 Central Union Insurance Company.  
 Century Insurance Company Ltd., The.  
 Citizens Insurance Company of New Jersey, The.  
 City of New York Insurance Company.  
 Columbia Insurance Company of New-York.  
 Commercial Union Assurance Co. Ltd.  
 Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce contre l'Incendie.

Compagnie d'Assurances Alliance Canadienne.  
 Compagnie d'Assurance Canadienne Mercantile, La.  
 Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale.  
 Compagnie d'Assurance du Canada contre l'Incendie.  
 Compagnie d'Assurance Funéraire de Montréal, Limitée, La.  
 Compagnie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Limitée, La.  
 Compagnie d'Assurances Mutuelles des Marchands Détaillants, La.  
 Compagnie d'Assurances Provinces-Unies, La.  
 Compagnie d'Assurance Stanstead & Sherbrooke.  
 Compagnie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est.  
 Compagnie Equitable d'Assurance contre le feu.  
 Compagnie Française du Phénix.  
 Compagnie Générale de Frais Funéraires, Limitée, La.  
 Compagnie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec.  
 Confederation Life Association.  
 Connecticut Fire Insurance Co.  
 Consolidated Fire and Casualty Ins. Co.  
 Continental Casualty Company.  
 Continental Insurance Company, The.  
 Continental Life Insurance Co.  
 Cornhill Insurance Company Limited, The.  
 Cotton & Wooden Manufacturers, Mutual Ins. Co. of New England.  
 Crown Life Insurance Company, The.

Dominion Fire Insurance Co., The.  
 Dominion Life Assurance Co., The.  
 Dominion of Canada General Ins. Co., The.

Eagle Fire Company of New York, The.  
 Eagle Star Insurance Company, Limited.  
 Economical Mutual Fire Insurance Co.,  
 Empire Life Insurance Company.  
 Employers' Liability Assurance Corp'n, The.  
 Employers' Reinsurance Corporation.  
 Equitable Fire and Marine Ins. Co.  
 Equitable Life Assurance Society of the United States, The.  
 Equitable Life Insurance Co. of Canada, The.  
 Essex and Suffolk Equitable Insurance Society Ltd.  
 Excelsior Life Insurance Company, The.  
 Excess Insurance Company Limited.

Fall River Manufacturers Mutuel Insurance Company.  
 Federal Fire Insurance Co. of Canada.  
 Federal Insurance Company.  
 Fidelity and Casualty Co. of New York, The.  
 Fidelity Insurance Co. of Canada.  
 Fidelity-Phenix Fire Insurance Co. of New York.  
 Fire Association of Philadelphia.  
 Fireman's Fund Insurance Company.  
 Firemen's Insurance Co. of Newark, N.J.  
 Firemen's Mutual Insurance Company.  
 Fireproof Sprinklered Underwriters.  
 Foncière (La), Compagnie d'Assurances Mobilières et Immobilières à Primes Fixes.  
 Franklin Fire Insurance Company, The.

General Accident Assurance Company of Canada, The.  
 General Accident Fire and Life Assurance Corporation Limited.  
 General Exchange Insurance Corporation.  
 Gibraltar Fire and Marine Insurance Company, The.  
 Glens Falls Insurance Company.  
 Globe Indemnity Co. of Canada, The.  
 Granite State Fire Insurance Company.  
 Great American Indemnity Company.  
 Great American Insurance Company.  
 Great-West Life Assurance Co., The.  
 Gresham Life Assurance Society, Limited.  
 Guarantee Company of North America, The.  
 Guardian Assurance Company, Limited, (London Eng.)

Boller Inspection & Insurance Co. of Can.  
 Boston Insurance Company.  
 Boston Manufacturers' Mutual Fire Ins. Co.  
 British America Assurance Company.  
 British and European Insurance Co Ltd., The.  
 British and Foreign Marine Insurance Co. Ltd., The.  
 British Aviation Insurance Co. Ltd., The.  
 British Crown Assurance Corporation Ltd.  
 British Empire Assurance Co., The.  
 British General Insurance Co. Ltd.  
 British Law Insurance Co. Ltd., The.  
 British Northwestern Fire Ins. Co.  
 British Oak Insurance Company Ltd.  
 British Traders Insurance Company Ltd.

Caisse Nationale d'Assurance-Vie.  
 Caisse Nationale d'Economie.  
 Caledonian-American Insurance Co.  
 Caledonian Insurance Company.  
 California Insurance Company, The.  
 Camden Fire Insurance Association.  
 Canada Accident and Fire Assurance Co., The.  
 Canada Life Assurance Company, The.  
 Canada Security Assurance Company.  
 Canadian Alliance Insurance Co.  
 Canadian Fire Insurance Company.  
 Canadian General Insurance Company.  
 Canadian Home Assurance Company.  
 Canadian Indemnity Company, The.  
 Canadian Mercantile Insurance Co., The.  
 Canadian National Insurance Co.  
 Canadian Reciprocal Underwriters.  
 Canadian Surety Company, The.  
 Canadian Union Insurance Company (The).  
 Car and General Ins. Corporation Ltd.  
 Casualty Company of Canada, The.  
 Central Insurance Company Ltd., The.  
 Central Manufacturers' Mutual Ins. Co.  
 Central Union Insurance Company.  
 Century Insurance Company Ltd., The.  
 Citizens Insurance Company of New Jersey, The.  
 City of New York Insurance Company.  
 Columbia Insurance Company of New York.  
 Commerce Mutual Fire Insurance Co.  
 Commercial Union Assurance Co. Ltd.  
 Compagnie d'Assurance Funéraire de Montréal, Limitée, La.  
 Compagnie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Limitée, La.  
 Compagnie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est.  
 Compagnie Générale de Frais Funéraires, Limitée, La.  
 Compagnie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec.  
 Confederation Life Association.  
 Connecticut Fire Insurance Co.  
 Consolidated Fire and Casualty Ins. Co.  
 Continental Casualty Company.  
 Continental Insurance Company, The.  
 Continental Life Insurance Co.  
 Co-operative Funeral Expense Society, The.  
 Cornhill Insurance Company Limited, The.  
 Cotton & Woolen Manufacturers Mutual Ins. Co. of New England.  
 Crown Life Insurance Company, The.

Dominion Fire Insurance Co., The.  
 Dominion Life Assurance Co., The.  
 Dominion of Canada General Ins. Co., The.

Eagle Fire Company of New York, The.  
 Eagle Star Insurance Company, Limited.  
 Economical Mutual Fire Insurance Co.  
 Empire Life Insurance Company.  
 Employers' Liability Assurance Corp'n, The.  
 Employers' Reinsurance Corporation.  
 Equitable Fire and Marine Ins. Co.  
 Equitable Life Insurance Co.  
 Equitable Life Assurance Society of the United States, The.  
 Equitable Life Insurance Co. of Canada, The.  
 Essex and Suffolk Equitable Insurance Society Ltd.  
 Excelsior Life Insurance Company, The.  
 Excess Insurance Company Limited.

Fall River Manufacturers Mutual Insurance Company.  
 Federal Fire Insurance Co. of Canada.  
 Federal Insurance Company.  
 Fidelity and Casualty Co. of New York, The.  
 Fidelity Insurance Co. of Canada.  
 Fidelity-Phenix Fire Insurance Co. of New York.  
 Fire Association of Philadelphia.  
 Fire Insurance Company of Canada.  
 Fireman's Fund Insurance Company.  
 Firemen's Insurance Co. of Newark, N.J.  
 Firemen's Mutual Insurance Company.  
 Fireproof Sprinklered Underwriters.  
 Foncière Fire Insurance Co. of Paris, France, The.  
 Franklin Fire Insurance Company, The.

General Accident Assurance Company of Canada, The.  
 General Accident Fire and Life Assurance Corporation Limited.  
 General Exchange Insurance Corporation.  
 General Security Insurance Co. of Canada, The.  
 Gibraltar Fire and Marine Insurance Company, The.  
 Glens Falls Insurance Company.  
 Globe Indemnity Co. of Canada, The.  
 Granite State Fire Insurance Company.  
 Great American Indemnity Company.  
 Great American Insurance Company.  
 Great-West Life Assurance Co., The.  
 Gresham Life Assurance Society, Limited.  
 Guarantee Company of North America, The.

Guardian Insurance Co. of Canada, The.  
Guilddhall Insurance Company Limited, The.

Halifax Insurance Company.  
Hanover Fire Insurance Company, The.  
Hardware Dealers' Mutual Fire Ins. Co.  
Hartford Accident and Indemnity Co.  
Hartford Fire Insurance Company.  
Hartford Live Stock Insurance Co.  
Helvétia (L'), Compagnie Suisse d'Assurance contre l'Incendie  
Home Assurance Company of Canada.  
Home Fire and Marine Ins. Co.  
Home Insurance Company, The.  
Homestead Fire Insurance Co.  
Hudson Bay Insurance Company.

Imperial Assurance Company.  
Imperial Guarantee and Accident Ins. Co. of Canada, The.  
Imperial Insurance Office.  
Imperial Life Ass. Co. of Canada, The.  
Indemnity Insurance Company of North America.  
Indemnity Marine Assurance Co. Ltd.  
Indiana Lumbermens Mutual Ins. Co.  
Individual Underwriters.  
Industrielle (L'), Compagnie d'Assurance sur la Vie.  
Insurance Company of North America.

Jersey Insurance Company of New-York.  
John Hancock Mutual Life Insurance Company.

Laurentienne (La), Compagnie d'Assurance sur la Vie.  
Law Union and Rock Insurance Co. Ltd.  
Legal and General Ass. Society, The.  
Liberty Mutual Insurance Company.  
Liverpool & London & Globe Ins. Co. Ltd., The.  
Liverpool-Manitoba Assurance Co., The.  
Local Government Guarantee Society, Ltd.  
London and County Insurance Co., Ltd.  
London and Lancashire Guarantee and Accident Company of Canada.  
London and Lancashire Insurance Co., Ltd.  
London and Provincial Marine and General Ins. Co. Ltd.  
London and Scottish Assurance Corp'n Ltd.  
London Assurance, The.  
London-Canada Insurance Company.  
London Guarantee and Accident Co., Ltd.  
London Life Insurance Company, The.  
Loyal Protective Life Insurance Co.  
Lumbermens Insurance Company.  
Lumbermens Mutual Casualty Co.  
Lumbermens Mutual Insurance Company.  
Lumbermen's Underwriting Alliance.  
Lumber Mutual Fire Ins. Co.

Manufacturers Life Insurance Co., The.  
Manufacturers Mutual Fire Insurance Company.  
Marine Insurance Company Limited.  
Maryland Casualty Company.  
Mercantile Insurance Company.  
Merchants and Manufacturers Insurance Company of New York.  
Merchants Fire Assurance Corporation of New-York.  
Merchants Marine Insurance Company Ltd., The.  
Mercury Insurance Company.  
Metropolitan Casualty Insurance Company of New-York, The.  
Metropolitan Inter-Insurers.  
Metropolitan Life Insurance Company.  
Michigan Fire and Marine Ins. Co.  
Millers National Insurance Company.  
Mill Owners Mutual Fire Insurance Co. of Iowa.  
Missisquoi et Rouville Comp. d'Ass. Mut. contre l'Incendie.  
Monarch Life Assurance Company, The.  
Montreal Life Insurance Company.  
Monument Insurance Company Limited.  
Motor Union Insurance Company Ltd.  
Mutual Benefit Health and Accident Association.  
Mutual Boiler Ins. Co. of Boston.  
Mutual Implement and Hardware Ins. Co.  
Mutual Life and Citizens' Assurance Co. Ltd., The.  
Mutual Life Assurance Company of Canada.  
Mutual Life Insurance Company of New-York, The.

Guardian Assurance Company, Limited (London, Eng.).  
Guardian Insurance Co. of Canada, The.  
Guilddhall Insurance Company Limited, The.

Halifax Insurance Company.  
Hanover Fire Insurance Company, The.  
Hardware Dealers' Mutual Fire Ins. Co.  
Hartford Accident and Indemnity Co.  
Hartford Fire Insurance Company.  
Hartford Live Stock Insurance Co.  
Helvetia Swiss Fire Ins. Co. Ltd., The.  
Home Assurance Company of Canada.  
Home Fire and Marine Ins. Co.  
Home Insurance Company, The.  
Homestead Fire Insurance Co.  
Hudson Bay Insurance Company.

Imperial Assurance Company.  
Imperial Guarantee and Accident Ins. Co. of Canada, The.  
Imperial Insurance Office.  
Imperial Life Ass. Co. of Canada, The.  
Indemnity Insurance Company of North America.  
Indemnity Marine Assurance Co. Ltd.  
Indiana Lumbermens Mutual Ins. Co.  
Individual Underwriters.  
Industrial Life Insurance Company, The.  
Insurance Company of North America.

Jersey Insurance Company of New York.  
John Hancock Mutual Life Insurance Company.

Laurentian Life Assurance Company, The.  
Law Union and Rock Insurance Co. Ltd.  
Legal and General Ass. Society, The.  
Liberty Mutual Insurance Company.  
Liverpool & London & Globe Ins. Co. Ltd., The.  
Liverpool-Manitoba Assurance Co., The.  
Local Government Guarantee Society, Ltd.  
London and County Insurance Co., Ltd.  
London and Lancashire Guarantee and Accident Company of Canada.  
London and Lancashire Insurance Co., Ltd.  
London and Provincial Marine and General Ins. Co. Ltd.  
London and Scottish Assurance Corp'n Ltd.  
London Assurance, The.  
London-Canada Insurance Company.  
London Guarantee and Accident Co. Ltd.  
London Life Insurance Company, The.  
Loyal Protective Life Insurance Co.  
Lumbermens Insurance Company.  
Lumbermens Mutual Casualty Co.  
Lumbermens Mutual Insurance Company.  
Lumbermen's Underwriting Alliance.  
Lumber Mutual Fire Ins. Co.

Manufacturers Life Insurance Co., The.  
Manufacturers Mutual Fire Insurance Company.  
Marine Insurance Company Limited.  
Maryland Casualty Company.  
Mercantile Insurance Company.  
Merchants and Manufacturers Insurance Company of New York.  
Merchants Fire Assurance Corporation of New York.  
Merchants Marine Insurance Company Ltd., The.  
Mercury Insurance Company.  
Metropolitan Casualty Insurance Company of New York, The.  
Metropolitan Inter-Insurers.  
Metropolitan Life Insurance Company.  
Michigan Fire and Marine Ins. Co.  
Millers National Insurance Company.  
Mill Owners Mutual Fire Insurance Co. of Iowa.  
Missisquoi et Rouville Mutual Fire Insurance Company.  
Monarch Life Assurance Company, The.  
Montreal Life Insurance Company.  
Monument Insurance Company Limited.  
Motor Union Insurance Company Ltd.  
Mutual Benefit Health and Accident Association.  
Mutual Boiler Ins. Co. of Boston.  
Mutual Implement and Hardware Ins. Co.  
Mutual Life and Citizens' Assurance Co. Ltd., The.  
Mutual Life Assurance Company of Canada.  
Mutual Life Insurance Company of New York, The.

National-Ben Franklin Fire Insurance Company.  
Nationale (La), Compagnie Anonyme d'Assurance contre l'Incendie et les Explosions.  
National Fire Ins. Co. of Hartford.  
National Liberty Ins. Co. of America.  
National Life Ass. Co. of Canada.  
National Liverpool Ins. Co., The.  
National Provincial Insurance Co., Ltd.  
National Retailers Mutual Ins. Co.  
National Union Fire Insurance Co.  
Newark Fire Insurance Company.  
New Brunswick Fire Ins. Co., The.  
New England Fire Insurance Co.  
New Hampshire Fire Insurance Co.  
New York Fire Insurance Company.  
New York Life Insurance Company.  
New York Reciprocal Underwriters.  
New York Underwriters Ins. Co.  
New Zealand Insurance Company, Ltd., The.  
Niagara Fire Insurance Company.  
Non-Marine Underwriters-Members of Lloyd's.  
North American Accident Insurance Co., The.  
North American Life Assurance Co.  
North British and Mercantile Insurance Company Ltd.  
North Empire Fire Insurance Co.  
Northern Assurance Company Ltd., The.  
Northern Life Ass. Co. of Canada.  
North River Insurance Company, The.  
North Star Reinsurance Corporation.  
Northwestern Mutual Fire Association.  
Northwestern National Insurance Company of Milwaukee, Wisconsin.  
North West Fire Insurance Co.

North West Fire Insurance Co.

Norwich Union Fire Insurance Society, Ltd.  
Norwich Union Life Insurance Society, The.

Occidental Fire Insurance Co., The.  
Occidental Life Insurance Company of California.  
Ocean Accident and Guarantee Corporation.  
Ocean Marine Insurance Co. Ltd., The.

Pacific Coast Fire Insurance Co., The.  
Pacific Fire Insurance Company  
Palatine Insurance Company Limited  
Patriotic Assurance Company Ltd.  
Pearl Assurance Company Ltd., The.  
Pennsylvania Lumbermen's Mutual Fire Ins. Co.  
Perth Mutual Fire Insurance Co., The.  
Philadelphia Fire and Marine Ins. Co.  
Philadelphia Manufacturers Mutual Fire Ins. Co.  
Phoenix Assurance Company, Limited.  
Phoenix Insurance Company Limited, Hartford, Conn., The.  
Pilot Insurance Company.  
Pioneer Insurance Company, The.  
Planet Assurance Company, Limited.  
Prévoyance, La.  
Prévoyants du Canada Les.  
Protection Mutual Fire Insurance Co.  
Protective Association of Canada, The.  
Providence Washington Insurance Co.  
Provincial Insurance Company Limited.  
Prudential Assurance Co., Ltd., of London, Eng., The.  
Prudential Ins. Co. of America, The.

Quebec Fire Assurance Company.  
Queen Insurance Company of America.  
Queensland Insurance Company, Limited.

Railway Passengers Assurance Company.  
Reliance Insurance Company of Canada.  
Rhode Island Insurance Company.  
Royal Exchange Assurance, The.  
Royal Guardians, The.  
Royal Insurance Company Limited.  
Royal Scottish Insurance Co. Ltd., The.

St. Paul Fire and Marine Ins. Co.  
St. Paul-Mercury Indemnity Company of Saint Paul.  
Sauvegarde, La.  
Scottish Canadian Assurance Corporation.  
Scottish Insurance Corporation Limited.  
Scottish Metropolitan Assurance Co., Ltd.  
Scottish Union and National Insurance Company.  
Sea Insurance Company, Limited, The.  
Sécurité (La), Compagnie d'Assurances Générales du Canada.  
Security Insurance Co. of New-Haven.  
Security National Insurance Company.  
Sentinel Fire Insurance Company.  
Service Fire Insurance Company of New York.  
Société Co-opérative de Frais Funéraires, Limitée.  
Société d'Assurances des Caisses Populaires, La.  
Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C., La.  
Société Nationale d'Assurances.  
Solidarité (La), Compagnie d'Assurance sur la Vie.  
South British Insurance Co., The.  
Southern Insurance Company Limited, The.  
Sovereign Life Assurance Company of Canada, The.  
Springfield Fire and Marine Ins. Co.  
Standard Life Assurance Company, The.  
State Assurance Company Limited.  
Sterling Insurance Company of Canada.  
Suisse (La), Compagnie Anonyme d'Assurances Générales.  
Sun Insurance Office, Limited.  
Sun Life Assurance Company of Canada.  
Survivance (La), Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie.  
Svea Fire and Life Ins. Co. Ltd.

T. Eaton Life Assurance Co., The.  
Toronto General Insurance Company.  
Toronto Mutual Life Ins. Co.  
Transcontinental Insurance Company.  
Travelers Fire Insurance Co., The.  
Travelers Indemnity Company (Hartford, Conn.), The.  
Travelers Insurance Company (Hartford, Conn.), The.

Underwriters Exchange.  
Union Assurance Society Limited.  
Union Canadienne (L) Compagnie d'Assurances.  
Union (L) Compagnie d'Assurance contre l'Incendie, les Accidents et Risques Divers.  
Union Insurance Society of Canton, Ltd.  
Union Marine and General Insurance Co. Ltd., The.  
Union Mutual Insurance Company.  
United British Insurance Company Limited.  
United Firemen's Insurance Company of Philadelphia.  
United Mutual Fire Insurance Company.  
United States Fidelity and Guaranty Company.  
United States Fire Insurance Company.  
United States Guarantee Company.

Victory Insurance Company Limited, The.

Waterloo Mutual Fire Ins. Co., The.  
Wawanesa Mutual Insurance Co., The.  
Wellington Fire Insurance Company.  
Westchester Fire Insurance Company.  
Western Assurance Company.  
Westminster Fire Office, The.  
What Cheer Mutual Fire Insurance Company.  
Worcester Manufacturers Mutual Insurance Company.  
World Fire and Marine Ins. Co., The.  
World Marine and General Insurance Company Limited, The.

Yorkshire Insurance Company, Ltd., The.

Northwestern National Insurance Company of Milwaukee, Wisconsin.

North West Fire Insurance Co.  
Norwich Union Fire Insurance Society, Ltd.  
Norwich Union Life Insurance Society, The.

Occidental Fire Insurance Co., The.  
Occidental Life Insurance Company of California.  
Ocean Accident and Guarantee Corporation.  
Ocean Marine Insurance Co. Ltd., The.

Pacific Coast Fire Insurance Co., The.  
Pacific Fire Insurance Company.  
Palatine Insurance Company Limited.  
Patriotic Assurance Company Ltd.  
Pearl Assurance Company Ltd., The.  
Pennsylvania Lumbermen's Mutual Fire Ins. Co.  
Perth Mutual Fire Insurance Co., The.  
Phoenix Fire Ins. Co. of Paris, France.  
Philadelphia Fire and Marine Ins. Co.  
Philadelphia Manufacturers Mutual Fire Ins. Co.  
Phoenix Assurance Company, Limited.  
Phoenix Insurance Company Limited, Hartford, Conn., The.  
Pilot Insurance Company.  
Pioneer Insurance Company, The.  
Planet Assurance Company, Limited.  
Prévoyants du Canada, Les.  
Protection Mutual Fire Insurance Co.  
Protective Association of Canada, The.  
Providence Washington Insurance Co.  
Provident, The.  
Provincial Insurance Company Limited.  
Prudential Assurance Co., Ltd., of London, Eng., The.  
Prudential Ins. Co. of America, The.

Quebec Fire Assurance Company.  
Queen Insurance Company of America.  
Queensland Insurance Company Limited.

Railway Passengers Assurance Company.  
Reliance Insurance Company of Canada.  
Retail Merchants Mutual Insurance Company.  
Rhode Island Insurance Company.  
Royal Exchange Assurance, The.  
Royal Guardians, The.  
Royal Insurance Company Limited.  
Royal Scottish Insurance Co. Ltd., The.

St. Paul Fire and Marine Ins. Co.  
St. Paul-Mercury Indemnity Company of Saint Paul.  
Sauvegarde, La.  
Scottish Canadian Assurance Corporation.  
Scottish Insurance Corporation Limited.  
Scottish Metropolitan Assurance Co., Ltd.  
Scottish Union and National Insurance Company.  
Sea Insurance Company, Limited, The.  
Security Insurance Co. of New-Haven.  
Security National Insurance Company.  
Sentinel Fire Insurance Company.  
Service Fire Insurance Company of New York.  
Société d'Assurances des Caisses Populaires, La.  
Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C., La.  
Solidarité (La), Compagnie d'Assurance sur la Vie.  
South British Insurance Co., The.  
Southern Insurance Company Limited, The.  
Sovereign Life Assurance Company of Canada, The.  
Springfield Fire and Marine Ins. Co.  
Standard Life Assurance Company, The.  
Stanstead & Sherbrooke Insurance Company.  
State Assurance Company Limited.  
Sterling Insurance Company of Canada.  
Sun Insurance Office, Limited.  
Sun Life Assurance Company of Canada.  
Survivance (La), Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie.  
Svea Fire and Life Ins. Co. Ltd.  
Switzerland General Ins. Co. Ltd., The.

T. Eaton Life Assurance Co., The.  
Toronto General Insurance Company.  
Toronto Mutual Life Ins. Co.  
Transcontinental Insurance Company.  
Travelers Fire Insurance Co., The.  
Travelers Indemnity Company (Hartford, Conn.), The.  
Travelers Insurance Company (Hartford, Conn.), The.

Underwriters Exchange.  
Union Assurance Society Limited.  
Union Fire, Accident and General Insurance Co. of Paris France, The.  
Union Insurance Society of Canton, Ltd.  
Union Marine and General Insurance Co. Ltd., The.  
Union Mutual Life Insurance Company.  
United British Insurance Company Limited.  
United Firemen's Insurance Company of Philadelphia.  
United Mutual Fire Insurance Company.  
United Provinces Insurance Company, The.  
United States Fidelity and Guaranty Company.  
United States Fire Insurance Company.  
United States Guarantee Company.

Victory Insurance Company Limited, The.

Waterloo Mutual Fire Ins. Co., The.  
Wawanesa Mutual Insurance Co., The.  
Wellington Fire Insurance Company.  
Westchester Fire Insurance Company.  
Western Assurance Company.  
Westminster Fire Office, The.  
What Cheer Mutual Fire Insurance Company.  
Worcester Manufacturers Mutual Insurance Company.  
World Fire and Marine Ins. Co., The.  
World Marine and General Insurance Company Limited, The.

Yorkshire Insurance Company, Ltd., The.

Zurich General Accident and Liability Insurance Company Limited.

Zurich General Accident and Liability Insurance Company Limited.

Donné au bureau du Service des assurances ce 17ième jour de juillet 1946.

Given at the office of the Insurance Department this 17th day of July 1946.

Pour le Trésorier de la Province,  
**GEORGES LAFRANCE,**  
 Surintendant des Assurances.

For the Treasurer of the Province,  
**GEORGES LAFRANCE,**  
 Superintendent of Insurance.

15019-o

15019-o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Avis est donné par les présentes que les compagnies d'assurance mutuelle de paroisse ou de municipalité locale dont les noms suivent ont obtenu le renouvellement de leur permis et de leur enregistrement pour l'année commençant le 1er juillet 1946 et finissant le 30 juin 1947:

Notice is hereby given that the following parish or local municipal mutual insurance companies have obtained the renewal of their license and registration for the year beginning on the 1st day of July 1946 and ending on the 30th day of June 1947:

Baie du Febvre.  
 Belœil.  
 Berthier (en bas).  
 Boucherville.

Baie du Febvre.  
 Belœil.  
 Berthier (en bas).  
 Boucherville.

Cap Saint-Ignace.  
 Charlesbourg.  
 Château-Richer.  
 Chicoutimi.  
 Compton.

Cap Saint-Ignace.  
 Charlesbourg.  
 Château-Richer.  
 Chicoutimi.  
 Compton.

Granby.

Granby.

Kingsey.

Kingsey.

Lacadie.  
 L'Ange-Gardien-d'Angers.  
 L'Annonciation.  
 Laprairie.  
 La Présentation.  
 L'Assomption.  
 La Visitation-de-Champlain.  
 La Visitation-de-l'Île-Dupas.  
 L'Épiphanie.  
 Low.

Lacadie.  
 L'Ange-Gardien-d'Angers.  
 L'Annonciation.  
 Laprairie.  
 La Présentation.  
 L'Assomption.  
 La Visitation-de-Champlain.  
 La Visitation-de-l'Île-Dupas.  
 L'Épiphanie.  
 Low.

Notre-Dame-de-Bon-Secours.  
 Notre-Dame-de l'Ancienne-Lorette.  
 Notre-Dame-de-Lourdes de Ham.  
 Notre-Dame d'Hébertville.  
 Notre-Dame du Mont-Carmel.  
 Notre-Dame-du Très Saint-Sacrement de Ferme Neuve.

Notre-Dame-de-Bon-Secours.  
 Notre-Dame-de l'Ancienne-Lorette.  
 Notre-Dame-de-Lourdes de Ham.  
 Notre-Dame d'Hébertville.  
 Notre-Dame du Mont-Carmel.  
 Notre-Dame-du Très Saint-Sacrement de Ferme Neuve.

Roxton.

Roxton.

Sacré-Cœur-de-Jésus (Beauce).  
 Sacré-Cœur-de-Jésus (Saguenay).

Sacré-Cœur-de-Jésus (Beauce).  
 Sacré-Cœur-de-Jésus (Saguenay).

Saint-Agapit.  
 Saint-Aimé.  
 Saint-Alban.  
 Saint-Alexandre (Kamouraska).  
 Saint-Alexis de Matapédia.  
 Saint-Alexis de Montcalm.  
 Saint-Ambroise de Kildare.  
 Saint-André-Avellin.  
 Saints-Anges.  
 Sainte-Anne de Danville.  
 Sainte-Anne-de-la-Pérade.  
 Sainte-Anne-de-la-Pocatière.  
 Sainte-Anne des Plaines.  
 Sainte-Anne de Stukely.  
 Ste-Anne d'Yamachiche.  
 Saint-Augustin (Deux-Montagnes).

Saint-Agapit.  
 Saint-Aimé.  
 Saint-Alban.  
 Saint-Alexandre (Kamouraska).  
 Saint-Alexis de Matapédia.  
 Saint-Alexis de Montcalm.  
 Saint-Ambroise de Kildare.  
 Saint-André-Avellin.  
 Saints-Anges.  
 Sainte-Anne de Danville.  
 Sainte-Anne-de-la-Pérade.  
 Sainte-Anne-de-la-Pocatière.  
 Sainte-Anne des Plaines.  
 Sainte-Anne de Stukely.  
 Sainte-Anne d'Yamachiche.  
 Saint-Augustin (Deux-Montagnes).

Sainte-Barbe.  
 Saint-Barthélemi.  
 Saint-Basile.  
 Saint-Benoît-Labre.  
 Saint-Bernard, (Dorchester).  
 Saint-Bernard-de-Beauchastel.  
 Saint-Blaise.  
 Sainte-Brigitte des Saults.  
 Saint-Bruno (Chambly).  
 Saint-Bruno (Lac Saint-Jean).

Sainte-Barbe.  
 Saint-Barthélemi.  
 Saint-Basile.  
 Saint-Benoît-Labre.  
 Saint-Bernard, (Dorchester).  
 Saint-Bernard-de-Beauchastel.  
 Saint-Blaise.  
 Sainte-Brigitte des Saults.  
 Saint-Bruno (Chambly).  
 Saint-Bruno (Lac Saint-Jean).

Saint-Camille de Cookshire.  
 Saint-Camille de Wolfe.  
 Sainte-Cécile de Masham.  
 Sainte-Cécile du Bic.  
 Saint-Césaire.  
 Saint-Charles (Saint-Hyacinthe).  
 Saint-Clément-de-Beauharnois.  
 Saint-Clet.  
 Saint-Cœur de Marie.  
 Saint-Côme de Kennebec.  
 Saint-Constant.  
 Sainte-Croix (Lac St-Jean).  
 Sainte-Croix (Lotbinière).  
 Saint-Cuthbert.  
 Saint-Cyprien de Lery.  
 Saint-Cyrille de Normandin.

Saint-Camille de Cookshire.  
 Saint-Camille de Wolfe.  
 Sainte-Cécile de Masham.  
 Sainte-Cécile du Bic.  
 Saint-Césaire.  
 Saint-Charles (Saint-Hyacinthe).  
 Saint-Clément-de-Beauharnois.  
 Saint-Clet.  
 Saint-Cœur de Marie.  
 Saint-Côme de Kennebec.  
 Saint-Constant.  
 Sainte-Croix (Lac Saint-Jean).  
 Sainte-Croix (Lotbinière).  
 Saint-Cuthbert.  
 Saint-Cyprien de Lery.  
 Saint-Cyrille de Normandin.

Saint-Damase.  
 Saint-David.  
 Saint-David-d'Estcourt.  
 Saint-Denis.  
 Saint-Dominique de Bagot.  
 Saint-Dominique de Jonquière.

Saint-Damase.  
 Saint-David.  
 Saint-David-d'Estcourt.  
 Saint-Denis.  
 Saint-Dominique de Bagot.  
 Saint-Dominique de Jonquière.

Saint-Edmond-de-Coaticook.  
 Saint-Edouard de Napierville.  
 Sainte-Elizabeth.  
 Saint-Elzéar.  
 Saint-Ephrem-de-Tring.  
 Saint-Ephrem d'Upton.  
 Saint-Esprit.  
 Saint-Etienne (Beauharnois).  
 Saint-Etienne de Beaumont.  
 Saint-Etienne de Bolton.  
 Saint-Etienne-de-la-Malbaie.  
 Saint-Eugène-de-Grantham.  
 St-Eugène (l'Islet).

Sainte-Famille-du-Cap-Santé.  
 Saint-Félicien.  
 Saint-Félix de Valois.  
 Saint-François (Beauce).  
 Saint-François de Sales, (Portneuf).  
 Saint-François du Lac.  
 Saint-Frédéric de Beauce.

Saint-Gabriel de Brandon.  
 Sainte-Geneviève (Jacques-Cartier).  
 Sainte-Geneviève-de-Berthier.  
 Saint-Georges de Beauce.  
 Saint-Georges de Clarenceville.  
 Saint-Georges de Henryville.  
 Saint-Georges de Windsor.  
 Saint-Germain.  
 Saint-Gervais.  
 Saint-Guillaume d'Upton.

Sainte-Hélène de Bagot.  
 Saint-Henri de Lévis.  
 Saint-Henri de Mascouche.  
 Saint-Hermas.  
 Saint-Herménégilde.  
 Saint-Hilaire (Rouville).  
 Saint-Hilarion.  
 Saint-Honoré de Shenley.  
 Saint-Hubert.  
 Saint-Hugues.  
 Saint-Hyacinthe.

Saint-Ignace du Côteau du Lac.  
 Saint-Isidore (Dorchester).  
 Saint-Isidore d'Auckland.  
 Saint-Isidore de Laprairie.

Saint-Jacques de l'Achigan.  
 Saint-Jacques de Leeds.  
 Saint-Jacques de Parisville.  
 Saint-Jacques le Majeur.  
 Saint-Janvier.  
 Saint-Jean (Cté Saint-Jean).  
 Saint-Jean-Baptiste de l'Isle Verte.  
 Saint-Jean-Baptiste de Nicolet.  
 Saint-Jean Chrysostome.  
 Saint-Jean Deschailions.  
 Saint-Jean de Wickham.  
 Saint-Jean l'Evangéliste de Thurso.  
 Sainte-Jeanne de Neuville.  
 Saint-Jean Port-Joli.  
 Saint-Jérôme de Matane.  
 Saint-Jérôme (Lac-Saint-Jean).  
 Saint-Joseph de Beauce.  
 Saint-Joseph de Godmanchester.  
 Saint-Joseph-de-Lanoraie.  
 Sainte-Julie.  
 Saint-Julien de Wolfestown.  
 Sainte-Julienne.  
 Sainte-Justine (Dorchester)

Saint-Lambert.  
 Saint-Léon de Standon.  
 Saint-Liboire.  
 Saint-Lin des Laurentides.  
 Saint-Louis (Lévis).  
 Saint-Louis de Bonsecours.  
 Saint-Louis de Chambord.  
 Saint-Louis de Gonzague.  
 Saint-Louis de l'Isle aux Coudres.  
 Saint-Louis de Lotbinière.  
 Saint-Luc de Champlain.  
 Saint-Luc de Saint-Jean.  
 Sainte-Luce de Disraeli.  
 Sainte-Lucie d'Albanel.

Sainte-Madeleine de Rigaud.  
 Saint-Magloire.  
 Saint-Malachie (Dorchester).  
 Saint-Malachie d'Ormstown.  
 Saint-Marc (Verchères).  
 Saint-Marc des Carrières.  
 Saint-Marcel.  
 Sainte-Marie de Beauce.  
 Sainte-Marie de Monnoir.  
 Sainte-Marie de Sayabec.  
 Sainte-Marie Madeleine.  
 Sainte-Marie Salomé.  
 Saint-Martin.  
 Sainte-Martine.  
 Saint-Maurice.  
 Saint-Méthode d'Adstock.  
 Saint-Michel (Bellechasse).  
 Saint-Michel Archange.  
 Saint-Michel d'Yamaska.  
 Sainte-Monique.

Saint-Narcisse.  
 Saint-Nazaire d'Acton.  
 Saint-Nérée.  
 Saint-Nicolas.

Saint-Octave de Métis.

Saint-Edmond-de-Coaticook.  
 Saint-Edouard de Napierville.  
 Sainte-Elizabeth.  
 Saint-Elzéar.  
 Saint-Ephrem-de-Tring.  
 Saint-Ephrem d'Upton.  
 Saint-Esprit.  
 Saint-Etienne (Beauharnois).  
 Saint-Etienne de Beaumont.  
 Saint-Etienne de Bolton.  
 Saint-Etienne-de-la-Malbaie.  
 Saint-Eugène-de-Grantham.  
 Saint-Eugène (l'Islet).

Sainte-Famille-du-Cap-Santé.  
 Saint-Félicien.  
 Saint-Félix de Valois.  
 Saint-François (Beauce).  
 Saint-François de Sales, (Portneuf).  
 Saint-François du Lac.  
 Saint-Frédéric de Beauce.

Saint-Gabriel de Brandon.  
 Ste-Geneviève (Jacques-Cartier).  
 Sainte-Geneviève-de-Berthier.  
 Saint-Georges de Beauce.  
 Saint-Georges de Clarenceville.  
 Saint-Georges de Henryville.  
 Saint-Georges de Windsor.  
 Saint-Germain.  
 Saint-Gervais.  
 Saint-Guillaume d'Upton.

Sainte-Hélène de Bagot.  
 Saint-Henri de Lévis.  
 Saint-Henri de Mascouche.  
 Saint-Hermas.  
 Saint-Herménégilde.  
 Saint-Hilaire (Rouville).  
 Saint-Hilarion.  
 Saint-Honoré de Shenley.  
 Saint-Hubert.  
 Saint-Hugues.  
 Saint-Hyacinthe.

Saint-Ignace du Côteau du Lac.  
 Saint-Isidore (Dorchester).  
 Saint-Isidore d'Auckland.  
 Saint-Isidore de Laprairie.

Saint-Jacques de l'Achigan.  
 Saint-Jacques de Leeds.  
 Saint-Jacques de Parisville.  
 Saint-Jacques le Majeur.  
 Saint-Janvier.  
 Saint-Jean (Cté Saint-Jean).  
 Saint-Jean-Baptiste de l'Isle Verte.  
 Saint-Jean-Baptiste de Nicolet.  
 Saint-Jean Chrysostome.  
 Saint-Jean Deschailions.  
 Saint-Jean de Wickham.  
 Saint-Jean l'Evangéliste de Thurso.  
 Sainte-Jeanne de Neuville.  
 Saint-Jean Port-Joli.  
 Saint-Jérôme de Matane.  
 Saint-Jérôme (Lac Saint-Jean).  
 Saint-Joseph de Beauce.  
 Saint-Joseph de Godmanchester.  
 Saint-Joseph-de-Lanoraie.  
 Sainte-Julie.  
 Saint-Julien de Wolfestown.  
 Sainte-Julienne.  
 Sainte-Justine (Dorchester).

Saint-Lambert.  
 Saint-Léon-de-Standon.  
 Saint-Liboire.  
 Saint-Lin des Laurentides.  
 Saint-Louis (Lévis).  
 Saint-Louis de Bonsecours.  
 Saint-Louis de Chambord.  
 Saint-Louis de Gonzague.  
 Saint-Louis de l'Isle aux Coudres.  
 Saint-Louis de Lotbinière.  
 Saint-Luc de Champlain.  
 Saint-Luc de Saint-Jean.  
 Sainte-Luce de Disraeli.  
 Sainte-Lucie d'Albanel.

Sainte-Madeleine de Rigaud.  
 Saint-Magloire.  
 Saint-Malachie (Dorchester).  
 Saint-Malachie d'Ormstown.  
 Saint-Marc (Verchères).  
 Saint-Marc des Carrières.  
 Saint-Marcel.  
 Sainte-Marie de Beauce.  
 Sainte-Marie de Monnoir.  
 Sainte-Marie de Sayabec.  
 Sainte-Marie Madeleine.  
 Sainte-Marie Salomé.  
 Saint-Martin.  
 Sainte-Martine.  
 Saint-Maurice.  
 Saint-Méthode d'Adstock.  
 Saint-Michel (Bellechasse).  
 Saint-Michel Archange.  
 Saint-Michel d'Yamaska.  
 Sainte-Monique.

Saint-Narcisse.  
 Saint-Nazaire d'Acton.  
 Saint-Nérée.  
 Saint-Nicolas.

Saint-Octave de Métis.

**Saint-Ours.**

Saint-Pamphile.  
 Saint-Patrice de Beauvillage.  
 Saint-Patrice de la Rivière-du-Loup.  
 Saint-Patrice-de-Sherrington.  
 Saint-Paul-de-Senneterre.  
 Saint-Philippe de Laprairie.  
 Sainte-Philomène.  
 Saint-Pie.  
 Saint-Pierre Baptiste.  
 Saint-Pierre de Broughton.  
 Saint-Pierre de Durham.  
 Saint-Pierre de la Patrie.  
 Saint-Pierre, Ile d'Orléans.  
 Saint-Pierre les Becquets.

Saint-Raphaël.  
 Saint-Raymond.  
 Saint-Rémi.  
 Saint-Robert.  
 Saint-Roch de l'Achigan.  
 Saint-Roch des Aulnaies.  
 Saint-Roch d'Orford.  
 Sainte-Rosalie.  
 Sainte-Rose (Laval).  
 Sainte-Rose du Déglé.

Sainte-Sabine (Bellechasse).  
 Saint-Samuel.  
 Sainte-Scholastique.  
 Saint-Séverin.  
 Saint-Simon.  
 Saint-Stanislas (Champlain).  
 Saint-Stanislas de Kostka.  
 Saint-Sylvestre.

Sainte-Thècle.  
 Saint-Théodore d'Acton.  
 Saint-Théophile d'Ely.  
 Sainte-Thérèse d'Amos.  
 Sainte-Thérèse de Blainville.  
 Saint-Thomas de Montmagny.  
 Saint-Thuribe.  
 Saint-Timothée.  
 Saint-Tite.

Saint-Ubald.  
 Saint-Urbain Premier.

Saint-Valentin.  
 Saint-Victor de Tring.  
 Saint-Vincent-de-Paul.

Saint-Zacharie.  
 Saint-Zéphirin de Courval.  
 Saint-Zotique.  
 Shawville.  
 Spaulding & Ditchfield.  
 Stoke.

Très Saint-Cœur de Marie.

Weedon.  
 Windsor.

Donné au bureau du Service des assurances  
 ce 17ième jour de juillet 1946.

Pour le Trésorier de la Province,  
**GEORGES LAFRANCE,**  
 Surintendant des Assurances.

15023-o

**Saint-Ours.**

Saint-Pamphile.  
 Saint-Patrice de Beauvillage.  
 Saint-Patrice de la Rivière-du-Loup.  
 Saint-Patrice-de-Sherrington.  
 Saint-Paul-de-Senneterre.  
 Saint-Philippe de Laprairie.  
 Sainte-Philomène.  
 Saint-Pie.  
 Saint-Pierre Baptiste.  
 Saint-Pierre de Broughton.  
 Saint-Pierre de Durham.  
 Saint-Pierre de la Patrie.  
 Saint-Pierre, Ile d'Orléans.  
 Saint-Pierre les Becquets.

Saint-Raphaël.  
 Saint-Raymond.  
 Saint-Rémi.  
 Saint-Robert.  
 Saint-Roch de l'Achigan.  
 Saint-Roch des Aulnaies.  
 Saint-Roch d'Orford.  
 Sainte-Rosalie.  
 Sainte-Rose (Laval).  
 Sainte-Rose du Déglé.

Sainte-Sabine (Bellechasse).  
 Saint-Samuel.  
 Sainte-Scholastique.  
 Saint-Séverin.  
 Saint-Simon.  
 Saint-Stanislas (Champlain).  
 Saint-Stanislas de Kostka.  
 Saint-Sylvestre.

Sainte-Thècle.  
 Saint-Théodore d'Acton.  
 Saint-Théophile d'Ely.  
 Sainte-Thérèse d'Amos.  
 Sainte-Thérèse de Blainville.  
 Saint-Thomas de Montmagny.  
 Saint-Thuribe.  
 Saint-Timothée.  
 Saint-Tite.

Saint-Ubald.  
 Saint-Urbain Premier.

Saint-Valentin.  
 Saint-Victor de Tring.  
 Saint-Vincent-de-Paul.

Saint-Zacharie.  
 Saint-Zéphirin de Courva.  
 Saint-Zotique.  
 Shawville.  
 Spaulding & Ditchfield.  
 Stoke.

Très Saint-Cœur de Marie.

Weedon.  
 Windsor.

Given at the office of the Insurance Department  
 this 17th day of July 1946.

For the Treasurer of the Province,  
**GEORGES LAFRANCE,**  
 Superintendent of Insurance.

15023-o

**AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT  
 D'ENREGISTREMENT**

Avis est donné par les présentes que les sociétés de secours mutuels dont les noms suivent ont demandé et obtenu le renouvellement de leur permis et de leur enregistrement pour l'année commençant le 1er juillet 1946 et finissant le 30 juin 1947:

- Alliance Nationale.
- Alumnae Mutual Benefit Assoc. of the Montreal General Hospital Training School for Nurses.
- Association Bienfaisante des Chauffeurs Municipaux de Montréal.
- Association Canado-Américaine.
- Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal.
- Association de Prévoyance et de Secours Mutuels des Bouchers de Montréal.
- Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal.
- Association de Bienfaisance et de Retraite des Pompiers de Québec.
- Association de Protection Mutuelle de la Province de Québec.
- Association des Secours Mutuels des Employés de J. J. Joubert, Ltée.
- Association de Secours Mutuels des Employés de l' Arsenal Fédéral.
- Association de Secours Mutuels des Employés de la Canadian Rubber Factory.
- Association de Secours Mutuels des Gardes-Malades diplômées de l'Hôpital de la Miséricorde.
- Association des Gardes-Malades diplômées de l'Hôpital Notre-Dame.
- Association d'Hospitalisation de Québec.

**NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE  
 OF REGISTRY**

Notice is hereby given that the following mutual benefit associations have made application for and obtained the renewal of their license and registration for the year beginning on the 1st day of July 1946 and ending on the 30th day of June 1947:

- Alliance Nationale.
- Alumnae Mutual Benefit Assoc. of the Montreal General Hospital Training School for Nurses.
- Association Bienfaisante des Chauffeurs Municipaux de Montréal.
- Association Canado-Américaine.
- Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal.
- Association de Prévoyance et de Secours Mutuels des Bouchers de Montréal.
- Association de Protection Mutuelle de la Province de Québec.
- Association des Secours Mutuels des Employés de J. J. Joubert, Ltée.
- Association de Secours Mutuels des Gardes-Malades diplômées de l'Hôpital de la Miséricorde.
- Association des Gardes-Malades diplômées de l'Hôpital Notre-Dame.

Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie des  
Tramways de Montréal, L.  
Association Nationale des Bénéfices Mutuels.  
Association Protectrice des Policiers Municipaux de Québec.

Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association, The.

Borden's Employees' Mutual Benefit Society.

Caisse de Bénéfices de l'Ordre Loyal des Moose de Québec.  
Canada Packers (Montreal Employees) Mutual Benefit Association.  
Canadian Hebrew Sick Benefit Association.  
Canadian Order of Foresters.  
Canadian Pacific Expressmen's Mutual Benefit Society.  
Canadian Railways Benefit Society.

Canadian Woodmen of the World, The.  
Casacalendense Ladies Mutual Benefit Society.  
Caserta Mutual Aid Society.  
Catholic Order of Foresters.  
Croatian Fraternal Union of America.

Daughters of England Benevolent Society.

Dominion Commercial Travellers' Association.  
Dominion Hebrew Sick Benefit Association.  
Dominion Rubber Factory Employee's Mutual Benefit Association.

Ernest Cousins Ltd Employee's Mutual Aid Association.

Fonds de Secours de Forestiers Catholiques de la province de  
Québec.  
Grand Council of the Catholic Mutual Benefit Association of  
Canada, The.  
Gugliesoniana Mutual Benefit Association.

Hebrew Protective Association, The.  
Hebrew Sick Benefit Association of Montreal.  
Hungarian Sick Benefit Association.

Independent Hebrew Sick Benefit Assoc. of Montreal.  
Independent Order of Foresters, The.  
Independent Order of Odd Fellows, Grand Lodge of Quebec.  
Independent Order of Odd Fellows, Manchester Unity Friendly  
Society, Montreal District.

King Edward Benefit Association of Montreal.  
King George Sick Benefit Association.  
Knights of Columbus.

Ladies' Catholic Benevolent Association.  
Lithuanian Sons and Daughters Mutual Benefit Association of  
Montreal.

Maccabees, The.  
Montefiore Protective and Mutual Benefit Association of  
Montreal.

Mutuelle des Employés Civils, La.  
Mutuelle des Fonctionnaires de la Province, La.  
Mutuelle des Marchands Détaillants, La.  
Mutuelle des Secrétaires, La.  
Mutuelle (Vie) de l'U.C.C., La.

North End Walkimir Hebrew Sick Benefit Association of  
Montreal.

Ordre des Italo-Canadiens — Order of Italo-Canadians.  
Order Sons of Italy in Canada, The.

Pension Fund Society of Canada Packers Ltd.  
Porters Mutual Benefit Association.  
Prossedana Mutual Benefit Association.

Railway Employees Cooperative Protection Association.  
Reliable Life Insurance Society, The.  
Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association.

St. Lawrence Sugar Refineries, Limited, Employees' Benefit  
Society.

Secours Mutuel du Facteur, Le.  
Seeph Benefit Association.  
Société Bienveillante des Journaliers de Navires de Québec.  
Société de Bénéfices Mortuaires de l'Est.  
Société de Bienfaisance des Pompiers de Hull.  
Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal.  
Société de Bienfaisance St-Jean-Baptiste de Notre-Dame de  
Granby.  
Société des Artisans Canadiens-Français (La).  
Société des Commis Marchands de Québec.  
Société de Secours Mutuels "Dante Alighieri".  
Société de Secours Mutuels des Citoyens de Casacalenda.  
Société de Secours Mutuels des Cuisiniers de Montréal.  
Société L'Assomption.  
Société Mutuelle de Bénéfices en Maladie Ville-Marie.  
Société Mutuelle des Maréchaux-Ferrants de la province de  
Québec.  
Société Mutuelle des Voyageurs de Commerce de Québec.  
Société St-Jean-Baptiste de Masson.  
Société St-Jean-Baptiste de Richmond.  
Société St-Jean-Baptiste Permanente de Waterloo.  
Sons of England Benefit Society of Canada.  
Sons of Scotland Benevolent Association.  
Steinberg's Employees' Mutual Benefit Association.

Association Protectrice des Policiers Municipaux de Québec.

Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association, The.  
Benevolent Mortuary Association of Montreal.  
Borden's Employees' Mutual Benefit Society.

Caisse de Bénéfices de l'Ordre Loyal des Moose de Québec.  
Canada Packers (Montreal Employees) Mutual Benefit Association.  
Canadian Hebrew Sick Benefit Association.  
Canadian Order of Foresters.  
Canadian Pacific Expressmen's Mutual Benefit Society.  
Canadian Railways Benefit Society.  
Canadian Rubber Factory Employees Mutual Benefit Association.

Canadian Woodmen of the World, The.  
Casacalendense Ladies Mutual Benefit Society.  
Caserta Mutual Aid Society.  
Catholic Order of Foresters.  
Croatian Fraternal Union of America.

Daughters of England Benevolent Society.  
Dominion Arsenal Employees Mutual Benefit Association.  
Dominion Commercial Travellers' Association.  
Dominion Hebrew Sick Benefit Association.  
Dominion Rubber Factory Employee's Mutual Benefit Association.

Ernest Cousins Ltd Employee's Mutual Aid Association.

Fonds de Secours des Forestiers Catholiques de la province de  
Québec.  
Grand Council of the Catholic Mutual Benefit Association of  
Canada, The.  
Gugliesoniana Mutual Benefit Association.

Hebrew Protective Association, The.  
Hebrew Sick Benefit Association of Montreal.  
Hungarian Sick Benefit Association.

Independent Hebrew Sick Benefit Assoc. of Montreal.  
Independent Order of Foresters, The.  
Independent Order of Odd Fellow, Grand Lodge of Quebec.  
Independent Order of Odd Fellows, Manchester Unity Friendly  
Society, Montreal District.

King Edward Benefit Association of Montreal.  
King George Sick Benefit Association.  
Knights of Columbus.

Ladies' Catholic Benevolent Association.  
Lithuanian Sons and Daughters Mutual Benefit Association of  
Montreal.

Maccabees, The.  
Montefiore Protective and Mutual Benefit Association of  
Montreal.

Montreal Police Benevolent and Pension Society.  
Montreal Tramways Mutual Benefit Association.  
Mutuelle des Employés Civils, La.  
Mutuelle des Fonctionnaires de la Province, La.  
Mutuelle des Marchands Détaillant, La.  
Mutuelle des Secrétaires, La.  
Mutuelle (Vie) de l'U.C.C., La.

National Mutual Benefit Association.  
North End Walkimir Hebrew Sick Benefit Association of  
Montreal.

Ordre des Italo-Canadiens — Order of Italo-Canadians.  
Order Sons of Italy in Canada, The.

Pension Fund Society of Canada Packers, Ltd.  
Porters Mutual Benefit Association.  
Prossedana Mutual Benefit Association.

Québec Firemen's Benevolent and Pension Association.  
Québec Hospital Service Association.  
Québec Ship Laborers' Benevolent Society.

Railway Employees Cooperative Protection Association.  
Reliable Life Insurance Society, The.  
Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association.

St. Lawrence Sugar Refineries, Limited, Employees' Benefit  
Society.

Secours Mutuel du Facteur, Le.  
Seeph Benefit Association.  
Société de Bénéfices Mortuaires de l'Est.  
Société de Bienfaisance des Pompiers de Hull.

Société de Bienfaisance St-Jean-Baptiste de Notre-Dame de  
Granby.

Société des Artisans Canadiens-Français (La).  
Société des Commis Marchands de Québec.  
Société de Secours Mutuels "Dante Alighieri".  
Société de Secours Mutuels des Citoyens de Casacalenda.  
Société de Secours Mutuels des Cuisiniers de Montréal.  
Société L'Assomption.  
Société Mutuelle de Bénéfices en Maladie Ville-Marie.  
Société Mutuelle des Maréchaux-Ferrants de la province de  
Québec.

Société Mutuelle des Voyageurs de Commerce de Québec.  
Société St-Jean-Baptiste de Masson.  
Société St-Jean-Baptiste de Richmond.  
Société saint-Jean-Baptiste Permanente de Waterloo.  
Sons of England Benefit Society of Canada.  
Sons of Scotland Benevolent Association.  
Steinberg's Employees Mutual Benefit Association.

Subsidiary High Court of the Ancient Order of Foresters in the Dominion of Canada.  
 Supreme Council of the Royal Arcanum.  
 Toilet Laundries Social and Benevolent Fund.  
 Transportation Employees' Mortuary Benefit Society of Montréal.  
 Troy Sick and Dividing Society.

Ukrainian National Association.  
 Ukrainian Sick Benefit Society of Montreal.  
 Union des Tailleurs de Cuir de Québec.  
 Union du Commerce, L.  
 Union St-Joseph à St-Roch de Québec.  
 Union St-Joseph de Drummondville.  
 Union St-Joseph de Notre-Dame-de-Beauport.  
 Union St-Joseph du Canada.  
 Union Secourable des Cordonniers de Québec.  
 United Shoe Machinery Co. Mutual Relief Association of Canada.

Victoria Hebrew Sick Benefit Association.

Woman's Benefit Association.  
 Women's Catholic Order of Foresters.  
 Workmen's Circle, The.

Yishitzer Young Men's Sick Benefit Association.

Donné au bureau du Service des Assurances ce 17ième jour de juillet 1946.

Pour le Trésorier de la Province,

**GEORGES LAFRANCE,**

15020-o Surintendant des Assurances.

Subsidiary High Court of the Ancient Order of Foresters in the Dominion of Canada.  
 Supreme Council of the Royal Arcanum.  
 Toilet Laundries Social Benevolent Fund.  
 Transportation Employees' Mortuary Benefit Society of Montreal.  
 Troy Sick and Dividing Society.

Ukrainian National Association.  
 Ukrainian Sick Benefit Society of Montreal.  
 Union des Tailleurs de Cuir de Québec.  
 Union du Commerce, L.  
 Union St-Joseph à St-Roch de Québec.  
 Union St-Joseph de Drummondville.  
 Union St-Joseph de Notre-Dame-de-Beauport.  
 Union St-Joseph du Canada.  
 Union Secourable des Cordonniers de Québec.  
 United Shoe Machinery Co. Mutual Relief Association of Canada.

Victoria Hebrew Sick Benefit Association.

Woman's Benefit Association.  
 Women's Catholic Order of Foresters.  
 Workmen's Circle, The.

Yishitzer Young Men's Sick Benefit Association.

Given at the office of the Insurance Department this 17th day of July 1946.

For the Treasurer of the Province,

**GEORGES LAFRANCE,**

15020-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que les compagnies d'assurance mutuelle de municipalité dont les noms suivent ont obtenu le renouvellement de leur permis et de leur enregistrement pour l'année commençant le 1er juillet 1946 et finissant le 30 juin 1947:

Auckland.

Clifton (Partie Est).  
 Contrecoeur.

Ely (Partie Sud).

Ham-Nord.  
 Hereford.

Lambton.  
 Louis-Joliette.

Musselyville.

Newport.  
 Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland.  
 Notre-Dame-de-Bon-Secours.  
 Notre-Dame-de-Stanbridge.  
 Notre-Dame-du-Mont-Carmel.

Rivière-Ouelle.

Saint-Alexandre-d'Iberville.  
 Sainte-Anne-de-Sorel.  
 Saint-Anselme.  
 Saint-Antoine-sur-Richelieu.  
 Saint-Athanase-de-DeBleury.  
 Saint-Augustin-de-Desmaures.

Saint-Barnabé.  
 Saint-Bernard (Partie Sud).  
 Saint-Bonaventure-de-Hamilton.  
 Sainte-Brigide.

Sainte-Catherine-de-Hatley.  
 Sainte-Claire-de-Joliette.

Saint-Damien-de-Buckland.  
 Saint-Denis-de-la-Bouteillerie.

Saint-Edouard-de-Frampton.  
 Saint-Edouard-de-Gentilly.  
 Saint-Edwidge-de-Clifton.  
 Saint-Eustache.  
 Saint-Evariste-de-Forsyth.

Saint-Fortunat-de-Wolfestown.

Saint-Gérard.  
 Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin.  
 Saint-Grégoire-le-Grand-de-Monnoir.

Sainte-Hénédine.  
 Saint-Hyacinthe-le-Confesseur.

Saint-Jacques-le-Mineur.  
 Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville.  
 Saint-Jérôme, Rivière-du-Nord.  
 Saint-Joseph-de-Maskinongé.  
 Saint-Joseph-de-Soulanges.  
 Saint-Jude-de-Saint-Ours.  
 Saint-Justin.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Notice is hereby given that the following municipal mutual insurance companies have obtained the renewal of their license and registration for the year beginning on the 1st day of July 1946 and ending on the 30th day of June 1947:

Auckland.

Clifton (East Part).  
 Contrecoeur.

Ely (South Part).

Ham-Nord.  
 Hereford.

Lambton.  
 Louis-Joliette.

Musselyville.

Newport.  
 Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland.  
 Notre-Dame-de-Bon-Secours.  
 Notre-Dame-de-Stanbridge.  
 Notre-Dame-du-Mont-Carmel.

Rivière-Ouelle.

Saint-Alexandre-d'Iberville.  
 Sainte-Anne-de-Sorel.  
 Saint-Anselme.  
 Saint-Antoine-sur-Richelieu.  
 Saint-Athanase-de-DeBleury.  
 Saint-Augustin-de-Desmaures.

Saint-Barnabé.  
 Saint-Bernard (South Part).  
 Saint-Bonaventure-de-Hamilton.  
 Sainte-Brigide.

Sainte-Catherine-de-Hatley.  
 Sainte-Claire-de-Joliette.

Saint-Damien-de-Buckland.  
 Saint-Denis-de-la-Bouteillerie.

Saint-Edouard-de-Frampton.  
 Saint-Edouard-de-Gentilly.  
 Saint-Edwidge-de-Clifton.  
 Saint-Eustache.  
 Saint-Evariste-de-Forsyth.

Saint-Fortunat-de-Wolfestown.

Saint-Gérard.  
 Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin.  
 Saint-Grégoire-le-Grand-de-Monnoir.

Sainte-Hénédine.  
 Saint-Hyacinthe-le-Confesseur.

Saint-Jacques-le-Mineur.  
 Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville.  
 Saint-Jérôme, Rivière-du-Nord.  
 Saint-Joseph-de-Maskinongé.  
 Saint-Joseph-de-Soulanges.  
 Saint-Jude-de-Saint-Ours.  
 Saint-Justin.

Sainte-Justine-de-Newton.

Saint-Lazare.  
Saint-Léon-de-Marston.

Sainte-Marguerite-Joliette.  
Sainte-Marie-de-Beauce.  
Sainte-Marthe.  
Saint-Mathias.

Saint-Odilon-de-Cranbourne.

Saint-Philémon.  
Saint-Pierre-du-Lac.  
Saint-Polycarpe.  
Saint-Prosper.

Saint-Roch-de-Richelieu.  
Sainte-Rose-de-Watford.

Sainte-Sabine (Missisquoi).  
Saint-Sébastien (Frontenac).  
Saint-Sébastien (Iberville).  
Saint-Siméon-de-Bonaventure.

Saint-Télesphore (Soulanges).  
Sainte-Théodosie.  
Saint-Thomas-d'Aquin.

Sainte-Ursule.

Saint-Valérien-de-Milton.  
Saint-Vallier.  
Saint-Venant-de-Hereford.  
Sainte-Victoire.

Varenes.  
Vaudreuil.  
Verchères.

Wotton.

Sainte-Justine-de-Newton.

Saint-Lazare.  
Saint-Léon-de-Marston.

Sainte-Marguerite-Joliette.  
Sainte-Marie-de-Beauce.  
Sainte-Marthe.  
Saint-Mathias.

Saint-Odilon-de-Cranbourne.

Saint-Philémon.  
Saint-Pierre-du-Lac.  
Saint-Polycarpe.  
Saint-Prosper.

Saint-Roch-de-Richelieu.  
Sainte-Rose-de-Watford.

Sainte-Sabine (Missisquoi).  
Saint-Sébastien (Frontenac).  
Saint-Sébastien (Iberville).  
Saint-Siméon-de-Bonaventure.

Saint-Télesphore (Soulanges).  
Sainte-Théodosie.  
Saint-Thomas-d'Aquin.

Sainte-Ursule.

Saint-Valérien-de-Milton.  
Saint-Vallier.  
Saint-Venant-de-Hereford.  
Sainte-Victoire.

Varenes.  
Vaudreuil.  
Verchères.

Wotton.

Donné au bureau du Service des assurances  
ce 17<sup>ième</sup> jour de juillet 1946.

Pour le Trésorier de la Province,  
GEORGES LAFRANCE,

15021-o Surintendant des Assurances.

Given at the office of the Insurance Depart-  
ment this 17th day of July 1946.

For the Treasurer of the Province,  
GEORGES LAFRANCE,

15021-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT  
D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que les com-  
pagnies d'assurance mutuelle de comté dont les  
noms suivent ont demandé et obtenu le renou-  
vellement de leur permis et de leur enregistre-  
ment pour l'année commençant le 1<sup>er</sup> juillet  
1946 et finissant le 30 juin 1947:

Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des comtés  
Lotbinière et Mégantic.  
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des Cultiva-  
teurs du district de Bedford.  
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Témisca-  
mingue.  
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté  
d'Arthabaska.  
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté de  
Maskinongé.  
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté de  
Nicolet.  
Compagnie d'Assurance Mutuelle des Beurreries et des Froma-  
geries des comtés du Lac Saint-Jean, Chicoutimi et Saguenay.  
Compagnie Provinciale d'Assurance Mutuelle contre le feu des  
Beurreries et Fromageries de la province de Québec.  
Mutual Fire Insurance Company of the county of Beauharnois.

Donné au bureau du Service des assurances  
ce 17<sup>ième</sup> jour de juillet 1946.

Pour le Trésorier de la Province,  
GEORGES LAFRANCE,

15022-o Surintendant des Assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE  
OF REGISTRY

Notice is hereby given that the following  
county mutual insurance companies have made  
application for and obtained the renewal of their  
license and registration for the year beginning  
on the 1st day of July 1946 and ending on the  
30th day of June 1947:

Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des comtés  
Lotbinière et Mégantic.  
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des Cultiva-  
teurs du district de Bedford.  
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Témisca-  
mingue.  
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté  
d'Arthabaska.  
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté de  
Maskinongé.  
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté de  
Nicolet.  
Compagnie d'Assurance Mutuelle des Beurreries et des Froma-  
geries des comtés du Lac Saint-Jean, Chicoutimi et Saguenay.  
Compagnie Provinciale d'Assurance Mutuelle contre le feu des  
Beurreries et Fromageries de la province de Québec.  
Mutual Fire Insurance Company of the county of Beauharnois.

Given at the office of the Insurance Depart-  
ment this 17th day of July 1946.

For the Treasurer of the Province,  
GEORGES LAFRANCE,

15022-o Superintendent of Insurance.

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de juillet 1946 — Examinations of July, 1946

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Gagné . . . . .	Jean-Jacques . . . .	24	Sorel . . . . .	Bréboeuf et Loyola

St-Hyacinthe, le 17 juillet 1946 — St. Hyacinthe, July 17th, 1946.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,  
MAURICE ROUSSEAU,  
Secretary of the Bar of Richelieu.

**Lettre patente supplémentaire**

**Supplementary Letter Patent**

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L.S.]

EUG. FISET

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT:

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defendor of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

**LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES**

**SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT**

ATTENDU que par la Loi des compagnies de téléphone (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 298), et par la Loi des compagnies de télégraphe (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 297), laquelle s'applique aux compagnies de téléphone, il est, entre autres choses, statué que les directeurs de la compagnie peuvent, après avoir obtenu l'assentiment des deux tiers des actionnaires, présenter une requête au Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil pour obtenir des lettres patentes supplémentaires aux fins d'augmenter le capital de la compagnie;

ATTENDU que les directeurs de la compagnie "La Compagnie de Téléphone de Warwick", constituée en corporation dans et par Nos lettres patentes, émises en vertu de la Loi des compagnies de téléphone (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 298), et de la Loi des compagnies de télégraphe (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 297), et datées en Notre cité de Québec, le 12ième jour de mars 1914, ont, par leur requête au Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil de Notre province de Québec, exposé qu'ils ont, le 10ième jour de juin 1945, passé un règlement pour augmenter le capital-actions de la compagnie de la manière énoncée dans le règlement;

ATTENDU que ce règlement a été le même jour, savoir: le 10ième jour de juin 1945, sanctionné par le vote d'au moins les deux-tiers des actionnaires présents à une assemblée générale spéciale de la compagnie, et que les directeurs de la compagnie ont demandé l'émission de lettres patentes supplémentaires pour le faire confirmer;

ET ATTENDU qu'il a été établi à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil que le dit règlement a été dûment passé et sanctionné en conformité avec les dispositions de la loi, que la requête pour l'obtention de lettres patentes supplémentaires paraît opportune et faite de bonne foi; et que par l'arrêté en conseil numéro 2188 du 5 juin 1946 il a été ordonné que des lettres patentes supplémentaires soient émises aux fins d'augmenter le capital de la dite compagnie en la manière énoncée dans le dit règlement;

A CES CAUSES, en vertu de la dite loi, Nous avons confirmé et, par les présentes lettres patentes supplémentaires, confirmons le règlement fait par les directeurs et sanctionné par les actionnaires de "La Compagnie de Téléphone de Warwick", le 10ième jour de juin 1945, pour les objets suivants, savoir:

Pour augmenter le capital de la compagnie de \$15,000.00 à \$25,000.00 par la création de 200 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$50.00 chacune.

ET NOUS déclarons par les présentes qu'à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* des présentes lettres patentes

WHEREAS by the Telephone Companies Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 298), and by the Telegraph Companies Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 297), which applies to telephone companies, it is, amongst other things, enacted that the directors of the company may, after having obtained the consent of two thirds of the shareholders, present a petition to the Lieutenant-Governor in Council for supplementary letters patent for the purpose of increasing the capital stock of the company;

WHEREAS the directors of the company "La Compagnie de Téléphone de Warwick", incorporated in and by Our letters patent, issued under the Telephone Companies Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 298), and the Telegraph Companies Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 297), and dated in Our city of Quebec, on the 12th day of March, 1914, have, by their petition to the Lieutenant-Governor in Council of Our Province of Quebec, shown that, on the 10th day of June, 1945, they passed a by-law to increase the capital stock of the company in the manner set forth in the by-law;

WHEREAS the said by-law was sanctioned the same day, namely: the 10th day of June, 1945, by the vote of at least two thirds of the shareholders present at a special general meeting of the company, and that the directors of the company have applied for supplementary letters patent in order to confirm the same;

AND WHEREAS it has been established to the satisfaction of the Lieutenant-Governor in Council that the said by-law was duly passed and sanctioned in conformity with the provisions of the Act, that the petition for supplementary letters patent appears reasonable and made in good faith; and that by Order in Council No. 2188 of June 5, 1946, it has been ordered that supplementary letters patent be issued for the purpose of increasing the capital stock of the said company in the manner set forth in the said by-law;

THEREFORE in virtue of the said Act, We have confirmed and, by the present supplementary letters patent confirm the by-law made by the directors and sanctioned by the shareholders of "La Compagnie de Téléphone de Warwick", on the 10th day of June, 1945, for the following purposes, to wit:

To increase the capital stock of the company from \$15,000 to \$25,000 by the creation of 200 additional common shares of a par value of \$50 each.

AND WE hereby declare that from and after the date of the publication in the *Quebec Official Gazette* of these present supplementary letters

supplémentaires, le capital-actions de "La Compagnie de Téléphone de Warwick" est augmenté de la façon ci-dessus décrite.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre dite province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.C., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce cinquième jour de juin l'an de grâce mil neuf cent quarante-six et le dixième de Notre Règne.

Par ordre.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15083-0 JEAN BRUCHÉSI.

patent, the capital stock, of "La Compagnie de Téléphone de Warwick" shall be increased in the manner aforesaid.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifth day of June, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-six, and the tenth year of Our Reign.

By command,

15083 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

## Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par Me Jean Brossard, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Rémi, district judiciaire d'Iberville, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Pacôme G. Coupal, en son vivant notaire à Saint-Rémi, district judiciaire d'Iberville, et des greffes dont ce dernier était cessionnaire, savoir: Me Antoine Goyer, Me Charles Bédard, Me Louis-Albert Bédard, Me Georges E. Merizzi, Me Louis-Philippe Merizzi et Me Maximilien Coupal. Québec, le 8 juillet 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
14846-28-5-0 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par le présent, donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par Me Charles-Édouard Villeveuve, notaire, demeurant et pratiquant au village de Gentilly, district judiciaire de Nicolet, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me David-Hercule Rhéault, en son vivant du village de Gentilly, et du greffe de feu le notaire Joseph-Ludger Tourigny, dont Me Rhéault est cessionnaire.

Québec, le 17 juillet 1946.  
Le Sous-secrétaire de la Province,  
14940-29-5-0 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given, pursuant to the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me Jean Brossard, notary, residing and practising at Saint-Rémi, judicial district of Iberville, whereby he asks for the transfere, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Pacôme G. Coupal, in his lifetime a notary at Saint-Rémi, judicial district of Iberville, and the records of which the latter was assignee, namely: Me Antoine Goyer, Me Charles Bédard, Me Louis-Albert Bédard, Me Georges E. Merizzi, Me Louis-Philippe Merizzi and Me Maximilien Coupal.

Québec, July 8, 1946.  
JEAN BRUCHÉSI,  
14846-28-5 Under Secretary of the Province.

Notice is given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Me Charles-Édouard Villeveuve, notary, residing and practising in the village of Gentilly, judicial district of Nicolet, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me David-Hercule Rhéault in his lifetime of the village of Gentilly, and the records of the late notary Joseph-Ludger Tourigny, whereof Me Rhéault was assignee.

Québec, July 17, 1946.  
JEAN BRUCHÉSI,  
14940-29-5 Under Secretary of the Province.

## Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté les personnes dont les noms suivent, savoir:

Québec, 20 juin 1946.

MM. J.-Victorien Tremblay, de Saint-Joseph-d'Alma, et Yvain Beaudoin, de Montréal, tous deux membres du Barreau de la Province: conseillers en l'emploi du Roi.

## Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Québec, June 20, 1946.

Messrs. J. Victorien Tremblay, of Saint-Joseph-d'Alma, and Yvain Beaudoin, of Montreal, both members of the Bar of the Province: King's Counsel.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 12 juin 1946.

M. Yvain Beaudoin, avocat, de Montréal: conseiller juridique au bureau du curateur public, à compter du 1er avril 1946.

Québec, 3 juillet 1946.

M. François-Xavier Lacoursière, magistrat de district, domicilié à Trois-Rivières: président de la Commission du salaire minimum.

M. J.-A. Rochette, comptable, 12 rue Dollard, St-Romuald, Cté Lévis: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 10 juillet 1946.

MM. Henri Pagé, médecin, Ernest Chartier, marchand, Oscar Pothier, orfèvre, Henri Sicotte, marchand, et Napoléon Laplante, gérant, tous de Saint-Hyacinthe: commissaires pour l'érection civile des paroisses du diocèse de Saint-Hyacinthe.

MM. Gaudias Leclerc, cultivateur, de Ste-Germaine-de-Palmarolle (bureau Boulé), Cté Abitibi: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi, et Paul-Émile Lévesque, professeur, de Ste-Anne-des-Monts, Cté Gaspé: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé.

MM. René LaBelle, examinateur en chef du bureau des examinateurs des électriciens et directeur du service au Ministère du travail, 2567 rue Delisle, Alfred Dubois, 2387 rue Fullum, Germain Durand, 5457, 16ème avenue, Rosemont, et Donat Binette, 8383 rue Henri-Julien, ces trois derniers employés du bureau des examinateurs des mécaniciens en tuyauterie au Ministère du travail, tous quatre de Montréal: juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Louis Morin, marchand, de Ste-Germaine-de-Palmarolle (bureau Boulé), Cté Abitibi: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi; Jean-Thomas McInnes, inspecteur à la Commission des pensions de vieillesse, de Port-Daniel Est, Cté Bonaventure: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bonaventure, et Ferdinand Gervais, inspecteur à la Commission des pensions de vieillesse, d'Amos, Cté Abitibi Est: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi: Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

15096-o

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, June 12, 1946.

Mr. Yvain Beaudoin, advocate, of Montreal: legal adviser in the office of the Public Curator, as from the 1st of April, 1946.

Quebec, July 3, 1946.

Mr. François-Xavier Lacoursière, district magistrate, domiciled at Trois-Rivières: to be president of the Minimum Wage Commission.

Mr. J. A. Rochette, accountant, 12 Dollard Street, St-Romuald, county of Levis: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the whole Province of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, July 10, 1946.

Messrs Henri Pagé, physician, Ernest Chartier, merchant, Oscar Pothier, goldsmith, Henri Sicotte, merchant, and Napoléon Laplante, manager, all of Saint-Hyacinthe; to be commissioners for the civil erection of parishes in the diocese of Saint-Hyacinthe.

Messrs. Gaudias Leclerc, farmer, of Ste-Germaine-de-Palmarolle (bureau Boulé), conty of Abitibi: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Abitibi, and Paul-Émile Lévesque, professor, of Ste-Anne-des-Monts, county of Gaspé: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Gaspé.

Messrs René Labelle, chief examiner on the board of examiners of electricians and director of a department in the Department of Labour, 2567 Delisle Street, Alfred Dubois, 2387 Gullum Street, Germain Durand, 5457 16th Avenue, Rosemount, and Donat Binette 8383 Henri-Julien Street, these three latter employees of the Board of Examiners of pipe mechanics in the Department of Labour, all four of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec; Louis Morin, merchant, of Ste-Germaine-de-Palmarolle (bureau Boulé), county of Abitibi: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Abitibi; Jean-Thomas McInnes, inspector on the Old Age Pensions Commission, of Port-Daniel East, county of Bonaventure: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bonaventure, and Ferdinand Gervais, inspector on the Old Age Pensions Commission, of Amos, county of Abitibi East: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Abitibi: The Justice of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

15096

### Sièges sociaux

Province de Québec — District de Montréal

“DORAY ELECTRIC LIMITED”

Avis est, par les présentes, donné que la com-

### Head Offices

Province of Quebec — District of Montreal

“DORAY ELECTRIC LIMITED”

Notice is hereby given that “Doray Electric

pagnie "Doray Electric Limited", un corps incorporé, constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du dix-huitième jour de juin 1946, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son siège social à 420 ouest, rue Lagauchetière, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 4ième jour de juillet 1946.  
(Seau) Le Secrétaire,  
15037 RALPH C. TEES.

Limited", a body corporate, incorporated by letters patent of the Province of Quebec, dated the eighteenth day of June, 1946, and having its head office in the city of Montreal, has established its head office at 420 Lagauchetière Street West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 4th day of July, 1946.  
(Seal) RALPH C. TEES,  
15037-o Secretary.

"CORPORATION BARONET LIMITÉE"  
"BARONET CORPORATION LIMITED"

Règlement N° 8

"Il est décrété qu'à l'avenir le bureau principal de la "Corporation Baronet Limitée — Baronet Corporation Limited" et son domicile légal seront à Sainte-Marie de Beauce, dans les bâtisses de la compagnie."

Sainte-Marie de Beauce, 30 novembre 1945.  
Vraie copie. Le Secrétaire,  
15036-o LOUIS-ALFRED FERLAND.

"CORPORATION BARONET LIMITÉE"  
"BARONET CORPORATION LIMITED"

By-law No. 8

"It is enacted that for the future the head office of the "Corporation Baronet Limitée — Baronet Corporation Limited" and its legal domicile will be at Sainte-Marie de Beauce, in the buildings of the company."

Sainte-Marie de Beauce, November 30, 1945.  
True copy. LOUIS-ALFRED FERLAND,  
15036 Secretary.

Canada, Province de Québec, district de Québec

SALAISSON DE QUÉBEC INC."

AVIS

Avis est donné que la compagnie "Salaison de Québec Inc." constituée en corporation, en date du 25ième jour de mai 1946, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 149 de la rue d'Argenson, dans la cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 31ième jour de mai 1946.  
Le Président,  
15038-o BENOIT MORROW.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec.

"SALAISSON DE QUÉBEC INC."

NOTICE

Notice is hereby given that the company "Salaison de Québec Inc.", incorporated under date the 25th day of May, 1946, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at No. 149 d'Argenson street, in the city of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 31st day of May, 1946.  
BENOIT MORROW,  
15038 President.

Soumissions

Province de Québec,— District de Montréal

LA VILLE DE DORVAL

Avis public est, par les présentes, donné, que des soumissions cachetées et endossées "Soumission pour Obligations" seront reçues par le sousigné jusqu'à quatre heures de l'après-midi, mardi le 6 août 1946, pour l'achat d'une émission de \$20,500.00 d'obligations de la Ville de Dorval datées du 1er mai 1946 et remboursables en séries du 1er mai 1947 au 1er mai 1966 inclusivement, portant intérêts au taux de 2½% pour les dix premières années et 3% pour les années subséquentes, payables le 1er mai et le 1er novembre de chaque année.

Les obligations seront payables comme suit:

1er. mai 1947: . . . . .	\$ 800.00
1er. mai 1948: . . . . .	800.00
1er. mai 1949: . . . . .	1,000.00
1er. mai 1950: . . . . .	1,100.00
1er. mai 1951: . . . . .	1,100.00
1er. mai 1952: . . . . .	1,100.00
1er. mai 1953: . . . . .	1,100.00

Tenders

Province of Quebec,— District of Montreal

THE TOWN OF DORVAL

Public Notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" shall be received by the undersigned until four o'clock in the afternoon Tuesday August 6th. 1946 for the purchase of a bond issue of \$20,500.00 of the Town of Dorval dated 1st. of May 1946 and reimbursable in series from the 1st. of May 1947 to the 1st. of May 1966 inclusively, bearing interest at the rate of 2½% per annum for the first ten years and 3% for the ten following years, payable 1st. of May and 1st. of November of each year.

These bonds will be payable as per the following schedule:

1st. May 1947: . . . . .	\$ 800.00
1st. May 1948: . . . . .	800.00
1st. May 1949: . . . . .	1,000.00
1st. May 1950: . . . . .	1,100.00
1st. May 1951: . . . . .	1,100.00
1st. May 1952: . . . . .	1,100.00
1st. May 1953: . . . . .	1,100.00

1er. mai 1954: .....	1,100.00
1er. mai 1955: .....	1,200.00
1er. mai 1956: .....	1,200.00
1er. mai 1957: .....	1,200.00
1er. mai 1958: .....	1,200.00
1er. mai 1959: .....	1,200.00
1er. mai 1960: .....	1,200.00
1er. mai 1961: .....	1,300.00
1er. mai 1962: .....	700.00
1er. mai 1963: .....	800.00
1er. mai 1964: .....	800.00
1er. mai 1965: .....	800.00
1er. mai 1966: .....	800.00

1st. May 1954: .....	1,200.00
1st. May 1955: .....	1,200.00
1st. May 1956: .....	1,200.00
1st. May 1957: .....	1,100.00
1st. May 1958: .....	1,200.00
1st. May 1959: .....	1,200.00
1st. May 1960: .....	1,200.00
1st. May 1961: .....	1,300.00
1st. May 1962: .....	700.00
1st. May 1963: .....	800.00
1st. May 1964: .....	800.00
1st. May 1965: .....	800.00
1st. May 1966: .....	800.00

Le capital et les intérêts seront payables au bureau-chef de la Banque Canadienne Nationale de Montréal ou à sa succursale de Lachine.

Ces obligations seront de la dénomination de \$100.00, \$500.00 et \$1,000.00 payables au porteur en monnaie légale du Canada, en Canada seulement.

Les dites obligations pourront en vertu du Chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation par la Ville de Dorval en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt à compter de la date du 1er mai 1957. Cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque certifié pour un montant égal à 1% du montant de l'émission, et devra spécifier si le prix offert comprend ou non les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à l'assemblée régulière du Conseil qui se tiendra le 7 août 1946 à 8.30 p.m., à la salle municipale de la Ville de Dorval.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Daté à Dorval, P.Q., ce 17e jour de juillet 1946.

Le Secrétaire-trésorier,  
J. H. LALONDE.

14937-29-2-o

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE PORT-ALFRED  
COMTÉ DE CHICOUTIMI

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "soumission pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 3 heures de l'après-midi, lundi, le 19 août 1946, pour l'achat de \$110,000.00 d'obligations de la Municipalité de la Ville de Port-Alfred, datées du 1er septembre 1946 et remboursables en série du 1er septembre 1947 au 1er mars 1961 inclusivement.

Les soumissions pourront être faites pour des obligations portant intérêt, aux choix, à 2½%, à 2¾% ou à 3%, payable semi-annuellement les 1er septembre et 1er mars de chaque année. Le taux offert pourra être le même pour toute l'émission ou il pourra varier selon les échéances.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales de la Banque Canadienne Nationale dans la Province de Québec.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert com-

The principal and interest will be payable at the Banque Canadienne Nationale at Montreal or at its branch in Lachine.

These bonds shall be issued in denominations of \$100.00, \$500.00 and \$1,000.00, payable to bearer in legal currency of Canada, in Canada only.

The said bonds shall in virtue of Chapter 212 of the Revised Statutes of the Province of Quebec 1941, be bought by the Town of Dorval before their respective dates of maturity at any date, at par, in portion or as a whole from date of 1st. May 1957. However if such purchase is partial, the bonds to be redeemed, will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender shall be accompanied with a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan and shall specify if price offered includes or not the accrued interest on the bonds at the time of their delivery.

Tenders will be opened and taken into consideration at the regular Council meeting which will be held on the 7th. of August 1946 at 8:30 p.m. at the Municipal Hall of Dorval.

The Council reserves the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Dated at Dorval, P.Q., the 17th, day of July 1946.

J. H. LALONDE,  
Secretary-Treasurer.

14937-29-2-o

MUNICIPALITY OF THE CITY OF PORT ALFRED  
COUNTY OF CHICOUTIMI

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to 3 o'clock in the afternoon, Monday, the 19th of August, 1946, for the purchase of \$110,000.00 of bonds of the municipality of Port-Alfred, dated from the 1st of September 1946, and redeemable serially from the 1st of September 1947 to the 1st of March 1961 inclusively.

Tenders may be made for bonds bearing interest, optionally, at 2½%, 2¾% or 3%, payable semi-annually the 1st of September and the 1st of March of each year. The rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities.

Capital and interest payable at all branches of the Canadian National Bank in the Province of Quebec.

The said bonds may be redeemed by anticipation at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if redemption is partial, it shall affect the furthest dated and the highest numbers.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price

prend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance spéciale du Conseil qui sera tenue le 19 août 1946, à 5 heures de l'après-midi, à la salle de l'Hôtel de Ville de Port-Alfred.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Tableau des échéances:

Date	Capital
1947	\$5,700.00
1948	5,900.00
1949	6,100.00
1950	6,300.00
1951	6,500.00
1952	6,700.00
1953	6,900.00
1954	7,100.00
1955	7,300.00
1956	7,500.00
1957	7,700.00
1958	8,400.00
1959	9,000.00
1960	9,300.00
1961	9,600.00

Port-Alfred, (Chicoutimi) ce 23ième jour de juillet 1946.

Le Secrétaire-trésorier,  
PADOUE COTÉ.

15070-o

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE ST-PIERRE  
LE COMTÉ DE JACQUES-CARTIER

AVIS

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, à son bureau situé à l'hôtel de Ville, 69-5ième Avenue, en la Ville St-Pierre, jusqu'à quatre heures de l'après-midi, mardi le treize août 1946 pour l'achat de \$89,700.00 d'obligations de la Ville St-Pierre datées du premier septembre 1946 et remboursables en séries du premier mars 1947 au premier mars 1973, inclusivement, avec intérêt à trois pour cent (3%) par année, payable semi-annuellement les premiers mars et septembre de chaque année.

Ces obligations sont émises en vertu du règlement no 235 du conseil de la Ville St-Pierre pour pourvoir au rachat par anticipation du solde des obligations au montant de \$89,700.00 émises en vertu du règlement n° 214 dudit conseil.

Le principal et les intérêts sont payables au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale à Montréal, Canada.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212 Statuts Refondus de Québec, 1941.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 13 août 1946 à huit heures du soir, à la salle de l'hôtel de ville en la ville St-Pierre.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville St-Pierre, ce 25ième jour de juillet 1946.

Le Secrétaire-trésorier de la Ville  
St-Pierre,

15039-o

H.-FLORIMOND MALO.

offered includes or does not include accrued interest on the bonds to the time of delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council special on the 19th of August 1946, at 5 o'clock in the afternoon, at the hall of town hall of Port-Alfred.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Table of Maturities:

Date	Capital
1947	\$5,700.00
1948	5,900.00
1949	6,100.00
1950	6,300.00
1951	6,500.00
1952	6,700.00
1953	6,900.00
1954	7,100.00
1955	7,300.00
1956	7,500.00
1957	7,700.00
1958	8,400.00
1959	9,000.00
1960	9,300.00
1961	9,600.00

Port-Alfred, (Chicoutimi) this 23st day of July 1946.

PADOUE COTÉ,  
Secretary-Treasurer.

15070-o

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF ST-PIERRE  
IN THE COUNTY OF JACQUES-CARTIER

NOTICE

Public Notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tender for Bonds" will be received by the undersigned, at his office situated at the City Hall, 69-5th Avenue in the Town of St-Pierre, up to four o'clock in the afternoon, Tuesday, August 13, 1946 for the purchase of \$89,700.00 of bonds of the Town of St-Pierre dated from September 1st, 1946 and redeemable serially from the 1st of March 1947 to the 1st of March 1973, inclusively, with interest at 3% per annum payable semi-annually the 1st of March and September of each year.

The said bonds to be issued under By-law No. 235 of the council of the Town of St-Pierre to provide for the redemption by anticipation of the balance of the bonds to the amount of \$89,700.00 issued in virtue of By-law no. 214 of the said Council.

Principal and interest are payable at the Banque Canadienne Nationale, at its principal office, at Montreal, Canada.

The said bonds to be redeemed by anticipation, at par, at all interest maturity dates, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Québec, 1941.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to the time of their delivery.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on August 13, 1946, at eight o'clock in the evening, at the city hall, in the Town of St-Pierre.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Town of St-Pierre, this 25th day of July 1946.

H.-FLORIMOND MALO,  
Secretary-treasurer of the Town  
of St-Pierre.

15039-o

**VENTES PAR SHERIFS**

**SHERIFFS' SALES**

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**BEAUCE**

**BEAUCE**

*Fieri Facias de Terris*

*Fieri Facias de Terris*

Dans la Cour du Magistrat, District de Beauce. St-Joseph de Beauce, à savoir: **R**OSAIRE BEAU-DOIN contre LI-GOURI GOUPIL, à No 15/415 savoir: les lots N° 539 et 539-A du Cadastre officiel pour le canton Ware, paroisse de St-Luc de Dorchester, circonstances et dépendances, tel que le tout est actuellement avec les servitudes actives et passives, sans exception ni réserve.

Magistrat's Court, — Beauce District St-Joseph de Beauce, to wit: **R**OSAIRE BEAU-DOIN against LI-GOURI GOUPIL, to No. 15/415 wit: the lots No. 539 and 539A of the official cadastre for Ware township, parish of St-Luc de Dorchester, circumstances and dependencies, the whole as it actually subsists, with active and passive servitudes, without any exception or reserve.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Luc de Dorchester, le **DIX-NEUVIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures du matin.

To be sold in front of the parochial church, in the parish of St-Luc de Dorchester, on the **NINETEENTH** day of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

Le Shérif,

J. S. POULIOT,

Bureau du Shérif, J. S. POULIOT. St-Joseph de Beauce, 8 juil. 1946. 14836-28-2-0 [Première insertion: 13 juillet 1946.] [Seconde insertion: 27 juillet 1946.]

Sheriff's Office, J. S. POULIOT, Sheriff. St-Joseph de Beauce, July 8, 1946. 14836-28-2-0 (First insertion: July 13th, 1946.) (Second insertion: July 27th, 1946.)

**JOLIETTE**

**JOLIETTE**

*Fieri facias de bonis et de terris*  
District de Joliette

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District of Joliette

Cour Supérieure, } **D**A<sup>M</sup>E MA<sup>D</sup>ELEINE N° 8270 } DESROSIERS, de la cité et du district de Joliette, épouse contractuellement séparée de biens de Georges-Noël Joly, du même lieu, vs Ledit GEORGES-NOEL JOLY, ci-dessus désigné. Saisi comme appartenant au défendeur:

Superior Court, } **D**A<sup>M</sup>E MA<sup>D</sup>ELEINE No. 8270 } DESROSIERS, of the city and district of Joliette, wife separate as to property by marriage contract of GEORGES-NOEL JOLY, of the same place, vs The said GEORGES-NOEL JOLY, hereinabove designat-ed.

Un emplacement faisant partie du lot numéro trente (ptie-30) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Félix de Valois, contenant quatre-vingt-trois pieds de largeur au chemin et soixant-et-onze pieds de largeur à l'autre bout, sur cent soixante-cinq pieds de profondeur dans la ligne nord-ouest, et deux cent neuf pieds de profondeur dans l'autre ligne, borné en front par le chemin public, à l'autre bout par la terre de Xavier Gravel ou représentants (p-30), d'un côté au nord-ouest par un terrain (p-31) appartenant à Evéline Bellehumeur, veuve de Joseph Poirier ou représensants, et d'autre côté par un terrain appartenant à Léonce Miville ou représentants (p-30), bâti de maison et dépendances.

Seized as belonging to the defendant. An emplacement forming part of lot number thirty (Pt. 30) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Félix de Valois, measuring eighty three feet in width at the road, and seventy one feet in width at the other end, by one hundred and sixth five feet in depth in the northwest line and two hundred and nine feet in depth in the other line, bounded in front by the public road, at the other end by the land of Xavier Gravel or representatives (Pt. 30), on one side to the northwest by a lot of land (Pt. 31) belonging to Evéline Bellehumeur, widow of Joseph Poirier or representatives, and on the other side by a lot of land belonging to Léonce Miville or representatives (Pt. 30), with a house and dependencies thereon erected.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Félix de Valois, le **HUIT AOUT** 1946, à **DIX** heures de l'ay nt-midi.

To be sold at the church door of the parish of St-Félix de Valois, on the **EIGHTH** of **AUGUST**, 1946, at **TEN** o'clock in the forenoon.

Le Député-shérif,

ROLAND PERRAULT,

Bureau du shérif, ROLAND PERRAULT. Joliette, 28 juillet 1946. 14790-27-2-0 (Première insertion, 6 juillet 1946)

Sheriff's Office, Deputy Sheriff. Joliette, July 28, 1946. 14790-27-2 (First insertion, July 6, 1946)

**MONTREAL**

**MONTREAL**

*Fieri Facias de Terris*

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

Superior Court — District of Montreal

Montréal, à savoir: } **M**ARIE-ANNE NOEL, N° 230986 } veuve en première noc-es de Oscar Pelletier, et maintenant épouse commune en bien de Georges Deveault, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des

Montréal, to wit: } **M**ARIE-ANNE NOEL, No. 230986 } wife by first marriage of Oscar Pelletier, and now wife common as to property of Georges Deveault, and the latter to authorize this wife for the purposes hereof,

présentes, demanderesse vs **JOSEPH TELLIER** dit **LAFORTUNE**, défendeur:

Le quart (¼) indivis de deux lots de terre situés dans la cité de Montréal, ayant front sur la rue Panet, connus et désignés comme étant les lots numéros cent quarante-deux et cent quarante-trois, subdivision officielle du lot numéro mille cent un (1101-142 & 143) au cadastre officiel pour le quartier Ste-Marie, en la dite cité de Montréal, avec chacun des dits lots trente-huit pieds de front par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec toutes les constructions dessus érigées et notamment celles portant les numéros civiques 2127 à 2147 de la dite rue Panet.

Pour être vendus "en Bloc", à mon bureau, en la cité de Montréal, le huit août prochain, à dix heures du matin.

Un dépôt de \$287.50, sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Mackinnon, en date du 2 juillet 1946.

Bureau du Shérif, Montréal, 3 juillet 1946. [Première insertion, 6 juillet 1946]

Le Shérif, L. P. CAISSE. 14791-27-2-o

**MONTMAGNY**

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — district de Montmagny

A savoir: } **MICHEL ST-PIERRE** commerçant de St-Pamphile demandeur vs **CAMILLE DAIGLE**, cultivateur de St-Omer co. L'Islet.

Comme appartenant au défendeur;

I. Le lot numéro trente-sept (37), rang huit (8), Canton Lafontaine, borné nord-ouest par la ligne limitative entre le septième et le huitième rang, vers le Nord-Est par le N° 38, vers le Sud-Est par la ligne limitative entre le canton Lafontaine et le canton Dionne et vers le Sud-Ouest par le N° 36; mesurant 13 chaînes de front sur 79 chaînes et 50 mailles de profondeur, contenant 103 acres, 1 rood et 16 perches en superficie. Bâtisses dessus construites avec circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Omer, Co. L'Islet, le 13ième jour d'AOUT 1946, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Bureau du Shérif J. M. ALBERT FOURNIER. Montmagny 2 juillet 1946 [Première insertion, 13 juillet 1946]

Le Shérif, J. M. ALBERT FOURNIER. 14838-28-2-o

**RIMOUSKI**

*Fieri Facias de Terris*

Canada, Province de Québec, Cour Supérieure

Rimouski, District de Rimouski, } **PAUL JACQUES**, de St-Léon le Grand, N° 9092, district de Rimouski, demandeur; vs **JOS.-R. MICHAUD**, de Ste-Érène de Matapédia, district de Rimouski, défendeur.

Le lot D, rang IV, Nemtayé de Matapédia, avec bâtisses et dépendances dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sainte-Érène de Matapédia, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOUT 1946, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, 23 juillet 1946. [Première insertion, 27 juillet 1946]

Le Shérif, CHARLES GARON. 15076-30-2-o

plaintiff; vs **JOSEPH TELLIER** dit **LAFORTUNE**, defendant.

The undivided quarter (¼) of two lots of land situate in the city of Montreal, fronting on Panet Street, known and designated as being lots numbers one hundred and forty-two and one hundred and forty-three, official subdivision of lot number one thousand one hundred and one (1101-142 & 143) of the official cadastre for St. Mary's Ward, in the said city of Montreal, each of said lots measuring thirty-eight feet in front by one hundred feet in depth, English measure, more or less, with all the buildings thereon erected and in particular those bearing civic numbers 2127 to 2147 of said Panet Street.

To be sold "en bloc", at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$287.50 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Mackinnon, dated July 2, 1946.

Sheriff's Office, Montréal, July 3, 1946. [First insertion, July 6, 1946]

L. P. CAISSE, Sheriff. 14791-27-2

**MONTMAGNY**

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montmagny

To wit: } **MICHEL ST-PIERRE**, trader, of No. 5417. } **MICHEL ST-PIERRE**, plaintiff; vs **CAMILLE DAIGLE**, farmer, of St-Omer, county of L'Islet.

As belonging to the defendant:

I. Lot number thirty-seven (37), range eight (8), Township Lafontaine, bounded on the north-west by the division line between the seventh and eighth range, on the northeast by No. 38, on the southeast by the division line between the township Lafontaine and the township Dionne and towards the southwest by No. 36; measuring 13 chains on front by 79 chains and 50 links in depth, containing 103 acres 1 rood and 16 perches in area. Buildings thereon erected with circumstance and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Omer, county of L'Islet, on the THIRTEENTH day of AUGUST, 1946, at TWO o'clock in the afternoon. (Daylight Savings Time).

J. M. ALBERT FOURNIER, Sheriff's Office, Montmagny, July 2, 1946. [First insertion, July 13, 1946]

J. M. ALBERT FOURNIER, Sheriff. 14838-28-2

**RIMOUSKI**

*Fieri Facias de Terris*

Canada, Province of Québec, Superior Court

Rimouski, District of Rimouski, } **PAUL JACQUES**, of St-Léon le Grand, No. 9092, district of Rimouski, plaintiff; vs **JOS.-R. MICHAUD**, of Ste-Érène de Matapédia, district of Rimouski, defendant.

Lot D, range IV, Nemtayé de Matapédia, with buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of Sainte-Érène de Matapédia, on the TWENTY-FOURTH day of AUGUST, 1946, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, July 23, 1946. [First insertion, July 27, 1946]

CHARLES GARON, Sheriff. 15076-30-2

**SAGUENAY**

**SAGUENAY**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
 Cour Supérieure — District de Québec

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
 Superior Court — District of Québec

Québec, à savoir: } **LA COMMISSION DES**  
 N° 3063 } **ACCIDENTS DU**  
**TRAVAIL DE QUÉBEC**, corps politique et  
 incorporé ayant son siège social au N° 73, Grand-  
 Allée en la cité de Québec, demanderesse; contre  
**ALBÉRIC TREMBLAY**, Rivière Portneuf,  
 comté de Saguenay, défendeur.

Quebec, to wit: } **THE QUEBEC WORK-**  
 No. 3063 } **MEN'S COMPENSA-**  
**TION COMMISSION**, a body politic and cor-  
 porate having its head office at No. 73 Grande-  
 Allée, in the city of Québec, plaintiff; against  
**ALBÉRIC TREMBLAY**, Rivière Portneuf,  
 county of Saguenay, defendant.

Un terrain situé sur la Seigneurie de Portneuf,  
 d'une largeur de 94 pieds sur un mille de profon-  
 deur, borné au sud-est par le chemin du Roi,  
 au sud-ouest par Rosario Martel, au nord-ouest  
 par ladite seigneurie et au nord-ouest par Célus  
 Émond, et une maison et avec autres bâtisses  
 sur ledit terrain.

A lot of land situate on the Seigniorie of  
 Portneuf, measuring 94 feet in width by one  
 mile in depth, bounded on the southeast by the  
 King's Highway, on the southwest by Rosario  
 Martel, on the northwest by the said seigniorie  
 and on the northwest by Célus Émond, with a  
 house and other buildings erected on the said  
 lot of land.

Pour être vendus à la porte de l'église de la  
 paroisse de Rivière Portneuf, comté de Saguenay,  
 le QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE mil  
 neuf cent quarante-six (1946) à DIX heures de  
 l'avant-midi.

To be sold at the church door of the parish of  
 Rivière Portneuf, county of Saguenay, on the  
 FOURTH day of SEPTEMBER, one thousand  
 nine hundred and forty-six (1946), at TEN  
 o'clock in the forenoon.

Bureau du Shérif, Le Shérif,  
 La Malbaie, PIERRE NERON.  
 District de Saguenay,  
 ce 17 juillet 1946. 15077-30-2-o  
 [Première insertion, le 27 juillet 1946]

Sheriff's Office, PIERRE NERON,  
 La Malbaie, District of Saguenay, Sheriff.  
 July 17, 1946. 15077-30-2  
 [First insertion, July 27, 1946]

**TROIS-RIVIÈRES**

**TROIS-RIVIÈRES**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Canada, } **DAME MARIE**  
 Province de Québec, } **J E A N N E**  
 District des Trois-Rivières, } **M A R C H A N D,**  
 N° 7833 } **veuve de Joseph**  
**Auger**, en son vivant cultivateur, de Sainte-  
 Flore, dans le district des Trois-Rivières, deman-  
 deresse, vs **GÉDÉON LAVERGNE**, du même  
 lieu, défendeur.

Canada, } **DAME MARIE**  
 Province of Québec, } **J E A N N E**  
 District of Trois-Rivières, } **M A R C H A N D,**  
 No. 7833 } **widow of Joseph**  
**Auger**, in his lifetime a farmer of Sainte-Flore,  
 in the district of Trois-Rivières, plaintiff; vs  
**GÉDÉON LAVERGNE**, of the same place.

Avis est par les présentes donné que la vente  
 des immeubles, dans la cause ci-dessus, qui devait  
 avoir lieu à la porte de l'église de la paroisse de  
 Sainte-Flore, le 7 novembre 1944, aura lieu le  
 TREIZIÈME jour d'AOUT 1946, à DIX heures  
 de l'avant-midi, au même endroit, et que la  
 vente des immeubles, dans la cause ci-dessus,  
 qui devait avoir lieu à la porte de l'église de la  
 paroisse de Saint-Jean-des-Piles, le 14 novembre  
 1944, aura lieu le TREIZIÈME jour d'AOUT  
 1946, à UNE heure de l'après-midi, au même  
 endroit.

Notice is hereby given that the sale of the  
 immovables, in the above case, formerly an-  
 nounced to take place at the parochial church  
 door of the parish of Sainte-Flore, on the 7th  
 of November, 1944, shall be held at the same  
 place on the THIRTEENTH day of AUGUST  
 1946, at TEN o'clock in the forenoon; and that  
 the sale of the immovables, in the above case,  
 formerly announced to take place at the parochial  
 church door of the parish of Saint-Jean-des-Piles,  
 on the 14th of November, 1944, shall be held  
 at the same place on the THIRTEENTH day  
 of AUGUST 1946, at ONE o'clock in the after-  
 noon.

Bureau du shérif, Le Shérif,  
 Trois-Rivières, le 22 juillet 1946. L.-P. MERCIER.  
 15050-o

Sheriff's Office, L.-P. MERCIER,  
 Trois-Rivières, July 22, 1946. Sheriff.  
 15050-o

**Département de l'Agriculture**

**Department of Agriculture**

Avis est, par les présentes, donné que le cercle  
 agricole de la municipalité du canton d'Auckland,  
 le cercle agricole de la municipalité d'East Angus,  
 le cercle agricole de la municipalité du canton  
 Eaton, le cercle agricole de la municipalité du  
 canton de Hampden, le cercle agricole de la  
 municipalité du canton de Lingwick, le cercle  
 agricole de la municipalité du canton Newport,  
 le cercle agricole de la mission de Saint-Athanase  
 de Johnville, le cercle agricole de la paroisse de  
 Saint-Isidore d'Auckland, le cercle agricole de la

Notice is hereby given, that the farmers' club  
 of the municipality of Auckland, the farmers'  
 club of the municipality of East-Angus, the  
 farmers' club of the municipality of the township  
 Eaton, the farmers' club of the municipality of  
 the township Hampden, the farmers' club of the  
 municipality of the township of Lingwick, the  
 farmers' club of the municipality of the township  
 Newport, the farmers' club of the Mission of  
 Saint-Athanase de Johnville, the farmers' club  
 of the parish of Saint-Isidore d'Auckland, the

paroisse de Saint-Louis de Westbury, le cercle agricole de la paroisse de Saint-Raphaël de Bury, le cercle agricole de la paroisse de Sainte-Marguerite de Lingwick, le cercle agricole de la municipalité de Sawyerville, le cercle agricole de la municipalité du village de Scotstown, tous treize dans le comté de Compton, ayant négligé pendant deux ans de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q., 1941, chapitre 118), le Ministre de l'Agriculture les déclare dissous conformément à l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 10 juillet 1946.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,  
15044-o JULES SIMARD.

farmers' club of the parish of Saint-Louis de Westbury, the farmers' club of the parish of Saint-Raphaël de Bury, the farmers' club of the parish of Sainte-Marguerite de Lingwick, the farmers' club of the municipality of Sawyerville, the farmers' club of the municipality of the village of Scotstown, all thirteen in the county of Compton, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Club Act (R.S.Q., 1941, chapter 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved in conformity with section 44 of the said Act.

Québec, July 10, 1946.

JULES SIMARD,  
15044 Deputy Minister of Agriculture.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la ville de Bedford, le cercle agricole de la municipalité de Notre-Dame de Stanbridge, le cercle agricole de la municipalité de Saint-Armand-Est, le cercle agricole de la paroisse Saint-Georges de Clarenceville, le cercle agricole de la paroisse de Saint-Thomas de Noyan, le cercle agricole de la paroisse de Sainte-Croix de Dunham, le cercle agricole de la municipalité de Stanbridge, le cercle agricole de la municipalité de Sweetsburg, tous huit dans le comté de Missisquoi, ayant négligé pendant deux ans de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q., 1941, chapitre 118), le Ministre de l'Agriculture les déclare dissous conformément à l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 10 juillet 1946.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,  
15045-o JULES SIMARD.

Notice is hereby given, that the farmers' club of the town of Bedford, the farmers' club of the municipality of Notre-Dame de Stanbridge, the farmers' club of the municipality of Saint-Armand-Est, the farmers' club of the parish of Saint-Georges de Clarenceville, the farmers' club of the parish of Saint-Thomas-de-Noyan, the farmers' club of the parish of Sainte-Croix de Dunham, the farmers' club of the municipality of Stanbridge, the farmers' club of the municipality of Sweetsburg, all eight in the county of Missisquoi, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q., 1941, chapter 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved in conformity with section 44 of the said Act.

Québec, July 10, 1946.

JULES SIMARD,  
15045 Deputy Minister of Agriculture.

Avis est, par le présent, donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Rouyn-Noranda, en vertu de la Loi des sociétés coopératives agricoles (S.R., 1941, chapitre 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Sainte-Agnès-de-Bellecombe" et que son principal siège d'affaires est à Sainte-Agnès-de-Bellecombe (territoire non organisé du comté de Rouyn-Noranda).

Le Ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce quinzisième jour de juillet 1946.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,  
15049-o JULES SIMARD.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Rouyn-Noranda, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S., 1941, chapter 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de Sainte-Agnès-de-Bellecombe" and that its principal place of business is at Sainte-Agnès-de-Bellecombe (unorganized territory of the county of Rouyn-Noranda).

The Minister authorizes the formation of the said association.

Québec, this fifteenth day of July, 1946.

JULES SIMARD,  
15049 Deputy Minister of Agriculture.

Avis est par la présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté d'Argenteuil, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-André-Est d'Argenteuil" et que son principal siège d'affaires est à St-André d'Argenteuil, comté d'Argenteuil.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-deuxième jour de juillet 1946.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,  
15065-o JULES SIMARD.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Argenteuil, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R. S. 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de St-André-Est d'Argenteuil", and that its principal place of business is at St-André d'Argenteuil, county of Argenteuil.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Québec, this twenty-second day of July, 1946.

JULES SIMARD,  
15065 Deputy Minister of Agriculture.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Lac-St-Jean-Ouest, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Augustin" et que son principal siège d'affaires est à St-Augustin, comté de Lac-St-Jean-Ouest.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Lake St. John-West, under the Cooperative Agricultural Associations Act, (R.S., 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Augustin", and that its principal place of business is at St-Augustin, county of Lake St. John-West.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-deuxième jour de juillet 1946.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,  
JULES SIMARD.

15066-o

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twenty-second day of July, 1946.

JULES SIMARD,  
Deputy Minister of Agriculture.

15066

Avis est, par le présent, donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Charlevoix-est, en vertu de la Loi des sociétés coopératives agricoles (S.R., 1941, chapitre 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint-Irénée" et que son principal siège d'affaires est à Saint-Irénée, comté de Charlevoix-est.

Le Ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce onzième jour de juillet 1946.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,  
JULES SIMARD.

15079-o

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Charlevoix-East, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S., 1941, chapter 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de Saint-Irénée", and that its principal place of business is at Saint-Irénée, county of Charlevoix-East.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this eleventh day of July, 1946.

JULES SIMARD,  
Deputy Minister of Agriculture.

15079

## Commission du Salaire Minimum

### AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance numéro 3 de la Commission du salaire minimum, dont le texte suit, adoptée par ladite Commission le 16 juillet 1946, prévoyant des congés annuels payés, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 2843 du 17 juillet 1946.

#### COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

##### Ordonnance n° 3

##### Congés annuels payés

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164).

Ordonne et décrète par la présente ordonnance n° 3, ce qui suit, savoir:

1° *Application*: La présente ordonnance régit les employeurs exploitant un établissement industriel ou commercial, et leurs salariés.

2° *Etablissement industriel et commercial*: Les termes "établissement industriel" et "établissement commercial" ont respectivement le sens que leur donne l'article 6 de l'ordonnance n° 4, 1942, de la Commission.

3° *Exceptions*: La présente ordonnance ne s'applique pas

a) aux salariés régis par décret rendu en exécution de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, c. 163);

b) aux domestiques de maison;

c) aux salariés travaillant à des exploitations agricoles;

d) aux salariés d'industries saisonnières;

e) aux salariés occupés à des travaux de construction d'immeubles;

f) aux salariés des corporations municipales, des corporations scolaires ou d'autres corporations publiques;

g) aux salariés soustraits à l'application d'une ordonnance de la Commission;

h) aux concierges ni aux gardiens de maisons de rapport, d'édifices à bureaux ou d'immeubles quelconques;

i) aux salariés régis par l'ordonnance n° 39, 1942, de la Commission (opérations forestières);

j) aux salariés bénéficiant de congés annuels payés aux termes d'une autre ordonnance de la Commission.

## Minimum Wage Commission

### NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that Ordinance number 3 of the Minimum Wage Commission the text of which follows, passed by the said Commission on July 16, 1946, providing for an annual vacation with pay, has been approved by Order in Council number 2843 of July 17th, 1946.

#### MINIMUM WAGE COMMISSION

##### Ordinance No. 3

##### Annual vacation with pay

The Minimum Wage Commission, under the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance No. 3, the following, to wit:

1. *Application*: The present Ordinance applies to employers operating an industrial or commercial establishment, and to such employers' employees.

2. *Industrial and commercial establishment*: The terms "industrial establishment" and "commercial establishment" respectively have the meaning given to them by section 6 of Ordinance No. 4, 1942, of the Commission.

3. *Exceptions*: The present Ordinance does not apply to

a) employees governed by a decree enacted under the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, c. 163);

b) household servants;

c) employees working at agricultural exploitations;

d) employees of seasonal industries;

e) employees engaged in the construction of buildings;

f) employees of municipal corporations, school corporations or of other public corporations;

g) employees exempted from the application of an ordinance of the Commission;

h) janitors nor watchmen of apartment houses, office buildings or of any immovable property;

i) employees governed by Ordinance No. 39, 1942, of the Commission (forest operations);

j) employees entitled by some other ordinance of the Commission, to an annual vacation with pay.

4° *Territoire d'application*: Le territoire d'application de la présente ordonnance est la province de Québec.

5° *Droit au congé*: Tout salarié régi par la présente ordonnance, a droit

a) après un an de service continu pour son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum de sept jours comportant au moins six jours ouvrables; et

b) s'il n'a pas un an de service continu pour son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum d'autant de demi-jours qu'il a de mois de calendrier de service continu pour son employeur.

6° *Période de service continu donnant droit au congé*: Pour chaque congé annuel payé, la période de service continu pour un employeur donnant droit à tel congé, s'établit du premier mai d'une année au trente avril de l'année subséquente.

7° *Droit au congé pour 1946*: Le droit au congé pour l'année 1946 naît à la date de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance et sa durée s'établit d'après la durée de service au 1er mai 1946.

8° *Services continus*: La durée des services continus doit s'entendre de la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompue sans qu'il y ait résiliation de contrat.

Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de chômage, les périodes de congé annuel, le délai-congé, les absences autorisées, si le travailleur n'a pas occupé, pendant ces journées, un autre emploi rémunéré.

9° *Rémunération*: Le salarié a droit pour son congé, à une rémunération équivalente

a) s'il est payé exclusivement au temps, au salaire qu'il aurait gagné pendant la période de congé;

b) s'il est payé suivant un autre mode, à deux pour cent (2%) du salaire gagné durant la période de service lui donnant droit à tel congé (1er mai-30 avril).

10° *Avantages additionnels*: Durant le congé de son salarié, l'employeur doit continuer à lui procurer les avantages en nature et autres auxquels il a droit, tels que la contribution à un fonds de pension, la contribution à une police d'assurance-groupe sur la vie, les bénéfices de soins médicaux, etc.

11° *Echéance de la rémunération*: L'employeur doit payer au salarié avant son départ, sa rémunération pour congé.

12° *Période de prise de congé*: Chaque congé doit être donné dans les douze mois de la date à laquelle le droit à tel congé est acquis, i.e. au 1er mai de chaque année.

13° *Période de prise de congé pour 1946*: Le congé auquel a droit un salarié pour sa durée de service au 1er mai 1946 (a. 7) doit être donné avant le 31 décembre 1946, sauf si le salarié a déjà obtenu pour telle période, depuis le 1er janvier 1946, un congé équivalent à celui prescrit par la présente ordonnance.

4. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present Ordinance is the Province of Quebec.

5. *Right to a vacation*: Any employee governed by the present Ordinance is entitled

a) after one year's continuous service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay having a minimum duration of seven days comprising at least six working days; and

b) if he has not yet completed a year's service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay having a minimum duration of as many half-days as the number of calendar months during which he has been continuously in the employ of his employer.

6. *Period of continuous service which gives right to aforesaid vacation*: For each annual vacation with pay, the period of continuous service in the employ of an employer which gives right to such vacation, begins on the first day of May of one year and ends on the thirtieth day of April of the following year.

7. *Right to 1946 vacation*: The right to a vacation for the year 1946 shall come into existence on the date of the coming into force of the present Ordinance and the duration of such vacation shall be established according to the duration of service as at the 1st of May 1946.

8. *Continuous service*: By "duration of continuous service" is meant the period during which the employee is bound by a labour contract to work for his employer, even if the carrying out of the aforesaid contract has been interrupted without the contract being cancelled.

Shall not be considered as interrupting the duration of continuous service, days of absence through illness, if the contract has not been cancelled, as also days of unemployment, the annual vacation, the term of notice and authorized absences, provided that during such days the employee did not hold any other remunerated employment.

9. *Remuneration*: For his vacation the employee is entitled to a remuneration equal to

a) the wages he would have earned during his vacation, if he is exclusively paid on a time basis;

b) two per cent (2%) of the wages earned during the period of service entitling him to his vacation (May 1st-April 30th), if he is paid on any other basis.

10. *Additional advantages*: During the vacation of his employee, the employer shall continue to procure for him the advantages to which he is entitled, whether in kind or of another nature, such as the contribution to a pension fund, the contribution to a group life-insurance policy, sick benefits, etc.

11. *Date of payment of remuneration*: The vacation pay shall be given by the employer to his employee before the latter's departure on vacation.

12. *Period during which vacation is to be taken*: Every vacation shall be given within twelve months from the date on which the right to such vacation is acquired, i.e. the 1st of May of every year.

13. *Period during which the 1946 vacation is to be taken*: The vacation to which an employee is entitled for his period of service as at the 1st of May 1946 (section 7) shall be given before the 31st of December 1946, unless the employee has already obtained for such period since the 1st of January 1946, a vacation equivalent to that prescribed by the present Ordinance.

14° *Fixation de la période de congé*: L'employeur doit faire connaître au salarié au moins quinze jours à l'avance la période de son congé.

15° *Résiliation du contrat de travail*: Lorsque le salarié quitte son emploi, il a droit à une indemnité

a) représentant la rémunération payable lors de la prise du congé auquel il a un droit acquis, s'il n'a pas pris tel congé, et

b) représentant deux pour cent (2%) du salaire gagné depuis le premier mai précédant la date de son départ.

16° *Conventions interdites*: Toute stipulation d'un contrat individuel de travail ou d'une convention contraire ou non conforme à la présente ordonnance, même comportant une indemnité compensatrice, est interdite.

17° *Mentions au registre*: L'employeur, en plus des mentions obligatoires en vertu d'une ordonnance ou d'un règlement de la Commission, doit mentionner dans son registre de travail, pour chaque salarié,

- a) la date de son entrée au service,
- b) la durée de son congé annuel payé,
- c) la date de son départ en congé,
- d) le montant et la date du paiement de l'indemnité versée pour la durée de son congé.

18° *Durée*: La présente ordonnance demeurera en vigueur jusqu'au 1er janvier 1948.

19° *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance entrera en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé en la cité de Montréal, le seizième jour du mois de juillet mil neuf cent quarante-six.

14. *Fixing of date of vacation*: The employer shall notify the employee of the date of his vacation at least fifteen days in advance.

15. *Cancellation of labour contract*: When an employee quits his employment, he is entitled to an indemnity

a) consisting of the remuneration payable to him at the time of his taking the vacation to which he has a right, if he has not taken such vacation, and

b) consisting of two per cent (2%) of the wages earned after the 1st of May preceding the date of his departure.

16. *Forbidden agreements*: Any stipulation of any individual labour contract or of any agreement, which is contrary to or not in conformity with the provisions of the present Ordinance, is forbidden, even when it provides a compensating indemnity.

17. *Recording of particulars in register*: The employer, besides recording in his register the particulars required by an ordinance or a by-law of the Commission, shall record therein, for each employee,

- a) the date of his entrance into the service of the employer,
- b) the duration of his annual vacation with pay,
- c) the date of his leaving on vacation,
- d) the amount and date of payment of the indemnity paid to him for the duration of his vacation.

18. *Duration*: The present Ordinance shall remain in force until the 1st of January 1948.

19. *Coming into force*: The present Ordinance shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and signed in the city of Montreal, on the sixteenth day of the month of July, in the year one thousand nine hundred and forty-six.

Le Président, (Signé) F.-X. LACOURSIÈRE,  
 Le Vice-président, " CANDIDE ROCHEFORT,  
 Les Commissaires, " THOS. AUBRY,  
 " EUGÈNE DUSSAULT,  
 " H.-C. LEBRUN.

(Signed) F.-X. LACOURSIÈRE, President  
 " CANDIDE ROCHEFORT, Vice-President.  
 " THOS. AUBRY,  
 " EUGÈNE DUSSAULT,  
 " H.-C. LEBRUN, Members.

(Scelu)  
 Copie conforme.  
 Le Secrétaire général,  
 J.-E. SIMARD. 15040-o

(Seal)  
 True copy.  
 J.-E. SIMARD,  
 General Secretary. 15040-o

**Index de la Gazette officielle de Québec, N° 30**

**Index of the Quebec Official Gazette, No. 30**

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:**

Hamel vs Guérin . . . . .	1976
Larouche vs Brassard . . . . .	1976
Treiling vs Klaus . . . . .	1976

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:**

Hamel vs Guérin . . . . .	1976
Larouche vs Brassard . . . . .	1976
Treiling vs Klaus . . . . .	1976

**ARRÊTÉS EN CONSEIL:**

2850—Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Hull. . . . .	1971
2851—Métiers de barbier et de coiffeur dans la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville. . . . .	1972
2852—Métiers du bâtiment dans la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville	1971
2853—Industrie de la construction dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et L'Assomption . . . . .	1973
2854—Métier d'horloger dans l'île de	

**ORDERS IN COUNCIL:**

2850—Barber and hairdresser trades in the Hull region . . . . .	1971
2851—Barber and hairdresser trades in the city of St. John and the town of Iberville . . . . .	1972
2852—Building trades in the city of St. John and the town of Iberville. . . . .	1971
2853—Construction industry in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and L'Assomption . . . . .	1973
2854—Clockmaker trade in the Island	

Montréal, l'île Jésus et le comté de Terrebonne . . . . .	1973	of Montreal, Jesus Island and the county of Terrebonne . . . . .	1973
2855 — Tanneries et corroieries dans la province de Québec . . . . .	1974	2855 — Tanners and curriers in the Province of Quebec . . . . .	1974
2856 — Industrie de la broderie dans l'île de Montréal . . . . .	1975	2856 — Embroidery industry in the Island of Montreal . . . . .	1975
2857 — Industrie de la confection pour dames dans la province de Québec . . . . .	1974	2857 — Ladies cloak and suit industry in the Province of Quebec . . . . .	1974
2858 — Métiers de l'imprimerie dans l'île de Montréal . . . . .	1975	2858 — Printing trades in the Island of Montreal . . . . .	1975
2859 — Industrie de la robe dans la province de Québec . . . . .	1970	2859 — Dress industry in the Province of Quebec . . . . .	1970
2860 — Commerce de détail dans la cité de Chicoutimi . . . . .	1957	2860 — Retail trade in the city of Chicoutimi . . . . .	1957
2861 — Établissements commerciaux de détail dans la ville de Richmond et le village de Melbourne . . . . .	1949	2861 — Commercial retail establishments in the town of Richmond and the village of Melbourne . . . . .	1949
2862 — Employés des services du gaz et de l'électricité de la cité de Sherbrooke . . . . .	1967	2862 — Gas and electric services employees of the city of Sherbrooke . . . . .	1967
2863 — Débardeurs du port de Montréal — navigation océanique . . . . .	1961	2863 — Longshoremen of the Harbour of Montreal — ocean navigation . . . . .	1961
2864 — Charpentiers doubleurs — navigation océanique — dans le port de Montréal . . . . .	1952	2864 — Shipliners — ocean navigation — in the Harbour of Montreal . . . . .	1952
2865 — Vérificateurs et tonneliers — navigation océanique — Havre de Montréal . . . . .	1955	2865 — Checkers and coopers — ocean navigation — Harbour of Montreal . . . . .	1955
<b>AVIS AUX INTÉRESSÉS:</b>	1921	<b>NOTICE TO INTERESTED PARTIES:</b>	1921
<b>AVIS DIVERS:</b>		<b>MISCELLANEOUS NOTICES:</b>	
Commission scolaire du village de St-Jérôme (Tirage d'obligations) . . . . .	1977	School Commission of the village of St-Jérôme (Drawing of bonds) . . . . .	1977
Conseil Central des Syndicats Ouvriers Nationaux Catholiques de Drummondville Inc. (Formation) . . . . .	1981	Conseil Central des Syndicats Ouvriers Nationaux Catholiques de Drummondville Inc. (Formation) . . . . .	1981
Coopérative d'Électricité des Laurentides (Fondation) . . . . .	1976	Coopérative d'Électricité des Laurentides (Foundation) . . . . .	1976
Entry Island Co-operative Society (Fondation) . . . . .	1980	Entry Island Co-operative Society (Foundation) . . . . .	1980
La Coopérative d'Aqueduc de Batiscan (Fondation) . . . . .	1980	La Coopérative d'Aqueduc de Batiscan (Foundation) . . . . .	1980
La Fédération de l'U.C.C. de Rimouski-Ouest (Formation) . . . . .	1980	La Fédération de l'U.C.C. de Rimouski-Ouest (Formation) . . . . .	1980
L'Association Canadienne des Concierges et du Personnel d'Entretien des Édifices Publics (Formation) . . . . .	1978	L'Association Canadienne des Concierges et du Personnel d'Entretien des Édifices Publics (Formation) . . . . .	1978
L'Association Canadienne des Employés de Magasins de Chaussures, Local N° 1 (Formation) . . . . .	1978	L'Association Canadienne des Employés de Magasins de Chaussures, Local N° 1 (Formation) . . . . .	1978
L'Association Canadienne des Ouvriers du Transport Maritime, Local N° 1 (Formation) . . . . .	1980	L'Association Canadienne des Ouvriers du Transport Maritime, Local N° 1 (Formation) . . . . .	1980
Le Syndicat de l'U.C.C. de Beaudry (Formation) . . . . .	1981	Le Syndicat de l'U.C.C. de Beaudry (Formation) . . . . .	1981
Le Syndicat de l'U.C.C. de La Bastonnais (Formation) . . . . .	1981	Le Syndicat de l'U.C.C. de La Bastonnais (Formation) . . . . .	1981
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Ferréol (Formation) . . . . .	1978	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Ferréol (Formation) . . . . .	1978
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Jean-de-Matha (Formation) . . . . .	1983	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Jean-de-Matha (Formation) . . . . .	1983
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Thomas-de-Cherbourg (Formation) . . . . .	1981	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Thomas-de-Cherbourg (Formation) . . . . .	1981
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Thomas Didyme (Formation) . . . . .	1981	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Thomas Didyme (Formation) . . . . .	1981
Le Syndicat de l'U.C.C. de Vaudreuil (Formation) . . . . .	1982	Le Syndicat de l'U.C.C. de Vaudreuil (Formation) . . . . .	1982
Longueuil, cité de (Rachat d'obligations) . . . . .	1982	Longueuil, city of (Redemption of bonds) . . . . .	1982
Montminy & Frère, Incorporée (Directeurs) . . . . .	1979	Montminy & Frère, Incorporée (Directors) . . . . .	1979
Mont-Royal, ville de (Rachat d'obligations) . . . . .	1982	Mount Royal, town of (Redemption of bonds) . . . . .	1982
St-Jérôme, village de (Tirage d'obligations) . . . . .	1979	St-Jérôme, village of (Drawing of bonds) . . . . .	1979

St-Félicien, village de (Obtention de lettres patentes) . . . . .	1977
St-Pierre, ville de (Rachat d'obligations)	1978
Syndicat de Travail de Barraute (Fondation) . . . . .	1979
The Entry Island Credit Union (Fondation) . . . . .	1980
Valcartier Development, Inc. (Directeurs) . . . . .	1979

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:

N° 3—Établissement industriel et commercial (Congés annuels payés) . . . . .	2015
--	------

COMPAGNIE DISSOUTE:

Compagnie d'Immeubles de Notre-Dame de Grâce Limitée . . . . .	1983
--	------

DEPARTEMENTS AVIS DES:

AGRICULTURE:

Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Compton . . . . .	2013
Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Missisquoi . . . . .	2014
Société Coopérative Agricole de St-André-Est d'Argenteuil . . . . .	2014
Société Coopérative Agricole de St-Augustin . . . . .	2014
Société Coopérative Agricole de Ste-Agnès de Bellecombe . . . . .	2014
Société Coopérative Agricole de St-Irénée . . . . .	2015

TERRES ET FORETS:

Plessisville, village de . . . . .	1983
------------------------------------	------

TRAVAIL:

Comité conjoint de l'industrie de la peinture (Prélèvement) . . . . .	1985
Comité conjoint des métiers de la construction du comté de Terrebonne (Modification) . . . . .	1990
Comité paritaire de l'industrie de la broderie dans l'île de Montréal (Prélèvement) . . . . .	1986
Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district (Prolongation de prélèvement) . . . . .	1984
Comité paritaire de l'industrie des arts graphiques de Québec et du district (Avis) . . . . .	1984
Comité paritaire des métiers de la construction des comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville (Prélèvement) . . . . .	1989
Commission conjointe de l'industrie de la robe de la province de Québec (Modification) . . . . .	1991
Commission conjointe pour l'industrie de la robe de la province de Québec (Prolongation de prélèvement) . . . . .	1985
Fraternité unie des charpentiers-menuisiers d'Amérique, local 1001, de Ste-Thérèse-de-Blainville (Avis) . . . . .	1984
Industrie de la boîte de carton dans la province de Québec (Erratum) . . . . .	1983
Industrie du gant de travail dans la province de Québec (Modification) . . . . .	1988
Industrie du gant fin dans la province de Québec (Modification) . . . . .	1988
Métier de boulanger dans la ville de Granby (Avis) . . . . .	1984

St-Félicien, village of (Application for letters patent) . . . . .	1977
St-Pierre, town of (Redemption of bonds) . . . . .	1978
Syndicat de Travail de Barraute (Foundation) . . . . .	1979
The Entry Island Credit Union (Foundation) . . . . .	1980
Valcartier Development, Inc. (Directors) . . . . .	1979

MINIMUM WAGE COMMISSION:

No. 3—Industrial and commercial establishment (Annual vacation with pay) . . . . .	2015
--	------

COMPANY DISSOLVED:

Compagnie d'Immeubles de Notre-Dame de Grâce Limitée . . . . .	1983
--	------

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Dissolution of farmers' clubs in the county of Compton . . . . .	2013
Dissolution of farmers' clubs in the county of Missisquoi . . . . .	2014
Société Coopérative Agricole de St-André-Est d'Argenteuil . . . . .	2014
Société Coopérative Agricole de St-Augustin . . . . .	2014
Société Coopérative Agricole de Ste-Agnès de Bellecombe . . . . .	2014
Société Coopérative Agricole de St-Irénée . . . . .	2015

LANDS AND FORESTS:

Plessisville, village of . . . . .	1983
------------------------------------	------

LABOUR:

Joint Committee of the paint industry (Levy) . . . . .	1985
Building industry joint committee of Terrebonne county (Amendment) . . . . .	1990
Parity Committee of the embroidery industry in the Island of Montreal (Levy) . . . . .	1986
Printing industry parity committee for Montreal and District (Extension of levy) . . . . .	1984
Joint Committee of the graphic arts industry of Quebec and District (Notice) . . . . .	1984
Building trades parity committee of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville counties (Levy) . . . . .	1989
Joint Commission for the dress industry of the Province of Quebec (Amendment) . . . . .	1991
Joint Commission for the dress industry of the Province of Quebec (Extension of levy) . . . . .	1985
United brotherhood of carpenters and joiners of America, local 1001, of Ste-Thérèse de Blainville (Notice) . . . . .	1984
Paper box industry in the Province of Quebec (Erratum) . . . . .	1983
Working glove industry in the Province of Quebec (Amendment) . . . . .	1988
Fine glove industry in the Province of Quebec (Amendment) . . . . .	1988
Baker trade in the town of Granby (Notice) . . . . .	1984

Métiers du bâtiment dans le district des Cantons de l'Est (Modification) . . . . .	1993	Building trades in the Eastern Townships District (Amendment) . . . . .	1993
<b>TRÉSOR:</b> <i>Assurances:</i>		<b>TREASURY:</b> <i>Insurance:</i>	
Rapport sommaire des états annuels des compagnies d'assurance . . . . .	1995	Summary report of annual statements of Insurance Companies . . . . .	1995
<b>EXAMEN DU BARREAU:</b>		<b>BAR EXAMINATION:</b>	
Richelieu: étude du droit . . . . .	2004	Richelieu: study of law . . . . .	2004
<b>LETTRES PATENTES:</b>		<b>LETTERS PATENT:</b>	
Agences Minières de Québec Inc. — Quebec Mining Agencies Inc. . . . .	1922	Quebec Mining Agencies Inc. — Agences Minières de Québec Inc. . . . .	1922
Amalgamated Chibougamau Gold Mines Limited . . . . .	1923	Amalgamated Chibougamau Gold Mines Limited . . . . .	1923
Atom Electrical Home Appliance Company Limited . . . . .	1923	Atom Electrical Home Appliance Company Limited . . . . .	1923
Beaver Pants & Sportswear Co. Ltd. . . . .	1924	Beaver Pants & Sportswear Co. Ltd. . . . .	1924
Chalet Café Inc. . . . .	1924	Chalet Café Inc. . . . .	1924
Cie Franco-Canadienne de Produits Laitiers Ltée — Franco-Canadian Milk Products Co. Ltd. . . . .	1925	Franco-Canadian Milk Products Co. Ltd. — Cie Franco-Canadienne de Produits Laitiers Ltée . . . . .	1925
Compagnie de Produits Alimentaires Oiseau Bleu Limitée — Blue Bird Food Products Company Limited . . . . .	1925	Blue Bird Food Products Company Limited — Compagnie de Produits Alimentaires Oiseau Bleu Limitée . . . . .	1925
Diplomat Mfg. Co. Ltd. . . . .	1926	Diplomat Mfg. Co. Ltd. . . . .	1926
Doray Electric Limited . . . . .	1926	Doray Electric Limited . . . . .	1926
Eskimo Bottling Works Ltd. . . . .	1927	Eskimo Bottling Works Ltd. . . . .	1927
Fleetwood Aero Club . . . . .	1927	Fleetwood Aero Club . . . . .	1927
Gattuso Olive Oil Corporation . . . . .	1928	Gattuso Olive Oil Corporation . . . . .	1928
G. B. Talent, Inc. . . . .	1928	G. B. Talent, Inc. . . . .	1928
Girard et Boulanger Limitée . . . . .	1929	Girard et Boulanger Limitée . . . . .	1929
Inter-Textile Enterprises Ltd. . . . .	1929	Inter-Textile Enterprises Ltd. . . . .	1929
J. W. Lefebvre Limitée . . . . .	1930	J. W. Lefebvre Limitée . . . . .	1930
Laboratoire Desbels Inc. . . . .	1931	Laboratoire Desbels Inc. . . . .	1931
La Compagnie Torpedo de Mégantic Limitée . . . . .	1931	La Compagnie Torpedo de Mégantic Limitée . . . . .	1931
Laurentian Lumber Co. Ltd. . . . .	1932	Laurentian Lumber Co. Ltd. . . . .	1932
Les Ateliers Duval Limitée . . . . .	1932	Les Ateliers Duval Limitée . . . . .	1932
Lithium Exploration Company, Limited . . . . .	1933	Lithium Exploration Company, Limited . . . . .	1933
Lodana Fabrics Inc. . . . .	1933	Lodana Fabrics Inc. . . . .	1933
Montminy & Frère, Incorporée . . . . .	1934	Montminy & Frère, Incorporée . . . . .	1934
Montreal Sawdust & Wood Flour Incorporated . . . . .	1934	Montreal Sawdust & Wood Flour Incorporated . . . . .	1934
Neckwear Incorporated . . . . .	1935	Neckwear Incorporated . . . . .	1935
North America Trading Co. Ltd. . . . .	1935	North America Trading Co. Ltd. . . . .	1935
Novel Incorporée — Novel Incorporated . . . . .	1936	Novel Incorporée — Novel Incorporated . . . . .	1936
Nu Era Manufacturing Co. Limited . . . . .	1936	Nu Era Manufacturing Co. Limited . . . . .	1936
P. E. Bellerose & Fils Inc. . . . .	1937	P. E. Bellerose & Fils Inc. . . . .	1937
Piste d'Entraînement Laurentides . . . . .	1937	Piste d'Entraînement Laurentides . . . . .	1937
Poet and Peasant Limited . . . . .	1938	Poet and Peasant Limited . . . . .	1938
Salaison de Québec, Inc. . . . .	1938	Salaison de Québec, Inc. . . . .	1938
Service de Réadaptation Sociale Inc. . . . .	1939	Service de Réadaptation Sociale Inc. . . . .	1939
The Montreal Plate Glass Co. Ltd. . . . .	1939	The Montreal Plate Glass Co. Ltd. . . . .	1939
Tissert et Cie (Ltée) . . . . .	1940	Tissert et Cie (Ltée) . . . . .	1940
Valcartier Development, Inc. . . . .	1940	Valcartier Development, Inc. . . . .	1940
Zenon Bellerose Incorporée . . . . .	1941	Zenon Bellerose Incorporée . . . . .	1941
<b>LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:</b>		<b>SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:</b>	
Adolphe Studio Limitée — Adolphe Studio Limited . . . . .	1941	Adolphe Studio Limited — Adolphe Studio Limitée . . . . .	1941
Alfred Lambert Incorporée — Alfred Lambert Incorporated . . . . .	1941	Alfred Lambert Incorporated — Alfred Lambert Incorporée . . . . .	1941
Anglo-Canadian Telephone Company . . . . .	1942	Anglo-Canadian Telephone Company . . . . .	1942
Artistic Novelty Manufacturing Company Limited . . . . .	1942	Artistic Novelty Manufacturing Company Limited . . . . .	1942
Atlantic Laboratories Limited . . . . .	1942	Atlantic Laboratories Limited . . . . .	1942
A. W. Reeves (Quebec) Limited . . . . .	1942	A. W. Reeves (Quebec) Limited . . . . .	1942
Aywon (A-I) Converters Ltd. . . . .	1943	Aywon (A-I) Converters Ltd. . . . .	1943
Best Wood Manufacturing Limited . . . . .	1943	Best Wood Manufacturing Limited . . . . .	1943

Bourlamaque Hotel Limited .....	1943	Bourlamaque Hotel Limited .....	1943
Bruce, Stauffer & Company Limited ..	1943	Bruce, Stauffer & Company Limited ..	1943
Cercle de La Sablière, Inc. ....	1944	Cercle de La Sablière, Inc. ....	1944
Donnacona Paper Company, Limited ..	1944	Donnacona Paper Company, Limited ..	1944
Donohue Brothers, Limited .....	1944	Donohue Brothers, Limited .....	1944
Donohue Brothers, Limited .....	1944	Donohue Brothers, Limited .....	1944
Furniture Dealers Association of Quebec	1945	Furniture Dealers Association of Quebec	1945
Galeries des Décorations, Limitée .....	1945	Galeries des Décorations, Limitée .....	1945
Geo. E. Auger Limited .....	1945	Geo. E. Auger Limited .....	1945
Industrial Enterprises Corporation .....	1945	Industrial Enterprises Corporation .....	1945
La Compagnie de Téléphone de Warwick .....	2005	La Compagnie de Téléphone de Warwick .....	2005
Laura-Lu Fashions Inc. ....	1945	Laura-Lu Fashions Inc. ....	1945
Legrade Inc. ....	1946	Legrade Inc. ....	1946
Morlaine Inc. ....	1946	Morlaine Inc. ....	1946
Pelchat-Gauthier Limitée .....	1946	Pelchat-Gauthier Limitée .....	1946
Pinatel Piece Dye Works Ltd. ....	1946	Pinatel Piece Dye Works Ltd. ....	1946
Price Brothers & Company, Limited ..	1947	Price Brothers & Company, Limited ..	1947
Quebec Transport Inc. ....	1947	Quebec Transport Inc. ....	1947
Samuel Margolis Dress Corp. ....	1947	Samuel Margolis Dress Corp. ....	1947
Siberian Fur Co. ....	1947	Siberian Fur Co. ....	1947
Specialloid (Canada) Limited .....	1948	Specialloid (Canada) Limited .....	1948
Tisseyre et Cie Ltée .....	1948	Tisseyre et Cie Ltée .....	1948
Topper Furniture Inc. ....	1948	Topper Furniture Inc. ....	1948
Troy Laundry Limited .....	1948	Troy Laundry Limited .....	1948

MINUTES DE NOTAIRES:

Brossard, Jean .....	2006
Villeneuve, Charles-Edouard .....	2006

NOMINATIONS:

Diverses .....	2006
----------------	------

SIÈGES SOCIAUX:

Corporation Baronet Limitée .....	2008
Doray Electric Limited .....	2007
Salaison de Québec Inc. ....	2008

SOUSSIONS:

Dorval, ville de .....	2008
Port-Alfred, ville de .....	2009
St-Pierre, ville de .....	2010

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEAUCE:

Beaudoin vs Goupil .....	2011
--------------------------	------

JOLIETTE:

Desrosiers vs Joly .....	2011
--------------------------	------

MONTMAGNY:

St-Pierre vs Daigle .....	2012
---------------------------	------

MONTRÉAL:

Noël et vir vs Lafortune .....	2011
--------------------------------	------

RIMOUSKI:

Jacques vs Michaud .....	2012
--------------------------	------

SAGUENAY:

La Commission des Accidents du Travail de Québec vs Tremblay .....	2013
--	------

NOTARIAL MINUTES:

Brossard, Jean .....	2006
Villeneuve, Charles-Edouard .....	2006

APPOINTMENTS:

Miscellaneous .....	2006
---------------------	------

HEAD OFFICES:

Baronet Corporation Limited .....	2008
Doray Electric Limited .....	2007
Salaison de Québec Inc. ....	2008

TENDERS:

Dorval, town of .....	2008
Port-Alfred, town of .....	2009
St-Pierre, town of .....	2010

SHERIFFS' SALES:

BEAUCE:

Beaudoin vs Goupil .....	2011
--------------------------	------

JOLIETTE:

Desrosiers vs Joly .....	2011
--------------------------	------

MONTMAGNY:

St-Pierre vs Daigle .....	2012
---------------------------	------

MONTREAL:

Noël et vir vs Lafortune .....	2011
--------------------------------	------

RIMOUSKI:

Jacques vs Michaud .....	2012
--------------------------	------

SAGUENAY:

The Quebec Workmen's Compensation Commission vs Tremblay .....	2013
--	------

TROIS-RIVIÈRES:

Marchand vs Lavergne ..... 2013  
15099-o

TROIS-RIVIÈRES:

Marchand vs Lavergne ..... 2013  
15099-o